Frantz FANON
Psychiatre et militant de l'indépendance algérienne dans le FLN

[1959] (1972)

Sociologie d'une révolution

(L'an V de la révolution algérienne)

Un document produit en version numérique par Émilie Tremblay, bénévole,
Doctorante en sociologie à l'Université de Montréal
Courriel: emiliet82@yahoo.fr
Page web dans Les Classiques des sciences sociales.

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Autres livres à télécharger sur le site
https://abbassa.wordpress.com

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

REMARQUE

Ce livre est du domaine public au Canada parce qu'une œuvre passe au domaine public 50 ans après la mort de l'auteur(e).

Cette œuvre n'est pas dans le domaine public dans les pays où il faut attendre 70 ans après la mort de l'auteur(e).

Respectez la loi des droits d'auteur de votre pays.

Du même auteur

Peau noire, masques blancs, Seuil, 1952 ; rééd. Seuil, coll. « Point/Essais », 1971.

Pour la révolution africaine, Librairie François Maspero, coll. « Cahiers libres », 1964 ; rééd. La Découverte, coll. « Redécouverte », 2001.

Les damnés de la terre. Préface de Jean-Paul Sartre (1961); Préface d'Alice Cherki et postface de Mohammed Harbi (2002). Paris: Éditions La Découverte/Poche, 2002, 313 pp. Paris: François Maspero, 1961, 1968.

Cette édition électronique a été réalisée par Émilie Tremblay, bénévole, doctorante en sociologie à l'Université de Montréal
Courriel : emiliet82@yahoo.fr

à partir de :

Frantz FANON

Sociologie d'une révolution
(L'an V de la révolution algérienne)
.

Paris : François Maspero, Éditeur, 1972, 175 pp. Petite collection Maspero, no 28. Première édition, 1959.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Comic Sans, 12 points.
Pour les citations : Comic Sans, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

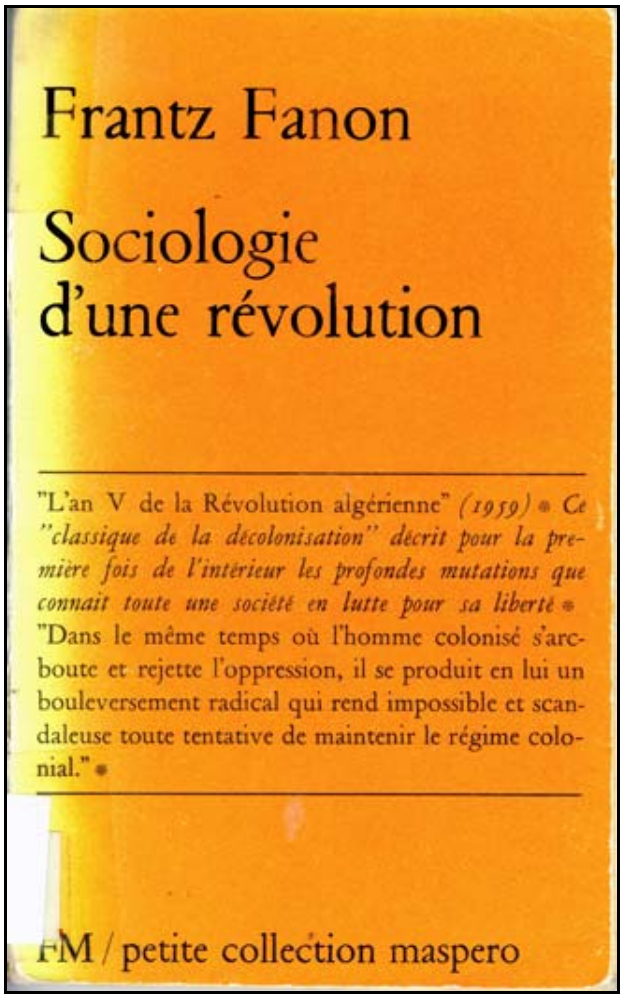
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 6 décembre 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Frantz FANON

Psychiatre, intellectuel antillais
et militant de l'indépendance algérienne dans le FLN

Sociologie d'une révolution
(L'an V de la révolution algérienne)



Paris : François Maspero, Éditeur, 1972, 175 pp. Petite collection Maspero, no 28. Première édition, 1959.

Table des matières

INTRODUCTION DE 1959

Chapitre 1. L'Algérie se dévoile
Annexe : Les femmes dans la Révolution

Chapitre 2. « Ici la voix de l'Algérie »
Chapitre 3. La famille algérienne
Chapitre 4. Médecine et colonialisme
Chapitre 5. La minorité européenne d'Algérie

Annexe I. Geromini
Annexe II. Bresson

CONCLUSION

[5]

Sociologie d'une révolution
(L'an V de la révolution algérienne)

INTRODUCTION

Frantz Fanon, juillet 1959

Retour à la table des matières

La guerre d'Algérie entre bientôt dans sa sixième année. Personne parmi nous comme dans le monde ne soupçonnait, en novembre 1954, qu'il faudrait se battre pendant soixante mois avant d'obtenir que le colonialisme français desserre son étreinte et donne voix au peuple algérien.

Après cinq ans de lutte, aucune modification politique n'est intervenue. Les responsables français continuent de proclamer l'Algérie française.

Cette guerre a mobilisé le peuple dans sa totalité, l'a sommé d'investir en bloc ses réserves et ses ressources les plus cachées. Le peuple algérien ne s'est pas donné de répit, car le colonialisme auquel il est confronté ne lui en a laissé aucun.

La guerre d'Algérie, la plus hallucinante qu'un peuple ait menée pour briser l'oppression coloniale.

Ses adversaires aiment affirmer que la Révolution algérienne est composée de sanguinaires. Les démocrates dont elle avait la sympathie lui répètent quant à eux, qu'elle a commis des erreurs.

Il est arrivé en effet que des citoyens algériens aient enfreint les directives des organismes dirigeants, et que des choses qu'il eût fallu éviter se soient déroulées sur le sol national. Presque toujours d'ailleurs, elles concernaient d'autres citoyens algériens.

[6]

Mais alors qu'a fait la Révolution ? A-t-elle fui ses responsabilités ? N'a-t-elle pas sanctionné ces gestes qui risquaient d'altérer la vérité de notre combat ? M. Ferhat Abbas, président du Conseil du G.P.R.A., n'a-t-il pas évoqué en public les mesures, parfois capitales, prises par la direction de la Révolution ?

Et pourtant qui ne comprend psychologiquement ces subites violences contre les traîtres ou les criminels de guerre ? Les hommes qui ont fait la campagne au sein de la Première Armée Française ont gardé des mois entiers le dégoût pour ces justiciers de la dernière heure qui déchargeaient leurs armes sur les collaborateurs. Ceux qui avaient fait l'ile d'Elbe, la Campagne d'Italie et le débarquement à Toulon étaient révoltés par ces règlements de comptes fratricides, illégaux et souvent honteusement menés. Nous n'avons cependant pas en mémoire de condamnation de maquisards pour exécutions sommaires précédées de tortures de civils désarmés.

Le Front de Libération Nationale n'a pas craint, dans les moments où le peuple subissait les assauts les plus massifs du colonialisme, de proscrire certaines formes d'action et de rappeler constamment aux unités engagées les lois internationales de la guerre. Dans une guerre de Libération, le peuple colonisé doit gagner, mais il doit le faire proprement sans « barbarie ». *Le peuple européen qui torture est un peuple déchu, traître à son histoire. Le peuple sous-développé qui torture assure sa nature, fait son* travail *de peuple sous-développé.* Le peuple sous-développé est obligé, s'il ne veut pas être moralement condamné par les « Nations Occidentales », de pratiquer le *fair-play*, tandis que son adversaire s'aventure, la conscience en paix, dans la découverte illimitée de nouveaux moyens de terreur.

Le peuple sous-développé doit à la fois prouver, par la puissance de son combat, son aptitude à se constituer en Nation, et par la pureté de chacun de ses gestes, qu'il est, jusque dans les moindres détails, le peuple [7] le plus transparent, le plus maître de soi. Mais tout cela est bien difficile.

Alors que dans la région de Mascara, il y a exactement six mois, plus de trente combattants encerclés et ayant épuisé leurs munitions, après s'être battus à coups de pierres, étaient faits prisonniers et exécutés devant le village, un médecin algérien, dans un autre secteur, détachait une mission aux frontières pour ramener sans délai des médicaments seuls capables d'enrayer la maladie d'un prisonnier français. Au cours du trajet, deux combattants algériens étaient tués. D'autres fois, des soldats sont affectés à une mission de diversion pour permettre à un groupe de prisonniers d'arriver indemnes au P.C. de la région.

Les ministres français Lacoste et Soustelle ont publié des photos dans le souci de salir notre cause. Certaines de ces photos montrent des choses faites par des membres de notre Révolution. D'autres concernent quelques-uns des milliers de crimes dont se sont rendus coupables Bellounis et les harkis armés par l'Armée Française. Enfin et surtout, il y a ces dizaines de milliers d'Algériens et d'Algériennes victimes des troupes françaises.

Non, ce n'est pas vrai que la Révolution soit allée aussi loin que le colonialisme.

Mais nous ne légitimons pas pour autant les réactions immédiates de nos compatriotes. Nous les comprenons, mais nous ne pouvons ni les excuser ni les rejeter.

Parce que nous voulons d'une Algérie démocratique et rénovée, parce que nous croyons qu'on ne peut pas s'élever, se libérer dans un secteur et s'enfoncer dans un autre, nous condamnons, le coeur plein de détresse, ces frères qui se sont jetés dans l'action révolutionnaire avec la brutalité presque physiologique que fait naître et qu'entretient une oppression séculaire.

Les gens qui nous condamnent ou qui nous reprochent ces franges obscures de la Révolution ignorent le drame atroce du responsable qui doit prendre une [8] sanction contre un patriote coupable par exemple d'avoir tué un traître notoire sans en avoir reçu l'ordre ou, chose plus grave, une femme, un enfant. Cet homme qui doit être jugé, sans code, sans loi, par la seule conscience que chacun a de ce qui doit se faire et de ce qui doit être interdit, n'est pas un homme nouveau dans le groupe de combat. Il a donné depuis plusieurs mois des preuves irrécusables d'abnégation, de patriotisme, de courage. Pourtant il faut le juger. Le

responsable, le représentant local de l'organisme dirigeant doit appliquer les directives. Il lui faut quelquefois être l'accusateur, les autres membres de l'unité n'ayant pas accepté la charge d'accuser ce frère devant le tribunal révolutionnaire.

Il n'est pas facile de conduire avec le minimum de failles, la lutte d'un peuple durement secoué par 130 ans de domination contre un ennemi aussi décidé et aussi féroce que le colonialisme français.

M^me^ Christiana Lilliestierna, journaliste suédoise, s'est entretenue, dans un camp, avec quelques-uns des milliers d'Algériens réfugiés. Voici un extrait de reportage :

> « Le suivant de la chaîne est un garçon de sept ans marqué de profondes blessures faites par un fil d'acier avec lequel il fut attaché pendant que des soldats français maltraitaient et tuaient ses parents et ses soeurs. Un lieutenant avait tenu de force ses yeux ouverts, afin qu'il vît et qu'il se souvînt de cela longtemps...
>
> « Cet enfant fut porté par son grand-père pendant cinq jours et cinq nuits avant d'atteindre le camp.
>
> « L'enfant dit : « *Je ne désire qu'une chose : pouvoir découper un soldat français en petits morceaux, tout petits morceaux.* »

Eh bien cet enfant de sept ans, croit-on donc qu'il soit facile de lui faire oublier à la fois le meurtre de ses parents et sa vengeance énorme ? Cette enfance orpheline qui grandit dans une atmosphère de fin du monde, [9] est-ce là tout le message que laissera la démocratie française ?

Personne ne supposait que la France allait pendant cinq ans défendre pied à pied ce colonialisme éhonté qui, sur le continent, fait pendant à son homologue d'Afrique du Sud. On ne soupçonnait pas davantage que le peuple algérien s'installerait dans l'Histoire avec autant d'intensité.

Aussi faut-il s'éviter les illusions. Les générations qui arrivent ne sont pas plus souples ni plus fatiguées que celles qui ont déclenché la fuite. Il y a, au contraire, raidissement, volonté d'être à la mesure des « dimensions historiques », souci de ne pas faire bon marché de centaines de milliers de victimes. Et il y a aussi appréciation exacte des dimensions du conflit, des amitiés et des solidarités, des intérêts et des contradictions de l'univers colonialiste.

> « Avoir un fusil, être membre de l'Armée de Libération Nationale est la seule chance qui reste à l'Algérien de donner à sa mort un sens. La vie sous la domination, depuis longtemps est vide de signification... »

De telles déclarations, quand elles sont faites par des membres du Gouvernement algérien, n'expriment pas une erreur de jugement ou un « jusqu'au-boutisme ». C'est la constatation banale de la vérité.

Il y a en Algérie, en ce qui concerne le peuple algérien, une situation irréversible. Le colonialisme français lui-même s'en est rendu compte et il tente anarchiquement de suivre le mouvement historique. À l'Assemblée Nationale française siègent quatre-vingt députés algériens. Mais aujourd'hui cela ne sert à rien.

Le collège unique a été accepté par les ultras de la domination, mais en 1959, cela paraît dérisoire eu égard aux dimensions extraordinaires prises par la conscience nationale algérienne. Interrogez n'importe quelle femme ou n'importe quel homme sur toute la surface de la terre et demandez-lui si le peuple algérien n'a pas déjà acquis le droit d'être vingt fois indépendant. Personne, en 1959, en dehors de ces Français [10] qui ont entraîné leur pays dans cette horrible aventure, qui ne souhaite la fin de cette tuerie et la naissance de la Nation algérienne.

Mais enfin, aucune issue n'est en vue et nous savons que l'Armée française prépare dans les mois qui viennent une série d'offensives. La guerre continue.

Les hommes ont alors le droit de s'interroger sur les raisons de cet entêtement. On a le devoir de comprendre cet enfoncement dans la guerre qui rappelle par tant de côtés la complaisance dans le morbide. Nous voulons montrer dans cette première étude que sur la terre al-

gérienne est née une nouvelle société. Les hommes et les femmes d'Algérie, aujourd'hui, ne ressemblent ni à ceux de 1930, ni à ceux de 1954, ni déjà à ceux de 1957. La vieille Algérie est morte.

Tout ce sang innocent qui jaillit à pleines artères sur le sol national a fait lever une nouvelle humanité et personne ne doit ignorer ce fait.

Après avoir affirmé qu'elle ne « livrerait pas aux Arabes un million de ses fils », la France proclame aujourd'hui qu'elle n'abandonnera jamais le Sahara et ses ressources. De tels arguments n'ont évidemment aucune valeur pour l'Algérien. Il répond en effet que la richesse d'un pays ne peut constituer une excuse à son oppression.

Nous montrerons que la forme et le contenu de l'existence nationale existent déjà en Algérie et qu'aucun retour en arrière ne saurait être envisagé. Alors que dans beaucoup de pays coloniaux c'est l'indépendance acquise par un parti qui informe progressivement la conscience nationale diffuse du peuple, en Algérie c'est la conscience nationale, les misères et les terreurs collectives qui rendent inéluctable la prise en main de son destin par le peuple.

L'Algérie est virtuellement indépendante. Les Algériens se considèrent déjà souverains.

Il reste à la France à la reconnaître. C'est évidemment le plus important. Mais cette situation aussi est importante. Elle gagne à être connue, car elle limite [11] fondamentalement les espoirs militaires ou politiques du colonialisme français.

Pourquoi le gouvernement français ne met-il pas fin à la guerre d'Algérie ? Pourquoi refuse-t-il de négocier avec les membres du gouvernement algérien ? Telles sont les questions qu'un homme honnête, en 1959, est amené à se poser.

Ce n'est pas assez de dire que le colonialisme est encore puissant en France. Ce n'est pas suffisant de dire que le Sahara a modifié les données du problème.

Tout cela est vrai, mais il y a autre chose. Il nous semble qu'en Algérie le point capital où trébuchent les bonnes volontés et les gouvernements français est la minorité européenne. C'est pourquoi nous avons consacré tout un chapitre à cette question.

L'Algérie est une colonie de peuplement. La dernière colonie de peuplement à avoir fait parler d'elle a été l'Afrique du Sud. On sait dans quel sens.

Les Européens d'Algérie n'ont jamais tout à fait désespéré de rompre avec la France et d'imposer leur loi d'airain aux Algériens. C'est l'unique constante de la politique colonialiste en Algérie. Aujourd'hui, l'Armée française est gagnée à cette idée. Aussi ne faut-il pas prendre au sérieux les rumeurs de paix qui éclosent çà et là.

La France fera la paix en Algérie en renforçant sa domination sur l'Algérie ou *en brisant les féodalités européennes d'Algérie.* Hors ces deux solutions, il faut que la paix lui soit imposée internationalement par les Nation Unies ou militairement par les forces algériennes.

On voit donc que la paix n'est pas pour demain. Nous montrerons que la France ne peut pas recommencer sa domination en Algérie. Même si cette domination devait être allégée et dissimulée. Le gouvernement français est condamné à s'opposer à quelques centaines de criminels de guerre ou à couvrir de plus en plus le génocide qui sévit en Algérie.

Les autorités françaises ne nous font pas sourire [12] quand elles déclarent que « la rébellion est forte de 25 000 hommes ». Que valent tous les chiffres en face de la sainte et colossale énergie qui maintient en ébullition tout un peuple ? Même s'il est prouvé que nos forces ne dépassent pas 5 000 hommes, mal armés, quelle valeur une telle connaissance peut-elle avoir puisque avec un million d'armes nous ferions encore des mécontents et des aigris. Des centaines de milliers d'autres Algériens et Algériennes ne pardonneraient pas aux responsables de ne pas les enrôler, de les laisser désarmés. Que serait le gouvernement algérien s'il n'avait le peuple derrière lui ?

Les autorités françaises ont récemment reconnu officiellement l'existence d'un million d'Algériens déplacés, regroupés. On voulait couper l'Armée du peuple. On voulait, paraît-il, éviter le « pourrissement de l'Algérie ». Mais jusqu'où peut-on aller ?

Un million d'otages embarbelés et voici que l'alarme est donnée par les Français eux-mêmes : « Les médicaments n'agissent plus sur ces regroupés, tant est profond leur délabrement physiologique. » Alors ? Le colonialisme se bat pour renforcer sa domination et l'exploitation humaine et économique. Il se bat aussi pour maintenir identiques

l'image qu'il a de l'Algérien et l'image dépréciée que l'Algérien avait de lui-même. Eh bien, cela est depuis longtemps devenu impossible.

La Nation algérienne n'est plus dans un ciel futur. Elle n'est plus le produit d'imaginations fumeuses et pétries de phantasmes. Elle est au centre même de l'homme nouveau algérien. *Il y a une nouvelle nature de l'homme algérien,* une nouvelle dimension à son existence.

La thèse qui veut que se modifient les hommes dans le même moment où ils modifient le monde, n'aura jamais été aussi manifeste qu'en Algérie. Cette épreuve de force ne remodèle pas seulement la conscience que l'homme a de lui-même, l'idée qu'il se fait de ses anciens dominateurs ou du monde, enfin à sa portée.

[13]

Cette lutte à des niveaux différents renouvelle les symboles, les mythes, les croyances, l'émotivité du peuple. Nous assistons en Algérie à une remise en marche de l'homme.

Qui peut espérer arrêter ce mouvement essentiel ?

Ne vaut-il pas mieux ouvrir les yeux et voir ce qu'il y a de grandiose, mais aussi de naturel dans cette démarche ?

Est-il donc encore, le temps où l'homme doive se battre et mourir pour avoir le droit d'être le citoyen d'une nation ?

N'est-elle pas grotesque et humiliante et obscène cette rubrique de « Français-Musulmans » ?

Et cette misère, et cette indignité entretenue et arrosée chaque matin, n'y a-t-il pas là vraiment prétextes pour les crimes les plus étudiés ?

N'y a-t-il donc pas sur cette terre suffisamment de volontés pour imposer raison à cette déraison ?

L'éventualité d'une victoire sur la rébellion n'est plus à écarter, proclame le général Challe. Il ne faut pas ironiser. Tous les généraux en chef de toutes les guerres coloniales répètent les mêmes choses, mais comment ne comprennent-ils pas qu'aucune rébellion n'est jamais vaincue. Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire, vaincre une rébellion ?

On a voulu vaincre l'U.P.C., mais n'a-t-on pas donné l'indépendance au Cameroun ? La seule différence est que le colonialisme, avant de s'en aller, a multiplié au sein du peuple camerounais les demi-trahisons, les prévarications, les rancœurs. Aussi l'avenir du Cameroun est-il pour plusieurs années, hypothéqué par une politique néfaste et apparemment subtile.

Nous voulons montrer dans ces pages, que *le colonialisme a définitivement perdu la partie en Algérie, tandis que de toute façon, les Algériens l'ont définitivement gagnée.*

Ce peuple, perdu pour l'histoire, qui retrouve un drapeau, un gouvernement, reconnu déjà par de nombreux Etats, ne peut plus reculer maintenant. Ce [14] peuple analphabète qui écrit les pages les plus belles et les plus émouvantes de la lutte pour la liberté ne peut pas reculer ni se taire.

Le colonialisme français doit savoir ces choses. Il ne doit plus ignorer que le gouvernement algérien peut mobiliser n'importe quand, n'importe quel Algérien. Même les nouveaux élus, inscrits de force sur les listes électorales de l'administration, démissionneraient sur un ordre du F.L.N. Il n'est pas jusqu'aux députés du Treize Mai qui puissent résister longtemps à la nouvelle autorité nationale. Alors ? Une armée peut à tout moment renconquérir le terrain perdu, mais comment réinstaller dans la conscience d'un peuple le complexe d'infériorité, la peur et le désespoir ? Comment supposer, comme les y invitait ingénument le général de Gaulle, que les Algériens « rentrent dans leurs foyers » ?

Quel sens peut avoir cette expression pour un Algérien d'aujourd'hui ?

Le colonialisme ignore les données véritables du problème. Il s'imagine qu'on apprécie notre puissance au nombre de nos mitraillettes lourdes. C'était vrai dans les premiers mois de 1955. Aujourd'hui, cela ne l'est plus.

D'abord parce que d'autres éléments pèsent sur l'histoire. Ensuite parce que les mitrailleuses et les canons ne sont plus les armes de l'occupant.

Les deux tiers de la population du monde sont prêts à donner à la Révolution autant de mitrailleuses lourdes qu'il nous est nécessaire. Et

si l'autre tiers ne le fait pas, ce n'est nullement par désaccord avec la cause du peuple algérien. Bien au contraire, cet autre tiers lui fait constamment savoir qu'il lui accorde son soutien moral. Et il s'arrange pour l'exprimer concrètement.

La puissance de la Révolution algérienne réside d'ores et déjà dans la mutation radicale qui s'est produite chez l'Algérien.

Le général de Gaulle, s'adressant aux ultras d'Algérie, [15] déclarait dernièrement que « l'Algérie de papa est morte ». Cela est bien vrai. Mais il faut aller plus loin.

L'Algérie du grand frère est morte également. Il y a une nouvelle Algérie, une nation algérienne, un gouvernement algérien. Il faudra tôt ou tard se rendre à ces quelques évidences.

On verra dans ces pages les bouleversements survenus dans la conscience de l'Algérien. On verra les fissures à partir desquelles s'est remodelée la société européenne d'Algérie. On assiste en vérité à l'agonie lente mais certaine de la mentalité du colon.

D'où cette thèse que nous retrouverons souvent : *la mort du colonialisme est à la fois mort du colonisé et mort du colonisateur*.

Les rapports nouveaux, ce n'est pas le remplacement d'une barbarie par une autre barbarie, d'un écrasement de l'homme par un autre écrasement de l'homme. Ce que nous, Algériens, voulons, c'est découvrir l'homme derrière le colonisateur ; cet homme, à la fois ordonnateur et victime d'un système qui l'avait étouffé et réduit au silence. Quant à nous, nous avons depuis de longs mois réhabilité l'homme colonisé algérien. Nous avons arraché l'homme algérien à l'oppression séculaire et implacable. Nous nous sommes mis debout et nous avançons maintenant. Qui peut nous réinstaller dans la servitude ?

Nous voulons une Algérie ouverte à tous, propice à tous les génies.

Cela nous le voulons et nous le ferons. Nous ne pensons pas qu'il existe quelque part une force capable de nous en empêcher.

Frantz FANON.

Juillet 1959.

[16]

Sociologie d'une révolution
(L'an V de la révolution algérienne)

Chapitre 1

L'Algérie se dévoile

Retour à la table des matières

Les techniques vestimentaires, les traditions d'habillement, de parement, constituent les formes d'originalité les plus marquantes, c'est-à-dire les plus immédiatement perceptibles d'une société. À l'intérieur d'un ensemble, dans le cadre d'une silhouette déjà formellement soulignée, existent évidemment des modifications de détail, des innovations qui, dans les sociétés très développées, définissent et circonscrivent la mode. Mais l'allure générale demeure homogène et l'on peut regrouper de grandes aires de civilisation, d'immenses régions culturelles à partir des techniques originales, spécifiques, d'habillement des hommes et des femmes.

C'est à travers l'habillement que des types de société sont d'abord connus, soit par les reportages et documents photographiques, soit par les bandes cinématographiques. Il y a ainsi des civilisations sans cravates, des civilisations avec pagnes et d'autres sans chapeaux.

L'appartenance à une aire culturelle donnée, est le plus souvent signalée par les traditions vestimentaires de ses membres. Dans le monde arabe, par exemple, le voile dont se drapent les femmes est immédiatement vu par le touriste. On peut pendant longtemps ignorer qu'un Musulman ne consomme pas [17] de porcs ou s'interdit les rapports sexuels diurnes pendant le mois de Ramadhan, mais le voile de la femme apparaît avec une telle constance qu'il suffit, en général, à caractériser la société arabe.

Dans le Maghreb arabe, le voile fait partie des traditions vestimentaires des sociétés nationales tunisienne, algérienne, marocaine ou libyenne. Pour le touriste et l'étranger, le voile délimite à la fois la société algérienne et sa composante féminine [1]. Chez l'homme algérien, par contre, peuvent se décrire des modifications régionales mineures : *fez* dans les centres urbains, turbans et *djellabas* dans les campagnes. Le vêtement masculin admet une certaine marge de choix, un minimum d'hétérogénéité. La femme prise dans son voile blanc, unifie la perception que l'on a de la société féminine algérienne.

De toute évidence, on est en présence d'un uniforme qui ne tolère aucune modification, aucune variante [2].

---

1 Nous ne mentionnons pas ici les milieux ruraux où la femme est souvent dévoilée. Il n'est pas davantage tenu compte de la femme kabyle qui, en dehors des grandes villes, n'utilise jamais le voile. Pour le touriste qui s'aventure rarement dans les montagnes, la femme arabe est d'abord celle qui porte le voile. Cette originalité de la femme kabyle constitue entre autres l'un des thèmes de la propagande colonialiste autour de l'opposition des Arabes et des Berbères. Consacrées à l'analyse des modifications psychologiques, ces études laissent de côté le travail proprement historique. Nous aborderons prochainement cet autre aspect de la réalité algérienne en acte. Contentons-nous ici de signaler que les femmes kabyles, au cours des 130 années de domination ont développé, face à l'occupant, d'autres mécanismes de défense. Pendant la guerre de libération, leurs formes d'action ont également pris des aspects absolument originaux.

2 Un phénomène mérite d'être rappelé. Au cours de la lutte de libération du peuple marocain et principalement dans les villes, le voile blanc fit place au voile noir. Cette modification importante s'explique par le souci des femmes marocaines d'exprimer leur attachement à Sa Majesté Mohamed V. On se souvient, en effet, que c'est immédiatement après l'exil du Roi du Maroc que le voile noir, signe de deuil, fit son apparition. Au niveau des systèmes de signification, il est intéressant de remarquer que le noir, dans la société marocaine ou arabe n'a jamais exprimé le deuil ou l'affliction. Conduite de combat, l'adoption du noir répond au dé-

[18]

Le *haïk* délimite de façon très nette la société colonisée algérienne. On peut évidemment demeurer indécis et perplexe devant une petite fille, mais toute incertitude disparaît au moment de la puberté. Avec le voile, les choses se précisent et s'ordonnent. La femme algérienne est bien aux yeux de l'observateur : « Celle qui se dissimule derrière le voile. »

Nous allons voir que ce voile, élément parmi d'autres de l'ensemble vestimentaire traditionnel algérien, va devenir l'enjeu d'une bataille grandiose, à l'occasion de laquelle les forces d'occupation mobiliseront leurs ressources les plus puissantes et les plus diverses, et où le colonisé déploiera une force étonnante d'inertie. La société coloniale, prise dans son ensemble, avec ses valeurs, ses lignes de force et sa philosophie, réagit de façon assez homogène en face du voile. Avant 1954, plus précisément depuis les années 1930-1935, le combat décisif est engagé. Les responsables de l'administration française en Algérie, préposés à la destruction de l'originalité du peuple, chargés par les pouvoirs de procéder coûte que coûte à la désagrégation des formes d'existence susceptibles d'évoquer de près ou de loin une réalité nationale, vont porter le maximum de leurs efforts sur le port du voile, conçu en l'occurrence, comme symbole du statut de la femme algérienne. Une telle position n'est pas la conséquence d'une intuition fortuite. C'est à partir des analyses des sociologues et des ethnologues que les spécialistes des affaires dites indigènes et les responsables des Bureaux arabes coordonnent leur travail. À un premier niveau, il y a reprise pure et simple de la fameuse formule : « Ayons les femmes et le reste suivra. » Cette explicitation se contente simplement de revêtir une allure scientifique avec les « découvertes » des sociologues. [3]

[19]

Sous le type patrilinéaire de la société algérienne, les spécialistes décrivent une structure d'essence matrimoniale. La société arabe a souvent été présentée par les occidentaux comme une société de l'extériorité, du formalisme et du personnage. La femme algérienne, intermédiaire entre les forces obscures et le groupe, paraît alors re-

---

sir de faire pression symboliquement sur l'occupant, donc de choisir logiquement ses propres signes.

3 Voir annexe à la fin du présent chapitre.

vêtir une importance primordiale. Derrière le patriarcat visible, manifeste, on affirme l'existence, plus capitale, d'un matriarcat de base. Le rôle de la mère algérienne, ceux de la grand-mère, de la tante, de la « vieille » sont inventoriés et précisés.

L'administration coloniale peut alors définir une doctrine politique précise : « Si nous voulons frapper la société algérienne dans sa contexture, dans ses facultés de résistance, il nous faut d'abord conquérir les femmes ; il faut que nous allions les chercher derrière le voile où elles se dissimulent et dans les maisons où l'homme les cache. » C'est la situation de la femme qui sera alors prise comme thème d'action. L'administration dominante veut défendre solennellement la femme humiliée, mise à l'écart, cloîtrée... On décrit les possibilités immenses de la femme, malheureusement transformée par l'homme algérien en objet inerte, démonétisé, voire déshumanisé. Le comportement de l'Algérien est dénoncé très fermement et assimilé à des survivances moyenâgeuses et barbares. Avec une science infinie, la mise en place d'un réquisitoire-type contre l'Algérien sadique et vampire dans son attitude avec les femmes, est entreprise et menée à bien. L'occupant amasse autour de la vie familiale de l'Algérien tout un ensemble de jugements, d'appréciations, de considérants, multiplie les anecdotes et les exemples édifiants, tentant ainsi d'enfermer l'Algérien dans un cercle de culpabilité.

Des sociétés d'entraide et de solidarité avec les femmes algériennes se multiplient. Les lamentations s'organisent. « On veut faire honte à l'Algérien du sort qu'il réserve à la femme. » C'est la période d'effervescence et de mise en application de toute une technique [20] d'infiltration au cours de laquelle des meutes d'assistantes sociales et d'animatrices d'œuvres de bienfaisance se ruent sur les quartiers arabes.

C'est d'abord le siège des femmes indigentes et affamées qui est entrepris. À chaque kilo de semoule distribué correspond une dose d'indignation contre le voile et la claustration. Après l'indignation, les conseils pratiques. Les femmes algériennes sont invitées à jouer « un rôle fondamental, capital » dans la transformation de leur sort. On les presse de dire non à une sujétion séculaire. On leur décrit le rôle immense qu'elle ont à jouer. L'administration coloniale investit des sommes importantes dans ce combat. Après avoir posé que la femme constitue le pivot de la société algérienne, tous les efforts sont faits pour

en avoir le contrôle. L'Algérien, est-il assuré, ne bougera pas, résistera à l'entreprise de destruction culturelle menée par l'occupant, s'opposera à l'assimilation, tant que sa femme n'aura pas renversé la vapeur. Dans le programme colonialiste, c'est à la femme que revient la mission historique de bousculer l'homme algérien. Convertir la femme, la gagner aux valeurs étrangères, l'arracher à son statut, c'est à la fois conquérir un pouvoir réel sur l'homme et posséder les moyens pratiques, efficaces, de destructurer la culture algérienne.

Encore aujourd'hui, en 1959, le rêve d'une totale domestication de la société algérienne à l'aide des « femmes dévoilées et complices de l'occupant », n'a pas cessé de hanter les responsables politiques de la colonisation [4].

[21]

Les hommes algériens, pour leur part, font l'objet des critiques de leurs camarades européens ou plus officiellement de leurs patrons. Il n'est pas un travailleur européen qui, dans le cadre des relations interpersonnelles du chantier, de l'atelier ou du bureau, ne soit amené à poser à l'Algérien les questions rituelles : « Ta femme est-elle voilée ? Pourquoi ne te décides-tu pas à vivre à l'européenne ? Pourquoi ne pas emmener ta femme au cinéma, au match, au café ? »

---

[4] Le travail d'approche est également réalisé dans les établissements scolaires. Assez rapidement, les enseignants, à qui les parents ont confié les enfants prennent l'habitude de porter un jugement sévère sur le sort de la femme dans la société algérienne. « On espère fermement que vous au moins, serez assez fortes pour imposer votre point de vue... ». Des écoles de « jeunes filles musulmanes » se multiplient. Les institutrices ou les religieuses, à l'approche de la puberté de leurs élèves, déploient une activité véritablement exceptionnelle. Les mères sont d'abord touchées, assiégées et on leur confie la mission d'ébranler et de convaincre le père. On vante la prodigieuse intelligence de la jeune élève, sa maturité ; on évoque le brillant avenir réservé à ces jeunes avidités, et l'on n'hésite pas à attirer l'attention sur le caractère criminel d'une éventuelle interruption de la scolarité de l'enfant. On accepte de faire la part des vices de la société colonisée et l'on propose l'internat à la jeune élève, afin de permettre aux parents d'échapper aux critiques « de voisins bornés ». Pour le spécialiste des affaires indigènes, les anciens combattants et les évolués sont les commandos chargés de détruire la résistance culturelle d'un pays colonisé. Aussi, les régions sont-elles répertoriées en fonction du nombre « d'unités actives » d'évolution, donc d'érosion de la culture nationale qu'elles renferment.

Les patrons européens ne se contentent pas de l'attitude interrogative ou de l'invitation circonstanciée. Ils emploient des « manœuvres de sioux » pour acculer l'Algérien, et exigent de lui des décisions pénibles. À l'occasion d'une fête, Noël ou jour de l'An, ou simplement d'une manifestation intérieure à l'entreprise, le patron invite *l'employé algérien et sa femme.* L'invitation n'est pas collective. Chaque Algérien est appelé au bureau directorial et nommément convié à venir avec « sa petite famille ». L'entreprise étant une grande famille, il serait mal vu que certains viennent sans leurs épouses, vous comprenez, n'est-ce pas ?... Devant cette mise en demeure, l'Algérien connaît quelquefois des moments difficiles. Venir avec [22] sa femme, c'est s'avouer vaincu, c'est « prostituer sa femme », l'exhiber, abandonner une modalité de résistance. Par contre, y aller seul, c'est refuser de donner satisfaction au patron, c'est rendre possible le chômage. L'étude d'un cas choisi au hasard, le développement des embuscades tendues par l'Européen pour acculer l'Algérien à se singulariser, à déclarer : « Ma femme est voilée, elle ne sortira pas » ou à trahir : « Puisque vous voulez la voir, la voici », le caractère sadique et pervers des liens et des relations, montreraient en raccourci, au niveau psychologique, la tragédie de la situation coloniale, l'affrontement pied à pied de deux systèmes, l'épopée de la société colonisée avec ses spécificités d'exister, face à l'hydre colonialiste.

Avec l'intellectuel algérien, l'agressivité apparaît dans toute sa densité. Le fellah, « esclave passif d'un groupe rigide » trouve une certaine indulgence devant le jugement du conquérant. Par contre, l'avocat et le médecin sont dénoncés avec une exceptionnelle vigueur. Ces intellectuels, qui maintiennent leurs épouses dans un état de semi-esclavage, sont littéralement désignés du doigt. La société coloniale s'insurge avec véhémence contre cette mise à l'écart de la femme algérienne. On s'inquiète, on se préoccupe de ces malheureuses, condamnées « à faire des gosses », emmurées, interdites.

En face de l'intellectuel algérien, les raisonnements racistes surgissent avec une particulière aisance. Tout médecin qu'il est, dira-t-on, il n'en demeure pas moins arabe... « Chassez le naturel, il revient au galop »... Les illustrations de ce racisme-là peuvent être indéfiniment multipliées. En clair, il est reproché à l'intellectuel de limiter l'extension des habitudes occidentales apprises, de ne pas jouer son rôle de noyau actif de bouleversement de la société colonisée, de ne

pas faire profiter sa femme des privilèges d'une vie plus digne et plus profonde... Dans les grandes agglomérations, il est tout à fait banal d'entendre un [23] Européen confesser avec aigreur n'avoir jamais vu la femme d'un Algérien qu'il fréquente depuis vingt ans. À un niveau d'appréhension plus diffus, mais hautement révélateur, on trouve la constatation amère que « nous travaillons en vain »... que « l'Islam tient sa proie ».

En présentant l'Algérien comme une proie que se disputeraient avec une égale férocité l'Islam et la France occidentale, c'est toute la démarche de l'occupant, sa philosophie et sa politique qui se trouvent ainsi explicitées. Cette expression indique en effet que l'occupant, mécontent de ses échecs, présente de façon simplifiante et péjorative, le système de valeurs à l'aide duquel l'occupé s'oppose à ses innombrables offensives. Ce qui est volonté de singularisation, souci de maintenir intacts quelques morceaux d'existence nationale, est assimilé à des conduites religieuses, magiques, fanatiques.

Ce refus du conquérant prend, selon les circonstances ou les types de situation coloniale, des formes originales. Dans l'ensemble, ces conduites ont été assez bien étudiées au cours des vingt dernières années ; on ne peut cependant affirmer que les conclusions auxquelles on est parvenu, soient totalement valables. Les spécialistes de l'éducation de base des pays sous-développés ou les techniciens d'avancement des sociétés attardées, gagneraient à comprendre le caractère stérile et néfaste, de toute démarche qui illumine préférentiellement un élément quelconque de la société colonisée. Même dans le cadre d'une nation nouvellement indépendante, on ne peut, sans danger pour l'œuvre entreprise (non pour l'équilibre psychologique de l'autochtone), s'attaquer à tel ou tel pan de l'ensemble culturel. Plus précisément, les phénomènes de contre-acculturation doivent être compris comme l'impossibilité organique dans laquelle se trouve une culture, de modifier l'un quelconque de ses types d'exister, sans en même temps repenser ses valeurs les plus profondes, ses modèles les plus stables. Parler de [24] contre-acculturation dans une situation coloniale est un non-sens. Les phénomènes de résistance observés chez le colonisé doivent être rapportés à une attitude de contre-assimilation, de maintien d'une originalité culturelle, donc nationale.

Les forces occupantes, en portant sur le voile de la femme algérienne le maximum de leur action psychologique, devaient évidemment récolter quelques résultats. Çà et là il arrive donc que l'on « sauve » une femme qui, symboliquement, est dévoilée.

Ces femmes-épreuves, au visage nu et au corps libre, circulent désormais, comme monnaie forte dans la société européenne d'Algérie. Il règne autour de ces femmes une atmosphère d'initiation. Les Européens surexcités et tout à leur victoire, par l'espèce de transe qui s'empare d'eux, évoquent les phénomènes psychologiques de la conversion. Et de fait, dans la société européenne, les artisans de cette conversion gagnent en considération. On les envie. Ils sont signalés à la bienveillante attention de l'administration.

Les responsables du pouvoir, après chaque succès enregistré, renforcent leur conviction dans la femme algérienne conçue comme support de la pénétration occidentale dans la société autochtone. Chaque voile rejeté découvre aux colonialistes des horizons jusqu'alors interdits, et leur montre, morceau par morceau, la chair algérienne mise à nu. L'agressivité de l'occupant, donc ses espoirs sortent décuplés après chaque visage découvert. Chaque nouvelle femme algérienne dévoilée annonce à l'occupant une société algérienne aux systèmes de défense en voie de dislocation, ouverte et défoncée. Chaque voile qui tombe, chaque corps qui se libère de l'étreinte traditionnelle du *haïk,* chaque visage qui s'offre au regard hardi et impatient de l'occupant, exprime en négatif que l'Algérie commence à se renier et accepte le viol du colonisateur. La société algérienne avec chaque voile abandonné semble accepter de se mettre à l'école du [25] maître et décider de changer ses habitudes sous la direction et le patronage de l'occupant.

Nous avons vu comment la société coloniale, l'administration coloniale perçoivent le voile et nous avons esquissé la dynamique des efforts entrepris pour le combattre en tant qu'institution et les résistances développées par la société colonisée. Au niveau de l'individu, de l'Européen particulier, il peut être intéressant de suivre les multiples conduites nées de l'existence du voile, donc de la façon originale qu'a la femme algérienne d'être présente ou absente.

Pour un Européen non directement engagé dans cette œuvre de conversion, quelles réactions est-on amené à enregistrer ?

L'attitude dominante nous paraît être un exotisme romantique, fortement teinté de sensualité.

Et d'abord le voile dissimule une beauté.

Une réflexion — parmi d'autres — révélatrice de cet état d'esprit, nous a été faite par un Européen de passage en Algérie et qui, dans l'exercice de sa profession — il était avocat — avait pu voir quelques Algériennes dévoilées. Ces hommes, disait-il, parlant des Algériens, sont coupables de couvrir tant de beautés étranges. Quand un peuple, concluait cet avocat, recèle de telles réussites, de telles perfections de la nature, il se doit de les montrer, de les exposer. À l'extrême, ajoutait-il, on devrait pouvoir les obliger à le faire.

Dans les tramways, dans les trains, une tresse de cheveux aperçue, un morceau de front, esquisse d'un visage « bouleversant », entretiennent et renforcent la conviction de l'Européen dans son attitude irrationnelle : le femme algérienne est la reine de toutes les femmes.

Mais également il y a chez l'Européen cristallisation d'une agressivité, mise en tension d'une violence en face de la femme algérienne. Dévoiler cette femme, c'est mettre en évidence la beauté, c'est mettre à nu [26] son secret, briser sa résistance, la faire disponible pour l'aventure. Cacher le visage, c'est aussi dissimuler un secret, c'est faire exister un monde du mystère et du caché. Confusément, l'Européen vit à un niveau fort complexe sa relation avec la femme algérienne. Volonté de mettre cette femme à portée de soi, d'en faire un éventuel objet de possession.

Cette femme qui voit sans être vue frustre le colonisateur. Il n'y a pas réciprocité. Elle ne se livre pas, ne se donne pas, ne s'offre pas. L'Algérien a, à l'égard de la femme algérienne, une attitude dans l'ensemble claire. Il ne la voit pas. Il y a même volonté permanente de ne pas apercevoir le profil féminin, de ne pas faire attention aux femmes. Il n'y a donc pas chez l'Algérien, dans la rue ou sur une route, cette conduite de la rencontre intersexuelle que l'on décrit aux niveaux du regard, de la prestance, de la tenue musculaire, des différentes conduites troublées auxquelles nous a habitués la phénoménologie de la rencontre.

L'Européen face à l'Algérienne veut voir. Il réagit de façon agressive devant cette limitation de sa perception. Frustration et agressivité ici encore vont évoluer en parfaite harmonie.

L'agressivité va se faire jour, d'abord dans des attitudes structuralement ambivalentes et dans le matériel onirique que l'on met en évidence indifféremment chez l'Européen normal ou souffrant de troubles névropathiques [5].

[27]

Dans une consultation médicale par exemple, à la fin de la matinée, il est fréquent d'entendre les médecins européens exprimer leur déception. Les femmes qui se dévoilent devant eux sont banales ..., vulgaires..., il n'y a vraiment pas de quoi faire un mystère... On se demande ce qu'elles cachent.

Les femmes européennes règlent le conflit avec beaucoup moins de précaution. Elles affirment, péremptoires, qu'on ne dissimule pas ce qui est beau, et décèlent dans cette coutume étrange une volonté « bien féminine » de dissimuler les imperfections. Et de comparer la stratégie de l'Européenne qui vise à redresser, à embellir, à mettre en valeur (l'esthétique, la coiffure, la mode) et celle des l'Algérienne, qui préfère voiler, cacher, cultiver le doute et le désir de l'homme. À un autre niveau, on avance qu'il y a volonté de tromper sur la « marchandise » et qu'à l'empaqueter on n'en modifie pas réellement sa nature, ni sa valeur.

Le matériel onirique fourni par les Européens précise d'autres thèmes privilégiés. J.-P. Sartre, dans ses « Réflexions sur la Question

---

5 Il faut signaler l'attitude fréquente, principalement des Européennes, à l'égard d'une particulière catégorie d'évoluées. Certaines femmes algériennes dévoilées, avec une rapidité étonnante et une aisance insoupçonnée réalisent de parfaites occidentales. Les femmes européennes ressentent une certaine inquiétude devant ces femmes. Frustrées devant le voile, elles éprouvent une impression analogue devant le visage découvert, ce corps audacieux, sans gaucherie, sans hésitation, carrément offensif. La satisfaction de diriger l'évolution, de corriger les fautes de la dévoilée est non seulement retirée à l'Européenne, mais elle se sent mise en danger sur le plan de la coquetterie, de l'élégance, voire de la concurrence par cette...

Novice muée en professionnelle, catéchumène transformée en propagandiste, la femme algérienne met en question l'Européenne. Cette dernière n'a d'autre ressource que de rejoindre l'Algérien qui avait avec férocité, rejeté les dévoilées dans le camp du mal et de la dépravation. « Décidément, diront les Européennes, ces femmes dévoilées sont tout de même des amorales et des dévergondées. » L'intégration, pour être réussie, semble bien devoir n'être qu'un paternalisme continué, accepté.

Juive », a montré qu'au niveau de l'inconscient, la femme juive a presque toujours un fumet de viol.

L'histoire de la conquête française en Algérie relatant l'irruption des troupes dans les villages, la confiscation des biens et le viol des femmes, la mise à sac d'un pays, a contribué à la naissance et à la [28] cristallisation de la même image dynamique. L'évocation de cette liberté donnée au sadisme du conquérant, à son érotisme, crée, au niveau des stratifications psychologiques de l'occupant, des failles, des points féconds où peuvent émerger à la fois des conduites oniriques et dans certaines occasions des comportements criminels.

C'est ainsi que le viol de la femme algérienne dans un rêve d'Européen est toujours précédé de la déchirure du voile. On assiste là à une double défloration. De même la conduite de la femme n'est jamais d'adhésion ou d'acceptation, mais de prosternation.

Chaque fois que l'Européen, dans des rêves à contenu érotique rencontre la femme algérienne, se manifestent les particularités de ses relations avec la société colonisée. Ces rêves ne se déroulent ni sur le même plan érotique, ni au même rythme que ceux qui mettent en jeu l'Européenne.

Avec la femme algérienne, il n'y a pas de conquête progressive, révélation réciproque, mais d'emblée, avec le maximum de violence, possession, viol, quasi-meurtre. L'acte revêt une brutalité et un sadisme paranévrotiques même chez l'Européen normal. Cette brutalité et ce sadisme sont d'ailleurs soulignés par l'attitude apeurée de l'Algérienne. Dans le rêve, la femme-victime crie, se débat telle une biche, et défaillante, évanouie, est pénétrée, écartelée.

Il faut également souligner dans le matériel onirique un caractère qui nous paraît important. L'Européen ne rêve jamais d'une femme algérienne prise isolément. Les rares fois où la rencontre s'est nouée sous le signe du couple, elle s'est rapidement transformée par la fuite éperdue de la femme qui, inéluctablement, conduit le mâle « chez les femmes ». L'Européen rêve toujours d'un groupe de femmes, d'un champ de femmes, qui n'est pas sans évoquer le gynécée, le harem, thèmes exotiques fortement implantés dans l'inconscient.

L'agressivité de l'Européen va également s'ex [29] primer dans des considérations sur la moralité de l'Algérienne. Sa timidité et sa réserve vont se transformer selon les lois banales de la psychologie conflic-

tuelle en leur contraire et l'Algérienne sera hypocrite, perverse, voire authentique nymphomane.

On a vu que très rapidement la stratégie coloniale de désagrégation de la société algérienne, au niveau des individus, accordait une place de premier plan à la femme algérienne. L'acharnement du colonialiste, ses méthodes de lutte vont naturellement provoquer chez le colonisé des comportements réactionnels. Face à la violence de l'occupant, le colonisé est amené à définir une position de principe à l'égard d'un élément autrefois inerte de la configuration culturelle autochtone. C'est la rage du colonialiste à vouloir dévoiler l'Algérienne, c'est son pari de gagner coûte-que-coûte la victoire du voile qui vont provoquer l'arc-boutant de l'autochtone. Le propos délibérément agressif du colonialiste autour du *haïk* donne une nouvelle vie à cet élément mort, parce que stabilisé, sans évolution dans la forme et dans les coloris, du stock culturel algérien. Nous retrouvons ici l'une des lois de la psychologie de la colonisation. Dans un premier temps, c'est l'action, ce sont les projets de l'occupant qui déterminent les centres de résistance autour desquels s'organise la volonté de pérennité d'un peuple.

C'est le blanc qui crée le nègre. Mais c'est le nègre qui crée la négritude. À l'offensive colonialiste autour du voile, le colonisé oppose le culte du voile. Ce qui était élément indifférencié dans un ensemble homogène, acquiert un caractère tabou, et l'attitude de telle Algérienne en face du voile, sera constamment rapportée à son attitude globale en face de l'occupation étrangère. Le colonisé, devant l'accent mis par le colonialiste sur tel ou tel secteur de ses traditions réagit de façon très violente. L'intérêt mis à modifier ce secteur, l'affectivité inverse par le conquérant dans son travail pédagogique, ses prières, ses menaces, [30] tissent autour de l'élément privilégié un véritable univers de résistances. Tenir tête à l'occupant sur cet élément précis, c'est lui infliger un échec spectaculaire, c'est surtout maintenir à la « coexistence » ses dimensions de conflit et de guerre latente. C'est entretenir l'atmosphère de paix armée.

À l'occasion de la lutte de Libération, l'attitude de la femme algérienne, de la société autochtone à l'égard du voile va subir des modifications importantes. L'intérêt de ces innovations réside dans le fait qu'elles ne furent à aucun moment comprises dans le programme de la lutte. La doctrine de la Révolution, la stratégie du combat n'ont jamais postulé la nécessité d'une révision des comportements à l'égard du voi-

le. On peut affirmer d'ores et déjà que dans l'Algérie indépendante, de telles questions ne seront pas soulevées, car dans la pratique révolutionnaire le peuple a compris que les problèmes se solutionnent dans le mouvement même qui les pose.

Jusqu'en 1955, le combat est mené exclusivement par les hommes. Les caractéristiques révolutionnaires de ce combat, la nécessité d'une clandestinité absolue obligent le militant à tenir sa femme dans une ignorance absolue. Au fur et à mesure de l'adaptation de l'ennemi aux formes du combat, des difficultés nouvelles apparaissent qui nécessitent des solutions originales. La décision d'engager les femmes comme éléments actifs dans la Révolution algérienne ne fut pas prise à la légère. En un sens, c'est la conception même du combat qui devait être modifiée. La violence de l'occupant, sa férocité, son attachement délirant au territoire national amènent les dirigeants à ne plus exclure certaines formes de combat. Progressivement, l'urgence d'une guerre totale se fait sentir. Mais, engager les femmes ne correspond pas seulement au désir de mobiliser l'ensemble de la Nation. Il faut allier harmonieusement l'entrée en guerre des femmes et le respect du type de la guerre révolutionnaire. Autrement dit, la femme doit répondre avec autant [31] d'esprit de sacrifice que les hommes. Il faut donc avoir en elle la même confiance que l'on exige quand il s'agit de militants chevronnés et plusieurs fois emprisonnés. Il faut donc exiger de la femme une élévation morale et une force psychologique exceptionnelles. Les hésitations ne manquèrent pas. Les rouages révolutionnaires avaient pris une telle envergure, la machine marchait à un rythme donné. Il fallait compliquer la machine, c'est-à-dire augmenter ses réseaux sans altérer son efficacité. Les femmes ne pouvaient pas être conçues comme produit de remplacement, mais comme élément capable de répondre adéquatement aux nouvelles tâches.

Dans les montagnes, des femmes aidaient le maquisard à l'occasion des haltes ou des convalescences après une blessure ou une typhoïde contractées dans le djebel. Mais décider d'incorporer la femme comme maillon capital, de faire dépendre la Révolution de sa présence et de son action dans tel ou tel secteur, c'était évidemment une attitude totalement révolutionnaire. D'asseoir la Révolution en un point quelconque, sur son activité, était une option importante.

Une telle décision était rendue difficile pour plusieurs raisons. Pendant toute la période de domination incontestée, nous avons vu que

la société algérienne et principalement les femmes, ont tendance à fuir l'occupant. La ténacité de l'occupant dans son entreprise de dévoiler les femmes, d'en faire une alliée dans l'œuvre de destruction culturelle a renforcé les conduites traditionnelles. Ces conduites, positives dans la stratégie de la résistance à l'action corrosive du colonisateur, ont naturellement des effets négatifs. La femme, surtout celle des villes, perd en aisance et en assurance. Ayant à domestiquer des espaces restreints, son corps n'acquiert pas la mobilité normale en face d'un horizon illimité d'avenues, de trottoirs dépliés, de maisons, de voitures, de gens évités, heurtés... Cette vie relativement cloîtrée et aux déplacements [32] connus, répertoriés et réglés, hypothèque gravement toute révolution immédiate.

Les chefs politiques connaissaient parfaitement ces singularités et leurs hésitations exprimaient la conscience qu'ils avaient de leurs responsabilités. Ils avaient le droit de douter du succès de cette mesure. Une telle décision n'allait-elle pas avoir des conséquences catastrophiques sur le déroulement de la Révolution ?

À ce doute s'ajoutait un élément également important. Les responsables hésitaient à engager les femmes, n'ignorant pas la férocité du colonisateur. Les responsables de la Révolution ne se faisaient aucune illusion sur les capacités criminelles de l'ennemi. Presque tous étaient passés par leurs geôles ou s'étaient entretenus avec les rescapés des camps ou des cellules de la police judiciaire française. Aucun d'eux n'ignorait le fait que toute Algérienne arrêtée serait torturée jusqu'à la mort. Il est relativement facile de s'engager soi-même dans cette voie et d'admettre parmi les différentes éventualités celle de mourir sous les tortures. La chose est un peu plus difficile quand il faut désigner quelqu'un qui, manifestement risque cette mort de façon certaine. Or il fallait décider l'entrée de la femme dans la Révolution ; les oppositions intérieures se firent massives et chaque décision soulevait les mêmes hésitations, faisait naître le même désespoir.

Les observateurs, devant le succès extraordinaire de cette nouvelle forme de combat populaire, ont assimilé l'action des Algériennes à celle de certaines résistantes ou même d'agents secrets de services spécialisés. Il faut constamment avoir présent à l'esprit le fait que l'Algérienne engagée apprend à la fois d'instinct son rôle de « femme seule dans la rue » et sa mission révolutionnaire. La femme algérienne n'est pas un agent secret. C'est sans apprentissage, [33] sans récits,

sans histoire, qu'elle sort dans la rue, trois grenades dans son sac à main ou le rapport d'activité d'une zone dans le corsage. Il n'y a pas chez elle cette sensation de jouer un rôle lu maintes et maintes fois dans les romans, ou aperçu au cinéma. Il n'y a pas ce coefficient de jeu, d'imitation, présent presque toujours dans cette forme d'action, quand on l'étudie chez une Occidentale.

Ce n'est pas la mise à jour d'un personnage connu et mille fois fréquenté dans l'imagination ou dans les récits. C'est une authentique naissance, à l'état pur, sans propédeutique. Il n'y a pas de personnage à imiter. Il y a au contraire une dramatisation intense, une absence de jour entre la femme et la révolutionnaire. La femme algérienne s'élève d'emblée au niveau de la tragédie [6].

La multiplication des cellules du F.L.N., l'étendue des tâches nouvelles, finances, renseignements, contre-renseignements, formation politique, la nécessité de constituer pour une même cellule en exercice, trois ou quatre cellules de remplacement, de réserve, susceptibles d'entrer en activité à la moindre alerte concernant celle de premier plan, obligent les responsables à chercher d'autres éléments pour l'accomplissement de missions strictement individuelles. Après une dernière série de confrontations entre responsables et surtout devant l'urgence des problèmes quotidiens posés à la Révolution, la décision est prise, d'engager concrètement l'élément féminin dans la lutte nationale.

Il faut insister encore une fois sur le caractère révolutionnaire de cette décision. Au début, ce sont [34] des femmes mariées qui sont contactées. Mais assez rapidement ces restrictions seront abandonnées. On a d'abord choisi les femmes mariées dont les maris étaient militants. Par la suite, furent désignées des veuves ou des divorcées. De toute façon, il n'y avait jamais de jeunes filles. D'abord parce qu'une jeune fille même âgée de vingt ou vingt-trois ans, n'a guère l'occasion de sortir seule du domicile familial. Mais les devoirs de mère ou d'épouse de cette femme, le souci de restreindre au minimum les

---

6 Nous mentionnons ici les seules réalités connues de l'ennemi. Nous taisons donc les nouvelles formes d'action adoptées par les femmes dans la Révolution. Depuis 1958, en effet, les tortures infligées aux militantes ont permis à l'occupant de se faire une idée de la stratégie-femme. Aujourd'hui, de nouvelles adaptations ont pris naissance. On comprend donc qu'on les taise.

conséquences éventuelles de son arrestation et de sa mort et aussi le volontariat de plus en plus nombreux de jeunes filles, conduisent les responsables politiques à faire un autre bond, à bannir toute restriction, à prendre appui indifféremment sur l'ensemble des femmes algériennes.

Pendant ce temps, la femme, agent de liaison, porteuse de tracts, précédant de cent ou deux cents mètres un responsable en déplacement, est encore voilée ; mais à partir d'une certaine période, les rouages de la lutte se déplacent vers la ville européenne. Le manteau protecteur de la Kasbah, le rideau de sécurité presque organique que la ville arabe tisse autour de l'autochtone se retire, et l'Algérienne à découvert, est lancée dans la ville du conquérant. Très rapidement elle adopte une conduite d'offensive absolument incroyable. Quand un colonisé entreprend une action contre l'oppresseur, et quand cette oppression s'est exercée sous les formes de la violence exacerbée et continue comme en Algérie, il doit vaincre un nombre important d'interdits. La ville européenne n'est pas le prolongement de la ville autochtone. Les colonisateurs ne se sont pas installés au milieu des indigènes. Ils ont cerné la ville autochtone, ils ont organisé le siège. Toute sortie de la Kasbah d'Alger débouche chez l'ennemi. De même à Constantine, à Oran, à Blida, à Bône.

Les villes indigènes sont, de façon concertée, prises dans l'étau du conquérant. Il faut avoir en mains [35] les plans d'urbanismes d'une ville dans une colonie, avec en regard les appréciations de l'Etat-Major des forces d'occupation, pour se faire une idée de la rigueur avec laquelle est organisée l'immobilisation de la ville indigène, de l'agglomération autochtone.

En dehors des femmes de ménage employées chez le conquérant, celles qu'indifféremment le colonisateur prénomme les « Fatmas », l'Algérienne, la jeune Algérienne surtout, s'aventure peu dans la ville européenne. Les déplacements ont presque tous lieu dans la ville arabe. Et même dans la ville arabe, les déplacements sont réduits au minimum. Les rares fois où l'Algérienne abandonne la ville, c'est presque toujours à l'occasion d'un événement, soit exceptionnel (mort d'un parent habitant une localité voisine), soit plus souvent visites traditionnelles intra-familiales pour les fêtes religieuses, soit pèlerinage... Dans ce cas, la ville européenne est traversée en voiture, la plupart du temps de bon matin. L'Algérienne, la jeune Algérienne — en dehors de quelques

rares étudiantes (qui n'ont d'ailleurs jamais la même désinvolture aisée que leurs homologues européennes) — dans la ville européenne, doit vaincre une multiplicité d'interdits internes, de craintes organisées subjectivement, d'émotions. Elle doit à la fois affronter le monde essentiellement hostile de l'occupant et les forces de police mobilisées, vigilantes, efficaces. L'Algérienne, à chaque entrée dans la ville européenne, doit remporter une victoire sur elle-même, sur ses craintes infantiles. Elle doit reprendre l'image de l'occupant fichée quelque part dans son esprit et dans son corps, pour la remodeler, amorcer le travail capital d'érosion de cette image, la rendre inessentielle, lui enlever de sa vergogne, la désacraliser.

Les entamures au colonialisme, d'abord subjectives, sont le résultat d'une victoire du colonisé sur sa vieille peur et sur le désespoir ambiant distillé jour après jour par un colonialisme qui s'est installé dans une *perspective d'éternité.*

[36]

La jeune Algérienne, chaque fois qu'elle est requise, établit une liaison. Alger n'est plus la ville arabe, mais la zone autonome d'Alger, le système nerveux du dispositif ennemi. Oran, Constantine développent leurs dimensions. L'Algérien, en déclenchant la lutte, desserre l'étau qui se resserrait autour des villes indigènes. D'un point à l'autre d'Alger, du Ruisseau à Hussein-Dey, d'El-Biar à la rue Michelet, la Révolution crée de nouvelles liaisons. C'est la femme algérienne, la jeune fille algérienne qui, dans une proportion de plus en plus forte, assumera ces tâches.

Porteuses de messages, d'ordres verbaux compliqués, appris par coeur quelquefois par des femmes sans aucune instruction, telles sont quelques-unes des missions qui sont confiées à la femme algérienne.

Mais aussi, elle doit faire le guet une heure durant, souvent davantage, devant une maison où a lieu un contact entre responsables.

Au cours de ces minutes interminables où il faut éviter de rester en place car on attire l'attention, éviter de trop s'éloigner car on est responsable de la sécurité des frères à l'intérieur, il est fréquent de constater des scènes tragico-comiques. Cette jeune Algérienne dévoilée qui « fait le trottoir » est très souvent remarquée par des jeunes qui se comportent comme tous les jeunes gens du monde, mais avec une teinte particulière, conséquence de l'idée qu'habituellement on se fait

d'une dévoilée. Réflexions désagréables, obscènes, humiliantes. Quand de telles choses arrivent, il faut serrer les dents, faire quelques mètres, échapper aux passants qui attirent l'attention sur vous, qui donnent aux autres passants l'envie soit de faire comme eux, soit de prendre votre défense. Ou bien c'est avec vingt, trente, quarante millions que la femme algérienne se déplace, portant l'argent de la Révolution dans son sac on dans une petite valise, cet argent qui servira à subvenir aux besoins des familles de prisonniers ou à acheter des médicaments et des vivres à l'intention des maquis.

[37]

Cet aspect de la Révolution a été mené par la femme algérienne avec une constance, une maîtrise de soi et un succès incroyables. En dépit des difficultés internes, subjectives et malgré l'incompréhension quelquefois violente d'une partie de la famille, l'Algérienne assumera toutes les tâches à elle confiées.

Mais progressivement les choses vont se compliquer. C'est ainsi que les responsables qui se déplacent et qui font appel aux femmes-éclaireurs, aux jeunes filles ouvreuses de route, ne sont plus des hommes politiques nouveaux, inconnus encore des services de police. Dans les villes commencent à transiter d'authentiques chefs militaires en déplacement. Ceux-là sont connus, recherchés. Il n'y a pas un commissaire de police qui ne possède leur photo sur son bureau.

Ces militaires qui se déplacent, ces combattants, ont toujours leurs armes. Il s'agit de pistolets-mitrailleurs, de revolvers, de grenades, quelquefois les trois à la fois. C'est après maintes réticences que le responsable politique arrive à faire admettre à ces hommes, qui ne sauraient accepter d'être faits prisonniers, de confier à la jeune fille chargée de les précéder, leurs armes, à charge pour eux, si la situation se complique, de les récupérer immédiatement. Le cortège s'avance donc en pleine ville européenne. À cent mètres une jeune fille, une valise à la main et derrière deux ou trois hommes l'aspect détendu. Cette jeune fille qui est le phare et la baromètre du groupe, rythme le danger. Arrêt-départ-arrêt-départ, et les voitures de police qui se succèdent dans les deux sens, et les patrouilles, etc...

De temps à autre, avoueront les militaires une fois la mission terminée, le désir fut fort en nous de récupérer notre mallette, car nous avions peur d'être pris de court et de ne pas avoir le temps de nous

défendre. Avec cette phase, la femme algérienne s'enfonce un peu plus dans la chair de la Révolution.

Mais c'est à partir de 1956 que son activité prend des dimensions véritablement gigantesques. Devant [38] répondre coup sur coup au massacre des civils algériens dans les montagnes et dans les villes, la direction de la Révolution se voit acculée, si elle ne veut pas voir la terreur prendre au ventre le peuple, à adopter des formes de lutte jusque-là écartées. On n'a pas suffisamment analysé ce phénomène, on n'a pas suffisamment insisté sur les raisons qui amènent un mouvement révolutionnaire à choisir cette arme qui s'appelle le terrorisme.

Pendant la résistance française, le terrorisme visait des militaires, des Allemands en occupation, ou les installations stratégiques de l'ennemi. La technique du terrorisme est la même. Attentats individuels ou attentats collectifs par bombes ou déraillements de trains. Dans la situation coloniale, précisément en Algérie où le peuplement européen est important et où les milices territoriales ont rapidement engagé le postier, l'infirmier et l'épicier dans le système répressif, le responsable de la lutte se trouve confronté à une situation absolument nouvelle.

Personne ne prend facilement la décision de faire tuer un civil dans la rue. Personne n'arrête sans drame de conscience la pose d'une bombe dans un lieu public.

Les responsables Algériens qui, compte tenu de l'intensité de la répression et du caractère forcené de l'oppression, supposaient pouvoir répondre sans problèmes de conscience graves, aux coups, découvraient que les crimes les plus horribles ne constituent pas une excuse suffisante à certaines décisions.

Plusieurs fois, des responsables sont revenus sur des projets ou même ont rappelé à la dernière minute le *fidaï* chargé de placer la bombe. Il y avait bien sûr, pour expliquer ces hésitations, le souvenir de civils tués ou affreusement blessés. Il y avait le souci politique de ne pas faire certains gestes qui risquaient de dénaturer la cause de la liberté. Il y avait aussi la peur que les Européens, travaillant avec le Front, ne soient atteints au cours de ces attentats. Donc triple souci, de ne pas amonceler les victimes quelquefois innocentes, [39] souci de ne pas donner une image fausse de la Révolution, et souci enfin de maintenir de son côté les démocrates français, les démocrates de tous

les pays du monde et les Européens d'Algérie attirés par l'idéal national algérien.

Or, les massacres d'Algériens, les razzias dans les campagnes renforcent l'assurance des civils européens, semblent consolider le statut colonial, et injectent l'espoir dans le monde colonialiste. Les Européens qui, à la suite de certaines actions militaires de l'Armée Nationale Algérienne, à la faveur de la lutte du peuple algérien, avaient mis une sourdine à leur racisme et à leur insolence, retrouvent leur vieille morgue, le mépris traditionnel.

Je me souviens de cette buraliste de Birtouta, qui, le jour de l'interception de l'avion transportant les cinq membres du Front de Libération Nationale, brandissait de son magasin leurs photos en hurlant : « On les a eus, on leur coupera ce que je pense. »

Chaque coup porté à la Révolution, chaque massacre perpétré par l'adversaire renforce la férocité des colonialistes et cerne de toutes parts le civil algérien.

Des trains chargés de militaires français, la marine française dans les rades d'Alger et de Philippeville qui manoeuvre et qui bombarde, les avions à réaction, les miliciens qui font irruption dans les douars et qui liquident sans compter les hommes algériens, tout cela contribue à donner au peuple l'impression qu'il n'est pas défendu, qu'il n'est pas protégé, que rien n'a changé et que les Européens peuvent faire ce qu'ils veulent. C'est la période au cours de laquelle on entend des Européens déclarer dans les rues : « Que chacun de nous en prenne dix et les bousille et vous verrez que le problème sera vite résolu. » Et le peuple algérien, surtout celui des villes, voit cette jactance éclabousser sa douleur et constate l'impunité de ces criminels qui ne se cachent pas. On peut effectivement demander à tout Algérien, toute Algérienne d'une [40] ville de nommer les tortionnaires et les assassins de la région.

À partir d'un certain moment, une partie du peuple admet le doute dans son esprit et se demande si vraiment il est possible de résister quantitativement et qualitativement aux offensives de l'occupant.

La liberté mérite-t-elle que l'on pénètre dans ce circuit énorme du terrorisme et du contre-terrorisme ? Cette disproportion n'exprime-t-elle pas l'impossibilité d'échapper à l'oppression ?

Cependant, une autre partie du peuple s'impatiente et veut stopper l'avantage que prend l'ennemi dans la voie de la terreur. La décision de frapper individuellement et nommément l'adversaire ne peut plus être écartée. Tous les prisonniers « abattus en tentant de prendre la fuite », les cris des suppliciés exigent que soient adoptées de nouvelles formes de combat.

Ce sont d'abord les policiers et les lieux de réunions des colonialistes (cafés à Alger, Oran, Constantine) qui seront visés. Dès lors, l'Algérienne s'enfonce de façon totale, avec opiniâtreté, dans l'action révolutionnaire. C'est elle qui, dans son sac transporte les grenades et les revolvers qu'un *fidaï* prendra à la dernière minute, devant le bar, ou au passage du criminel désigné. Au cours de cette période, les Algériens, surpris dans la ville européenne sont impitoyablement interpellés, arrêtés, fouillés.

C'est pourquoi il faut suivre le cheminement parallèle de cet homme et de cette femme, de ce couple qui porte la mort à l'ennemi, la vie à la Révolution. L'un appuyant l'autre, mais apparemment étrangers l'un à l'autre. L'une transformée radicalement en Européenne, pleine d'aisance et de désinvolture, insoupçonnable, noyée dans le milieu, et l'autre, étranger, tendu, s'acheminant vers son destin.

Le *Fidaï* algérien, à l'inverse des déséquilibrés anarchistes rendus célèbres par la littérature, ne se [41] drogue pas. Le *Fidaï* n'a pas besoin d'ignorer le danger, d'obscurcir sa conscience ou d'oublier. Le « terroriste » dès qu'il accepte une mission, laisse entrer la mort dans son âme. C'est avec la mort qu'il a désormais rendez-vous. Le *Fidaï,* lui, a rendez-vous avec la vie de la Révolution, et sa propre vie. Le *Fidaï* n'est pas un sacrifié. Certes, il ne recule pas devant la possibilité de perdre sa vie pour l'indépendance de la Patrie, mais à aucun moment il ne choisit la mort.

Si la décision est prise de tuer tel commissaire de police tortionnaire ou tel chef de file colonialiste, c'est que ces hommes constituent un obstacle à la progression de la Révolution. Froger, par exemple, symbolise une tradition colonialiste et une méthode inaugurée à Sétif et à Guelma en 1954 [7]. De plus, la prétendue force de Froger cristalli-

[7] Froger, l'un des chefs de file colonialiste. Exécuté par un « Fidaï » à la fin de 1956.

se la colonisation et autorise les espoirs de ceux qui commençaient à douter de la véritable solidité du système. C'est autour d'hommes comme Froger que se réunissent et s'entrencouragent les voleurs et les assassins du peuple algérien. Cela, le *Fidaï* le sait et la femme qui l'accompagne, sa femme-arsenal, également.

Porteuse de revolvers, de grenades, de centaines de fausses cartes d'identité ou de bombes, la femme algérienne dévoilée évolue comme un poisson dans l'eau occidentale. Les militaires, les patrouilles françaises lui sourient au passage, des compliments sur son physique fusent çà et là, mais personne ne soupçonne que dans ses valises se trouve le pistolet-mitrailleur qui, tout à l'heure, fauchera quatre ou cinq membres d'une des patrouilles.

Il faut revenir à cette jeune fille, hier dévoilée, qui s'avance dans la ville européenne sillonnée de policiers, de parachutistes, de miliciens. Elle ne rase [42] plus les murs comme elle avait tendance à le faire avant la Révolution. Appelée constamment à s'effacer devant un membre de la société dominante, l'Algérienne évitait le centre du trottoir qui, dans tous les pays du monde revient de droit à ceux qui commandent.

Les épaules de l'Algérienne dévoilée sont dégagées. La démarche est souple et étudiée : ni trop vite, ni trop lentement. Les jambes sont nues, non prises dans le voile, livrées à elles-mêmes et les hanches sont « à l'air libre ».

Le corps de la jeune Algérienne, dans la société traditionnelle, lui est révélé par la nubilité et le voile. Le voile recouvre le corps et le discipline, le tempère, au moment même où il connaît sa phase de plus grande effervescence. Le voile protège, rassure, isole. Il faut avoir entendu les confessions d'Algériennes ou analyser le matériel onirique de certaines dévoilées récentes, pour apprécier l'importance du voile dans le corps vécu de la femme. Impression de corps déchiqueté, lancé à la dérive ; les membres semblent s'allonger indéfiniment. Quand l'Algérienne doit traverser une rue, pendant longtemps il y a erreur de jugement sur la distance exacte à parcourir. Le corps dévoilé paraît s'échapper, s'en aller en morceaux. Impression d'être mal habillée, voire d'être nue. Incomplétude ressentie avec une grande intensité. Un goût anxieux d'inachevé. Une sensation effroyable de se désintégrer. L'absence du voile altère le schéma corporel de l'Algérienne. Il lui faut

inventer rapidement de nouvelles dimensions à son corps, de nouveaux moyens de contrôle musculaire. Il lui faut se créer une démarche de femme-dévoilée-dehors. Il lui faut briser toute timidité, toute gaucherie (car on doit passer pour une Européenne) tout en évitant la surenchère, la trop grande coloration, ce qui retient l'attention. L'Algérienne qui entre toute nue dans la ville européenne réapprend son corps, le réinstalle de façon totalement révolutionnaire. Cette nouvelle dialectique [43] du corps et du monde est capitale dans le cas de la femme [8].

Mais l'Algérienne n'est pas seulement en conflit avec son corps. Elle est maillon, essentiel quelquefois, de la machine révolutionnaire. Elle porte des armes, connaît des refuges importants. Et c'est en fonction des dangers concrets qu'elle affronte qu'il faut comprendre les victoires insurmontables qu'elle a dû remporter pour pouvoir dire à son responsable, à son retour : « Mission terminée... R.A.S. [9] ».

Une autre difficulté qui mérite d'être signalée est [44] apparue dès les premiers mois d'activité féminine. Au cours de ses déplace-

---

8 La femme, qui, avant la Révolution ne sort jamais de la maison, si elle n'est accompagnée de sa mère, ou de son mari, va se voir confier des missions précises : comme de se rendre d'Oran à Constantine ou Alger. Pendant plusieurs jours, toute seule, transportant des directives d'une importance capitale pour la Révolution, elle prend le train, couche dans une famille inconnue, chez des militants. Il faut là aussi se déplacer en harmonie, car l'ennemi observe les ratés. Mais l'importance ici est que le mari ne fait aucune difficulté pour laisser partir sa femme en mission. Sa fierté, au contraire sera de dire, au retour de l'agent de liaison : « Tu vois, tout s'est bien passé en ton absence. » La vieille jalousie de l'Algérien, sa méfiance « congénitale » ont fondu au contact de la Révolution. Il faut signaler aussi que des militants recherchés se réfugient chez d'autres militants non encore identifiés par l'occupant. Dans ces conditions, pendant toute la journée, c'est la femme, qui, seule avec le réfugié, lui procure la nourriture, la presse, le courrier. A aucun moment, là non plus, n'apparaît une quelconque méfiance ou une crainte. Engagé dans la lutte, le mari ou le père découvre de nouvelles perspectives sur les rapports entre sexes. Le militant découvre la militante et conjointement ils créent de nouvelles dimensions à la société algérienne.

9 Nous procédons ici à une description des attitudes. Il y a par contre tout un travail à faire sur le rôle de la femme dans la Révolution. La femme à la ville, dans le djebel, dans les administrations ennemies, la prostituée et les renseignements qu'elle obtient, la femme en prison, sous les tortures, devant la mort, devant les tribunaux. Toutes ces rubriques doivent révéler, après dépouillement, un nombre incalculable de faits essentiels pour l'histoire de la lutte nationale.

ments, il arrive en effet que la femme algérienne dévoilée soit vue par un parent ou un ami de la famille. Le père est assez rapidement prévenu. Le père hésite naturellement à accorder foi à ces allégations. Puis les rapports se multiplient. Des personnes différentes affirment avoir aperçu « Zohra ou Fatima dévoilée, marchant comme une... Mon Dieu protégez-nous ». Le père décide alors d'exiger des explications. Dès les premières paroles, il s'arrête. Au regard ferme de la jeune fille, le père comprend que l'engagement dans l'action est ancien. La vieille peur du déshonneur est balayée par une nouvelle peur toute fraîche et froide, celle de la mort au combat ou de la torture de la jeune fille. La famille tout entière derrière la fille, le père algérien, l'ordonnateur de toutes choses, le fondateur de toute valeur, sur les traces de la fille, s'infiltrent, sont engagés dans la nouvelle Algérie.

Voile enlevé puis remis, voile instrumentalisé, transformé en technique de camouflage, en moyen de lutte. Le caractère quasi tabou pris par le voile dans la situation coloniale disparaît presque complètement au cours de la lutte libératrice. Même les Algériennes non activement intégrées dans la lutte prennent l'habitude d'abandonner le voile. Il est vrai que dans certaines conditions, surtout à partir de 1957, le voile réapparaît. Les missions deviennent en effet de plus en plus difficiles. L'adversaire sait maintenant, certaines militantes ayant parlé sous la torture, que des femmes très européanisées d'aspect jouent un rôle fondamental dans la bataille. De plus, certaines Européennes d'Algérie sont arrêtées et c'est le désarroi de l'adversaire qui s'aperçoit que son propre dispositif s'écroule. La découverte par les autorités françaises de la participation d'Européens à la lutte de Libération fut l'une des dates de la Révolution Algérienne [10]. À [45] partir de ce jour, les patrouilles françaises interpellent toute personne. Européens et Algériens sont également suspects. Les limites historiques s'effritent et disparaissent. Toute personne qui possède un paquet est invitée à le défaire et à en montrer le contenu. N'importe qui peut demander des comptes à n'importe qui sur la nature d'un colis transporté à Alger, Philippeville ou Batna. Dans ces conditions, il devient urgent de dissimuler le paquet aux regards de l'occupant et de se couvrir à nouveau du *haïk* protecteur.

---

10 Voir chapitre 5.

Ici encore, il faut réapprendre une nouvelle technique. Porter sous le voile un objet assez lourd, « très dangereux à manipuler », a dit le responsable et donner l'impression d'avoir les mains libres, qu'il n'y a rien sous ce *haïk,* sinon une pauvre femme ou une insignifiante jeune fille. Il ne s'agit plus seulement de se voiler. Il faut se faire une telle « tête de Fatma » que le soldat soit rassuré : celle-ci est bien incapable de faire quoi que ce soit.

Très difficile. Et les policiers qui interpellent juste à trois mètres de vous une femme voilée qui ne semble pas particulièrement suspecte. Et la bombe, on a deviné à l'expression pathétique du responsable qu'il s'agissait de cela, ou le sac de grenades, retenus au corps par tout un système de ficelles et de courroies. Car les mains doivent être libres, nues exhibées, présentées humblement et niaisement aux militaires pour qu'ils n'aillent pas plus loin. Montrer les mains vides et apparemment mobiles et libres est le signe qui désarme le soldat ennemi.

Le corps de l'Algérienne qui, dans un premier temps s'est dépouillé, s'enfle maintenant. Alors que dans la période antérieure, il fallait élancer ce corps, le discipliner dans le sens de la prestance ou de la séduction, ici il faut l'écraser, le rendre difforme, à l'extrême le rendre absurde. C'est, nous l'avons vu, la phase des bombes, des grenades, des chargeurs de mitraillettes.

Or, l'ennemi est prévenu, et dans les rues, c'est le tableau classique de femmes algériennes collées au mur, [46] sur le corps desquelles on promène inlassablement les fameux détecteurs magnétiques, les « poêles à frire ». Toute femme voilée, toute Algérienne devient suspecte. Il n'y a pas de discrimination. C'est la période au cours de laquelle, hommes, femmes, enfants, tout le peuple algérien expérimente tout à la fois son unité, sa vocation nationale et la refonte de la nouvelle société algérienne.

Ignorant ou feignant d'ignorer ces conduites novatrices, le colonialisme français réédite à l'occasion du 13 Mai sa classique campagne d'occidentalisation de la femme algérienne. Des domestiques menacées de renvoi, de pauvres femmes arrachées de leurs foyers, des prostituées, sont conduites sur la place publique et *symboliquement* dévoilées aux cris de : « Vive l'Algérie française ! » Devant cette nouvelle offensive réapparaissent les vieilles réactions. Spontanément et sans mot d'ordre, les femmes algériennes dévoilées depuis longtemps re-

prennent le *haïk,* affirmant ainsi qu'il n'est pas vrai que la femme se libère sur l'invitation de la France et du général de Gaulle.

Derrière ces réactions psychologiques, sous cette réponse immédiate et peu différenciée, il faut toujours voir l'attitude globale de refus des valeurs de l'occupant, même si objectivement ces valeurs gagneraient à être choisies. C'est faute d'avoir saisi cette réalité intellectuelle, cette disposition caractérielle (c'est la fameuse sensibilité du colonisé) que les colonisateurs ragent de toujours « leur faire du bien malgré eux ». Le colonialisme veut que tout vienne de lui. Or la dominante psychologique du colonisé est de se crisper devant toute invitation du conquérant. En organisant la fameuse cavalcade du 13 Mai, le colonialisme a obligé la société algérienne à retrouver des méthodes de lutte déjà dépassées.

Dans un certain sens, les différentes cérémonies ont provoqué un retour en arrière, une régression.

Le colonialisme doit accepter que des choses se fassent sans son contrôle, sans sa direction. On se [47] souvient de la phrase prononcée dans une Assemblée Internationale par un homme politique africain. Répondant à la classique excuse de l'immaturité des peuples coloniaux et de leur incapacité à se bien administrer, cet homme réclamait pour les peuples sous-développés « le droit de se mal gouverner ». Les dispositions doctrinales du colonialisme dans sa tentative de justifier le maintien de sa domination acculent presque toujours le colonisé à des contre-propositions tranchées, rigides, statiques.

Après le 13 Mai, la voile est repris, mais définitivement dépouillé de sa dimension exclusivement traditionnelle.

Il y a donc un dynamisme historique du voile très concrètement perceptible dans le déroulement de la colonisation en Algérie. Au début, le voile est mécanisme de résistance, mais sa valeur pour le groupe social demeure très forte. On se voile par tradition, par séparation rigide des sexes, mais aussi parce que l'occupant *veut dévoiler l'Algérie.* Dans un deuxième temps, la mutation intervient à l'occasion de la Révolution et dans des circonstances précises. Le voile est abandonné au cours de l'action révolutionnaire. Ce qui était souci de faire échec aux offensives psychologiques ou politiques de l'occupant devient moyen, instrument. Le voile aide l'Algérienne à répondre aux questions nouvelles posées par la lutte.

L'initiative des réactions du colonisé échappe aux colonialistes. Ce sont les exigences du combat qui provoquent dans la société algérienne de nouvelles attitudes, de nouvelles conduites, de nouvelles modalités d'apparaître.

[48]

Annexe

Les femmes dans la révolution

Retour à la table des matières

Ce texte paru dans *Résistance Algérienne* du 16 mai 1957, indique la conscience que les responsables du Front de Libération Nationale ont toujours eue du rôle important de la femme algérienne dans la Révolution.

> « Sur la terre algérienne qui se libère chaque jour un peu plus de l'étreinte colonialiste, on assiste à une dislocation des vieux mythes.
>
> « Parmi les « choses incompréhensibles » du monde colonial, était cité abondamment le cas de la femme algérienne. Les études des sociologues, des islamologues, des juristes, abondent en considérations sur la femme algérienne.
>
> « Tour à tour décrite comme esclave de l'homme ou comme souveraine incontestée du foyer, le statut de l'Algérienne fait question pour les théoriciens.
>
> « D'autres, pareillement autorisés, affirment que la femme algérienne « rêve de se libérer », mais qu'un patriarcat rétrograde et sanguinaire s'oppose à ce désir légitime. La lecture des derniers débats à l'Assemblée Nationale française indique le

prix qui est attaché à une approche cohérente de ce « problème ». La majorité des interpellateurs évoquent le drame de l'Algérienne et réclament sa promotion. Seul moyen, ajoute-t-on, de désarmer la rébellion. C'est une donnée constante chez les intellectuels colonialistes que de transformer le système colonial en « cas sociologique ». Tel pays, dira-t-on, appelait, sollicitait la conquête. C'est ainsi, pour prendre un exemple célèbre, que l'on a décrit un complexe de dépendance chez le Malgache.

« La femme algérienne, elle, est « inaccessible, ambivalente, à composante masochiste ». Des conduites précises sont décrites qui illustrent ces différentes caractéristiques. La vérité est que l'étude d'un peuple occupé, soumis militairement à une domination implacable, requiert des garanties difficilement réunies. Ce n'est pas le sol qui est occupé. Ce ne sont pas les ports ni les aérodromes. Le colonialisme français s'est installé au centre même de l'individu algérien et y a entrepris un travail soutenu de ratissage, d'expulsion de soi-même, de mutilation rationnellement poursuivie.

[49]

« Il n'y a pas une occupation du terrain et une indépendance des personnes. C'est le pays global, son histoire, sa pulsation quotidienne qui sont contestés, défigurés, dans l'espoir d'un définitif anéantissement. Dans ces conditions, la respiration de l'individu est une respiration observée, occupée. C'est une respiration de combat.

« Dès lors, les valeurs réelles de l'occupé acquièrent rapidement l'habitude d'exister clandestinement. Face à l'occupant, l'occupé apprend à se cacher, à ruser. Au scandale de l'occupation militaire, il oppose un scandale du contact. Toute rencontre de l'occupé avec l'occupant est mensonge.

« L'Algérienne, en quarante-huit heures, a bousculé toutes les pseudo-vérités que des années « d'études sur le terrain »

avaient, pouvait-on croire, amplement confirmées. Certes, la Révolution Algérienne a provoqué une modification objective des attitudes et des perspectives. Mais le peuple algérien n'avait jamais désarmé. Le 1er novembre 1954 n'a pas été le réveil du peuple, mais le signal qu'il attendait pour se mettre en branle, pour expérimenter en plein jour une tactique acquise, et solidement renforcée au cours de la belle période franco-musulmane.

« L'Algérienne, comme ses frères, avait minutieusement monté des mécanismes de défense qui lui permettent aujourd'hui de jouer un rôle capital dans la lutte libératrice.

« Et d'abord le fameux statut de l'Algérienne. Sa prétendue claustration, sa radicale mise à l'écart, son humilité, son existence silencieuse confinant à une quasi-absence. Et la « société musulmane » qui ne lui a fait aucune place, amputant sa personnalité, ne lui permettant ni épanouissement ni maturité, la maintenant dans un perpétuel infantilisme.

« De telles affirmations, éclairées par des « travaux scientifiques » reçoivent aujourd'hui la seule contestation valable : l'expérience révolutionnaire.

« L'amour du foyer si ardent chez l'Algérienne n'est pas limitation de l'univers. Ce n'est pas haine du soleil ou des rues ou des spectacles. Ce n'est pas fuite du monde.

« C'est que, dans les conditions normales, un double courant doit exister entre la famille et l'ensemble social. Le foyer fonde la vérité sociale, mais la société authentifie et légitime la famille. La structure coloniale est la négation même de cette réciproque justification. La femme algérienne, en s'imposant pareille restriction, en choisissant une forme d'existence limitée dans l'espace, approfondissait sa conscience de lutte et se préparait pour le combat.

[50]

« Cette fermeture, ce rejet d'une structure imposée, ce repliement sur le noyau fécond qui représente une existence rétrécie, mais cohérente, constitue pendant longtemps la force fondamentale de l'occupé. Seule la femme, à l'aide de techniques conscientes, préside à la mise en place du dispositif. L'essentiel est que l'occupant bute constamment sur un front unifié. D'où l'allure sclérosée qui doit revêtir la tradition.

« En réalité, l'effervescence et l'esprit révolutionnaire sont entretenus par la femme au foyer. C'est que la guerre révolutionnaire n'est pas une guerre d'hommes.

« Ce n'est pas une guerre faite avec une active et des réserves. La guerre révolutionnaire, telle que la mène le peuple algérien est une guerre totale où la femme ne fait pas que tricoter ou pleurer le soldat. La femme algérienne est au cœur du combat. Arrêtée, torturée, violée, abattue, elle atteste de la violence de l'occupant et de son inhumanité.

« Infirmière, agent de liaison, combattante, elle témoigne de la profondeur et de la densité de la lutte.

« Nous parlerons aussi du fatalisme de la femme, de son absence de réaction devant l'adversité, de son inaptitude à mesurer la gravité des événements. Ce qui est maintien inconditionnel du sourire, persistance d'un espoir apparemment infondé, refus de plier les genoux, est assimilé à une inintelligence des faits.

« L'humour qui est appréciation rigoureuse de l'événement est inaperçu de l'occupant. Et le courage que manifeste la femme algérienne dans la lutte n'est pas une création inattendue ou le résultat d'une mutation. C'est la réplique de l'humour dans la phase insurrectionnelle.

« La place de la femme dans la société algérienne est indiquée avec une telle véhémence que l'on s'explique facilement le

désarroi de l'occupant. C'est que la société algérienne se révèle n'être pas la société sans femme que l'on avait si bien décrite.

« Côte à côte avec nous, nos soeurs bousculent un peu plus le dispositif ennemi et liquident définitivement les vieilles mystifications. »

[51]

Sociologie d'une révolution
(L'an V de la révolution algérienne)

Chapitre 2

«Ici la voix de l'Algérie…»

Retour à la table des matières

Nous nous proposons d'étudier dans ce chapitre, les attitudes nouvelles adoptées par le peuple algérien au cours de la lutte de Libération, à l'égard d'un instrument technique précis : le poste de radio. Nous verrons alors, que derrière ces nouvelles conduites, c'est la situation coloniale dans son ensemble, qui est mise en question. Nous aurons l'occasion de montrer tout au long de ce livre, que la contestation du principe même de la domination étrangère, entraîne des mutations essentielles dans la conscience du colonisé, dans la perception qu'il a du colonisateur, dans sa situation d'homme dans le monde.

Radio-Alger, poste émetteur français installé en Algérie depuis des dizaines d'années, réédition ou écho de la Radiodiffusion française nationale installée à Paris, exprime avant tout la société coloniale et ses valeurs. Les Européens d'Algérie, dans l'ensemble, possèdent un appa-

reil de radio. Avant 1945, les postes de T.S.F. sont, dans la proportion de 95 %, entre les mains des Européens. Les Algériens qui en possèdent se recrutent principalement au sein de la « bourgeoisie évoluée », et chez quelques kabyles anciennement émigrés, et rentrés depuis au village. La brutale stratification économique, entre les sociétés dominante et [52] dominée, explique pour une large part cet état de choses. Mais naturellement, comme dans toute situation coloniale, cette catégorie de réalités se colore de façon spécifique. C'est ainsi que des centaines de familles algériennes dont le niveau de vie rendrait possible l'acquisition d'un poste, ne le font pas. Il n'y a pourtant pas décision rationnelle et circonstanciée de refuser cet instrument. Il n'y a pas de résistance organisée à cette technique. On ne met pas en évidence, même après enquête, de véritables lignes de contre-acculturation, telles qu'on en trouve décrites dans certaines monographies consacrées à des régions sous-développées. Signalons toutefois, et cet argument a pu paraître confirmer les conclusions des sociologues, que, pressés de questions sur les raisons de cette réticence, les Algériens font assez souvent la réponse suivante : « Les traditions de respectabilité revêtent chez nous une telle importance et une telle hiérarchisation, qu'il nous est pratiquement impossible d'écouter en famille les programmes radiophoniques. Les allusions érotiques, ou même les situations burlesques, qui veulent faire rire, évoquées à la radio, provoquent au sein de la famille à l'écoute des tensions insupportables.

L'éventualité toujours possible de rire devant le chef de famille ou le frère aîné, d'écouter en commun des paroles amoureuses ou des propos légers, ralentit, de toute évidence, la diffusion de l'appareil de T.S.F. dans la société autochtone algérienne. C'est en référence à cette première rationalisation qu'il faut comprendre l'habitude prise par les services officiels de la Radiodiffusion en Algérie, de signaler les programmes pouvant être écoutés en commun, et ceux aux cours desquels les formes traditionnelles de sociabilité risquaient d'être trop gravement éprouvées.

Voici donc, à un certain niveau explicatif, l'appréhension d'un fait : les postes récepteurs s'imposent difficilement à la société algérienne. Dans l'ensemble, elle refuse cette technique qui met en cause sa stabilité et les types traditionnels de sociabilité ; la raison [53] invoquée étant que les programmes en Algérie, indifférenciés parce que calqués sur le modèle occidental, ne s'adaptent pas à la hiérarchisation patri-

linéaire de type strict, voire féodal, et à interdits moraux multiples, de la famille algérienne.

À partir de cette analyse, des techniques d'approche purent être proposées. Entre autres, l'étagement des émissions en fonction de la famille prise comme totalité, visant le groupe des hommes, celui des femmes, etc... Nous verrons en décrivant les bouleversements survenus dans ce domaine, à l'occasion de la guerre nationale, ce qu'une telle explication sociologique contient d'artificiel, quelle masse d'erreurs elle renferme.

Nous avons déjà signalé la vitesse accélérée avec laquelle le poste est adopté dans la société européenne. L'introduction de la radio dans la société colonisatrice se déroule à une cadence qui rappelle celle des régions occidentales les plus développées. Il faut toujours se rappeler que dans la situation coloniale, où, comme nous l'avons vu, la dichotomie sociale atteint une intensité incomparable, il y a un embourgeoisement effréné et presque caricatural des ressortissants de la métropole. Posséder un poste de T.S.F., pour l'Européen, c'est, bien sûr, inaugurer le cercle toujours présent de la possession petite-bourgeoise occidentale, qui va de la radio à la villa, en passant par la voiture et le frigidaire. C'est aussi sentir vivre et palpiter la société coloniale, avec ses festivités, ses traditions qui ont hâte de s'établir, ses progrès, son enracinement. Mais c'est surtout, dans le bled, dans les centres dits de colonisation, le seul moyen d'être rattaché aux villes, à Alger, à la métropole, au monde des civilisés. C'est l'un des moyens d'échapper à la pression inerte, passive et stérilisante de l'« indigénat » environnant. C'est, selon l'expression coutumière du colon, « le seul moyen de se sentir encore un homme civilisé ».

Dans les fermes, la radio rappelle au colon la réalité d'un pouvoir et dispense, par son existence même, sécurité, sérénité. Radio-Alger fonde le droit du colon [54] et renforce sa certitude dans la continuité historique de la conquête, donc son exploitation agricole. La musique de Paris, les extraits de la presse métropolitaine, les crises gouvernementales françaises, constituent une toile de fond cohérente, où la société coloniale puise sa densité et sa justification. Radio-Alger entretient l'érection de la culture de l'occupant, la départage de la non-culture, de la nature de l'occupé. Radio-Alger, la voix de la France en Algérie, constitue le seul centre de référence au niveau de l'information. Radio-Alger, c'est, quotidiennement pour le colon, une

invitation à ne pas se métisser, à ne pas oublier le bon droit de sa culture. Les blédards de la colonisation, les aventuriers défricheurs, le savent bien qui ne cessent de répéter que « sans le pinard et la radio, nous nous serions déjà arabisés [11]. »

En Algérie, avant 1945, la radio, en tant qu'instrument technique d'information, se multiplie dans la société dominante. Elle est alors, nous l'avons vu, assimilée à la fois à un moyen de résistance chez les Européens isolés et à un moyen de pression culturelle de la société dominée. Chez les agriculteurs européens, la radio est dans l'ensemble vécue comme lien avec le monde civilisé, comme instrument efficace de résistance à l'influence corrosive d'une société indigène immobile, sans perspective, arriérée et sans valeur.

Chez l'Algérien, par contre, la situation est totalement différente. Nous avons vu que la famille aisée hésite à acquérir un poste. Toutefois, il n'est pas constaté de résistance explicite, ordonnée et fondée, mais plutôt un désintérêt morne pour ce morceau de présence française. Dans les milieux ruraux et dans les régions éloignées des centres de colonisation, la situation est plus claire. Il y a ignorance du problème, [55] ou, plus précisément, le problème est à ce point éloigné des préoccupations quotidiennes de l'autochtone, que l'on prévoit de façon très nette le scandale qu'il y aurait à demander à l'Algérien la raison pour laquelle il ne possède pas de poste de T.S.F.

L'enquêteur, qui, pendant cette période exige des réponses satisfaisantes, n'arrive pas à dissiper son ignorance. En réalité, tous les prétextes proposés doivent être reçus avec le maximum de circonspection. Au niveau de l'expérience vécue, il ne faut pas s'attendre à obtenir une rationalisation des attitudes et des choix.

Deux niveaux d'explication peuvent être abordés ici. Comme technique instrumentale au sens restreint, le poste de T.S.F. développe les pouvoirs sensoriels, intellectuels et musculaires de l'homme dans une société donnée. *Le poste de T.S.F., en Algérie occupée, est une technique de l'occupant qui, dans le cadre de la domination coloniale, ne répond à aucun besoin vital de « l'indigène »*. Le poste de T.S.F., comme symbole de la présence française, comme système matériel inclus dans

---

[11] Radio-Alger est d'ailleurs l'une des nombreuses amarres qu'entretient la société dominante. Radio-Monte-Carlo, Radio-Paris, Radio-Andorre jouent également un rôle protecteur contre « l'arabisation ».

la configuration coloniale, est affecté d'une valence négative extrêmement importante. L'éventuelle multiplication et la possible extension des pouvoirs sensoriels ou intellectuels par la radio française sont implicitement rejetés ou niés par l'autochtone. L'instrument technique, les nouvelles acquisitions scientifiques, quand elles renferment une charge suffisante pour ébranler tel dispositif de la société autochtone, ne sont jamais perçus en soi, dans une quiète neutralité. L'instrument technique s'insère dans la situation coloniale, où, on le sait, les coefficients négatifs ou positifs existent toujours de façon très appuyée.

À un autre niveau, comme système d'information, comme porteur de langage, donc de message, le poste de T.S.F peut être appréhendé au sein de la situation coloniale, de façon particulière. La technique [56] radiophonique, la presse, et d'une manière générale les systèmes, les messages, les transmetteurs de signes, existent dans la société coloniale selon un statut parfaitement différencié. La société algérienne, la société dominée ne participe jamais à ce monde de signes. Les messages émis par Radio-Alger sont captés par les seuls représentants du pouvoir en Algérie, par les seuls ressortissants de la puissance dominante et semblent magiquement éviter les membres de la société « indigène ». La non-acquisition de postes de T.S.F. par cette société renforce précisément cette impression de monde clos et privilégié de l'information colonialiste. Sur le plan des programmes quotidiens, avant 1954, il est clair que les éloges aux troupes d'occupation sont pratiquement inexistants. Çà et là, il y a certes à la radio l'évocation des grandes dates de la conquête de l'Algérie au cours desquelles, avec une obscénité qui frise l'inconscience, l'occupant dénigre et humilie le résistant algérien de 1830. Il y a aussi ces manifestations commémoratives où les anciens combattants « musulmans » sont invités à déposer une gerbe au pied de la statue du général Bugeaud ou du sergent Blandan, tous deux héros de la conquête et liquidateurs de milliers de patriotes algériens. Mais dans l'ensemble, on ne peut affirmer que le contenu clairement raciste ou anti-algérien rende compte de cette indifférence et de cette résistance de l'autochtone. *L'explication semble davantage se trouver, dans le fait que Radio-Alger est perçue par l'Algérien, comme le monde colonial parlé. Avant la guerre, l'humour de l'Algérien lui avait fait définir Radio-Alger : « Des Français parlent aux Français. »*

À partir de 1945, l'Algérie va brutalement apparaître sur la scène internationale. Pendant des semaines, les 45.000 morts de Sétif et de Guelma alimentent les journaux et les bulletins d'information de régions jusque-là inconnues ou indifférentes au sort de l'Algérie. Les Algériens eux-mêmes ébauchent, [57] avant-signe de plus essentiels bouleversements, une mutation à partir des frères morts ou mutilés et à travers la sympathie fervente d'hommes et de femmes d'Amérique, d'Europe et d'Afrique. L'éveil du monde colonial et la Libération progressive de peuples longtemps asservis situent l'Algérie dans un processus qui la dépasse en la fondant. L'apparition de pays arabes libérés revêt ici une importance exceptionnelle. La première introduction massive de postes de T.S.F. en Algérie, est contemporaine de la création des stations émettrices nationales de Syrie, d'Egypte et du Liban.

À partir de 1947-1948, les postes se multiplient, mais de façon modérée. Même alors, l'Algérien à l'écoute s'intéresse exclusivement aux radios étrangères et arabes. Radio-Alger n'est captée que parce qu'elle diffuse de la musique typiquement algérienne, de la musique nationale. Devant cette amorce de marché algérien, les concessionnaires européens se mettent en quête de représentants « indigènes ». Les maisons européennes se persuadent alors que la vente des postes de T.S.F. dépend de la nationalité du commerçant. Des intermédiaires algériens sont de plus en plus sollicités pour le commerce des appareils radiophoniques. Cette innovation dans le système de distribution de ces appareils, s'accompagne d'une intensification du marché. C'est pendant cette période qu'une certaine partie de la petite bourgeoisie algérienne va procéder à l'achat d'appareils de T.S.F.

Mais c'est en 1951-1952, à l'occasion des premières escarmouches en Tunisie, que le peuple algérien ressent la nécessité d'augmenter son réseau d'information. En 1952-1953, le Maroc entreprend sa guerre de libération et, le 1er novembre 1954, l'Algérie rejoint le Front Maghrébin anticolonialiste. C'est à ce moment que se produisent dans le cadre strict de l'acquisition de postes récepteurs, dans la définition d'attitudes nouvelles face à cette technique précise de l'information, les mutations les plus capitales.

[58]

Ce sont les réactions de l'occupant qui apprennent à l'Algérien que quelque chose de grave et d'important se déroule dans le pays.

L'Européen, par le triple réseau de la presse, de la radio et de ses déplacements, se fait une notion assez claire des dangers qui assiègent la société coloniale. L'Algérien qui déchiffre sur le visage de l'occupant la déroute montante du colonialisme, ressent le besoin impérieux et vital d'être au courant. L'impression diffuse que quelque chose de fondamental se déroule, est renforcée à la fois par la décision solennelle des patriotes qui exprime le voeu secret du peuple et incarne la volonté, hier vide de contenu, d'exister en tant que Nation, mais surtout par l'effritement objectif et appréciable à vue d'œil de la sérénité du colon.

La lutte de libération, décelable dans la soudaine gentillesse du colon ou dans ses colères inattendues ou immotivées, met l'Algérien dans la nécessité de suivre, pas à pas, l'évolution de la confrontation. Dans cette période de mise en place des frontières du conflit, les Européens ont multiplié les erreurs. C'est ainsi que dans les fermes, des colons rassemblent les ouvriers agricoles pour leur annoncer que telle « bande de rebelles », inconnue d'ailleurs dans la région, a été décimée dans les Aurès ou en Kabylie. D'autres fois, on offre aux domestiques une bouteille de limonade ou une tranche de gâteau, car trois ou quatre suspects viennent d'être exécutés à quelques kilomètres de la propriété.

L'Algérien, dès les premiers mois de la Révolution, dans un but d'auto-protection et afin d'échapper à ce qu'il considère comme les manoeuvres mensongères de l'occupant, se trouve ainsi amené à posséder ses propres sources d'information. Savoir ce qui se passe, connaître à la fois les pertes réelles de l'ennemi et les siennes, devient fondamental. L'Algérien, à cette époque, a besoin de hisser sa vie au niveau de la Révolution. Il a besoin d'entrer dans le vaste réseau d'information ; il a besoin de s'introduire dans un [59] monde où des choses se passent, où l'événement existe, où des forces agissent. L'Algérien, à travers l'existence d'une guerre faite par les siens, débouche sur une communauté en acte. Aux informations de l'ennemi, l'Algérien doit opposer ses propres informations. À la vérité de l'oppresseur, autrefois rejetée comme mensonge absolu, est opposée enfin une autre vérité agie. Le mensonge de l'occupant gagne alors en vérité, car il est aujourd'hui un mensonge en danger, acculé à la défensive. Ce sont les défenses de l'occupant, ses réactions, ses résistances qui soulignent l'efficacité de l'action nationale et la font participer à

un monde de vérité. La réaction de l'Algérien n'est plus de refus crispé et désespéré. *Parce qu'il s'avoue troublé, le mensonge de l'occupant devient un aspect positif de la nouvelle vérité de la Nation.*

Pendant les premiers mois de la guerre, c'est avec la presse écrite que l'Algérien tente d'organiser son système d'information. La presse démocratique encore existante en Algérie et les journaux à tradition anticolonialiste ou à volonté d'objectivité sont alors avidement lus par l'autochtone. C'est dans ce secteur de l'information que l'Algérien puise des éléments rééquilibrants. La puissance du message colonialiste, les systèmes mis en œuvre pour l'imposer et pour en faire *la vérité* sont tels que, la plupart du temps, le colonisé n'a que sa conviction intérieure, de plus en plus démesurée, à opposer aux offensives éminemment traumatisantes de la presse française et aux manifestations spectaculaires du pouvoir militaire et policier. Quotidiennement confronté avec *l'anéantissement des dernières bandes,* le civil n'échappe au désespoir que par un acte de foi, par une croyance intraitable.

Progressivement, l'aide morale, parce qu'objective, apportée par la presse démocratique, cesse. L'autocensure des journaux locaux connus pour leur honnêteté traditionnelle renforce cette impression d'incomplétude, d'inachevé, voire de trahison sur le plan [60] de l'information. Il semble à l'Algérien, que des morceaux entiers de vérité lui sont dissimulés. Il a la quasi-certitude que la puissance colonialiste est en train de s'écrouler sous ses yeux et qu'il n'en suit pas suffisamment l'agonie. Il a soudain peur que cette chose tant de fois haïe, blessée à mort dans le djebel, aux jours probablement comptés, ne disparaisse sans lui laisser l'occasion de voir de près comment se démontent cette puissance et cette morgue. Pendant cette période, l'Algérien ressent une impression de frustration. Son agressivité reste en suspens parce qu'il ne compte pas les points, parce qu'il n'enregistre pas heure après heure, les défaites de l'ennemi, parce que enfin, il ne mesure pas centimètre par centimètre, l'amenuisement progressif de la puissance occupante.

L'Européen a, dans l'ensemble, assez objectivement pris les dimensions de la rébellion. Il ne pense pas véritablement qu'un beau matin les troupes révolutionnaires vont s'installer dans la ville. Avec plus ou moins de précision, il connaît l'importance des forces de la Révolution et il ne cesse de la comparer à celle des troupes françaises. Chaque avion qui sillonne le ciel, chaque engin blindé qui s'avance dans le matin,

sont autant de taches de soleil dans le monde anxieux et indécis du colon. L'Européen ressent la secousse mais, dans les premiers mois de 1955, il pense que rien n'est perdu, qu'il y a toujours un futur du colonialisme en Algérie. Les déclarations officielles de la radio le renforcent dans cette position. L'Algérien, lui, surtout celui des régions rurales, complète son absence d'informations par une surenchère absolument irrationnelle. C'est alors que surviennent des réactions tellement disproportionnées avec la réalité objective, qu'elles revêtent aux yeux de l'observateur une allure pathologique. Dans les premiers mois de 1955, il arrive que circulent à Constantine des bruits selon lesquels, par exemple, Alger se trouverait entre les mains des nationalistes, ou à Alger, que le drapeau algérien flotte sur Constantine, Philippeville, Batna...

[61]

Dans les petits centres de colonisation, les colons ne comprennent pas toujours la brutale et subite assurance du fellah, et plusieurs fois, on les voit téléphoner à la ville la plus proche, pour se faire confirmer que rien d'important ne s'est produit dans le pays. L'Européen s'aperçoit que la vie qu'il avait édifiée sur l'agonie du peuple colonisé, perd de son assurance.

Avant la rébellion, il y a la vie, le mouvement, l'existence du colon, et, en face, l'agonie continuée du colonisé. Avant la rébellion, il y a la vérité du colon et le néant du colonisé. Depuis 1954, l'Européen constate qu'une autre vie s'est mise en branle, parallèlement à la sienne et que dans la société algérienne, semble-t-il, les choses ne se répètent plus comme avant. L'Européen, après 1954, sait qu'on lui cache quelque chose. C'est la période où la vieille expression péjorative du *téléphone arabe* prend une signification presque scientifique.

Dans les pays du Maghreb, les Européens appellent *téléphone arabe,* la rapidité relative avec laquelle, de bouche à oreille, les nouvelles sont diffusées dans la société autochtone. À aucun moment il n'a été question de dissimuler autre chose sous cette expression ou sous ce vocable. Or, en 1955, on va entendre des Européens et même des Algériens, se référer confidentiellement et comme vous révélant un secret d'état, à une technique d'émission à distance qui rappelle vaguement le système de signaux, de tamtam, tel qu'on en trouve dans certaines régions d'Afrique. L'Algérien donne alors à l'Européen isolé,

l'impression d'être en contact permanent avec le haut-commandement de la Révolution. Il y a chez l'autochtone, une sorte de sur-assurance amplifiée, qui provoque sur le plan des conduites certaines manifestations particulières. C'est ainsi que nous pouvons assister à des phénomènes de type *amok* absolument typiques.

Des individus en pleine bouffée confusionnelle [62] sont alors jetés hors d'eux-mêmes. On les voit foncer dans une rue ou sur une ferme isolée, sans arme, ou brandissant un pauvre couteau ébréché, aux cris de : « Vive l'Algérie indépendante. Nous sommes vainqueurs. » Cette conduite agressive, d'expression hautement violente, se termine la plupart du temps, par une rafale de mitraillette lâchée par une patrouille. Quand le médecin peut s'entretenir avec le moribond, les expressions les plus habituelles sont : « Ne les croyez pas ! Nous sommes les plus forts, les nôtres arrivent, je suis chargé de vous annoncer leur arrivée. Nous sommes puissants et nous écraserons l'ennemi. »

Il arrive que ces « illuminés » soient seulement blessés et confiés aux services de police pour interrogatoire. La nature pathologique du comportement n'est pas perçue, et des jours entiers, l'inculpé est torturé jusqu'à ce que la presse informe le public qu'il a été abattu en tentant de fuir au cours d'un déplacement, ou qu'il est mort d'une maladie intercurrente. Dans le groupe dominant, également, on trouve une effervescence des esprits, on assiste à l'éclosion de la peur collective et à l'apparition chez le colon de fuites en avant criminelles. La différence avec le cas du colonisé, c'est qu'il y a toujours passage à l'acte chez le colonisateur, meurtres réels et multiples. Nous nous proposons d'aborder ces différents problèmes, nés de la lutte de Libération, dans une étude plus directement axée sur la psychopathologie, ses formes, ses originalités, sa description.

L'Algérien, sur le plan de l'information, va se trouver pris dans un réseau strictement délimité dans l'espace. Dans un village, il y a accord de tout le monde sur l'importance numérique et matérielle de l'Armée de Libération nationale. On peut obtenir à la demande des renseignements sur la puissance des armements, le programme des prochaines opérations. Personne évidemment ne saurait préciser la source de ces informations, mais nul doute n'est permis. La description qui a été donnée, quand une Armée [63] nationale s'effondre, de la propagation dans le peuple de nouvelles alarmantes, catastrophiques, désastreuses, nous sert de système de référence pour apprécier le phénomène inverse.

On a peut-être découvert des morceaux de Cinquième Colonne, qui, en 1940, étaient chargés d'inoculer au peuple français le virus de la défaite, mais on ne saurait ignorer le fait que le terrain était préparé, qu'il y avait une sorte de démobilisation spirituelle, explicable par les échecs subis par la démocratie en Espagne, en Italie, en Allemagne et surtout à Munich. Le défaitisme de 1940 était le produit direct du défaitisme de Munich.

En Algérie, par contre — et ceci est vrai pour tous les pays coloniaux qui entreprennent une guerre nationale — toute nouvelle est bonne, toute information réconfortante. La Cinquième Colonne est une impossibilité en Algérie. C'est la constatation de ce fait qui amène les spécialistes de la Sociologie à retrouver la vieille explication qui veut que l'« indigène » soit inaccessible au raisonnement ou à l'expérience. Les spécialistes de la guerre, plus empiriquement, constatent que ces hommes ont un moral de fer ou que leur fanatisme est incompréhensible. Le groupe, considéré dans sa totalité donne l'impression de compléter ses informations par une certitude de plus en plus coupée de la réalité. Ces manifestations, ces attitudes de croyance totale, cette conviction collective expriment la volonté du groupe de se trouver le plus près possible de la Révolution, de prendre si possible de l'avance sur la Révolution, enfin, *d'être dans le coup.*

Dans le même temps, avons-nous dit, surtout dans les centres urbains, des conduites plus complexes voient le jour. Les Algériens, avides d'informations objectives, achètent les journaux démocratiques qui arrivent de France. C'est pour ces journaux, un succès financier incontestable. *L'Express, France-Observateur, Le Monde,* multiplient et augmentent dans la [64] proportion de un à trois et même à cinq, leurs envois vers l'Algérie. Les tenanciers des kiosques à journaux, presque tous Européens, sont les premiers à signaler le danger économique et secondairement politique, que représentent ces publications. Quand on étudie le problème de la presse écrite en Algérie, il faut toujours se souvenir de l'existence d'une particularité dans le système de distribution. C'est ainsi que, les crieurs publics, tous de jeunes Algériens, vendent exclusivement la presse locale. Les journaux européens ne sont pas portés au consommateur. Ces journaux doivent être réclamés aux kiosques. Les propriétaires de la presse écrite algérienne ressentent immédiatement la concurrence qui leur est faite par la presse venue de France. Des campagnes de dénonciation visant la pres-

se « complice de l'ennemi », et les saisies répétées de certaines de ces publications prennent évidemment une signification particulière. Pour leur part, les tenanciers prennent de plus en plus l'habitude de répondre agressivement que « la presse des salauds n'est pas arrivée aujourd'hui ».

Les Algériens, dans les centres urbains, mais surtout dans les agglomérations rurales, découvrent alors que s'inquiéter de l'arrivée ou non de cette dite presse, suffit à les catégoriser. En Algérie comme en France, et naturellement de façon plus tranchée, le tenancier de kiosque à journaux comme le buraliste, sont principalement des anciens combattants fortement encadrés dans des formations ultra-colonialistes. Pour l'Algérien, réclamer *L'Express, L'Humanité* ou *Le Monde,* c'est avouer publiquement et le plus souvent à un indicateur de police, son allégeance à la Révolution ; c'est, en tout cas, indiquer sans précaution, qu'on prend ses distances par rapport aux informations officielles donc « colonialistes » ; c'est manifester sa volonté de se singulariser ; c'est, pour le tenancier du kiosque, l'affirmation sans ambiguïté par cet Algérien, d'une solidarité avec la Révolution. L'achat de tel journal est ainsi assimilé à un acte nationaliste. [65] Donc, c'est très rapidement un acte dangereux.

Chaque fois que l'Algérien réclame l'un de ces journaux, le représentant de l'occupant qu'est le tenancier du kiosque, y voit l'expression du nationalisme, l'équivalent d'un acte de guerre. Progressivement, les adultes algériens, parce que réellement engagés maintenant dans des activités vitales pour la Révolution, ou par prudence compréhensible, si l'on se réfère à l'atmosphère de rage xénophobe installée par les colons français en 1955, prennent l'habitude de confier à de jeunes Algériens le soin d'acheter ces journaux. Quelques semaines à peine et le nouveau « truc » est éventé. Aussi, à partir d'une certaine période, les tenanciers refuseront-ils la vente de *l'Express, l'Humanité* et *Libération* aux mineurs. Les adultes sont alors acculés à se démasquer ou à se contenter de *l'Echo d'Alger.* C'est à ce moment surtout que la direction politique de la Révolution donne l'ordre de boycotter la presse locale algérienne.

Cette décision répondait à un double but. D'abord, riposter à l'offensive des trusts algériens par une mesure aux conséquences économiques. En privant les journaux algériens d'une grande partie de leur clientèle autochtone, le mouvement révolutionnaire ébranle assez effi-

cacement le marché de la presse locale. Mais surtout, la direction politique était convaincue que, livrés à la seule information colonialiste, les Algériens subiraient progressivement l'action massive et nocive de ces pages entières, où chiffres et photos s'étalaient complaisamment et où chaque matin en tous cas, on pouvait lire en clair l'élimination de la Révolution.

Au niveau des masses, restées relativement à l'écart de cette lutte, autour de la presse écrite, la nécessité se fait sentir de se procurer des postes de T.S.F. Il ne faut pas oublier en effet que l'analphabétisme généralisé du peuple le laissait indifférent aux choses écrites. Dans les premiers mois de la Révolution, la grande majorité, des Algériens identifiait [66] toute chose écrite dans la langue française à l'expression du pouvoir conquérant. La morphologie de l'écriture de *l'Express ou* de *l'Echo d'Alger*, était le signe de la présence française.

L'acquisition d'un poste de T.S.F. en Algérie, en 1955, représente l'unique moyen d'obtenir de source non française des nouvelles de la Révolution. Cette nécessité revêt un caractère impérieux lorsque le peuple apprend que du Caire, chaque jour, des Algériens dressent le bilan de la lutte de Libération. Du Caire, de Syrie, de presque tous les pays arabes refluent ainsi sur l'Algérie, les grandes pages écrites dans les djebels par les frères, les parents, les amis.

Cependant, malgré ces données nouvelles, l'introduction de postes de T.S.F. dans les maisons et les douars les plus reculés, se fait de façon progressive. On n'assista pas à une véritable secousse, à un afflux énorme de postes récepteurs.

C'est à la fin de 1956 que se produit la véritable mutation. En effet, des tracts sont distribués à cette époque qui annoncent l'existence d'une Voix de l'Algérie Libre. Les heures d'écoute et les longueurs d'onde des émissions sont précisées. Cette voix « qui parle des djebels », non située géographiquement, mais qui porte à toute l'Algérie le message grandiose de la Révolution, acquiert d'emblée une valeur essentielle. En moins de vingt jours, tous les stocks de postes de radio sont enlevés. Dans les souks, le commerce de postes usagés fait son apparition. Les Algériens, apprentis chez les radio-électriciens européens ouvrent de petits ateliers. De plus, le marchand doit répondre à des besoins originaux. La non-électrification de régions immen-

ses en Algérie, pose en effet au consommateur des problèmes précis. C'est ainsi que les postes à piles sont, à partir de 1956, les plus demandés sur le territoire algérien. En quelques semaines, plusieurs milliers de postes sont vendus aux Algériens. Postes individuels, postes acquis par des [67] familles, des groupes de maisons, des *douars,* des *mechtas.*

À partir de 1956, en Algérie, l'achat d'un poste n'est pas vécu comme adhésion à une technique moderne d'information, mais comme le seul moyen d'entrer en communication avec la Révolution, de vivre avec elle. Dans le cas particulier du poste à piles mobile, forme améliorée et d'avant-garde du poste fixe fonctionnant à l'électricité, le spécialiste des changements techniques dans les pays sous-développés, pourrait y voir la marque d'une mutation radicale. L'Algérien donne en effet l'impression de sauter une étape et de parvenir d'emblée aux formes les plus modernes de l'information [12].

En réalité, nous avons vu que ce « progrès » s'explique par l'absence d'électricité dans les douars algériens.

Les autorités françaises ne comprirent pas sur le moment, l'importance exceptionnelle de cette modification du peuple algérien à l'égard du poste de radio. Les vieilles résistances intra-familiales explosent et l'on peut voir dans un *douar* des groupes de familles où pères, mères, filles, au coude-à-coude, scrutent l'écran du poste dans l'attente de la *Voix de l'Algérie.* La famille algérienne soudain indifférente à la vieille pudeur, à l'antique sociabilité stérilisantes et dépourvues de fraternité, se découvre immunisée contre les plaisanteries grivoises ou les phrases amoureuses que l'opérateur, çà et là accroche au passage.

L'instrument technique, le poste de T.S.F., perd presque magiquement — mais nous avons vu la progression concertée et dialectique des nouvelles nécessités nationales — ses caractères d'objet de l'ennemi. [68] Le poste de T.S.F. ne fait plus partie de l'arsenal d'oppression culturel de l'occupant. En faisant de la radio un moyen singulier de résister aux pressions psychologiques et militaires de plus en plus énor-

---

12 Sur le plan des communications militaires, une telle constatation pourrait également être faite. Le « système de liaisons et de télécommunications » de l'Armée de Libération nationale s'est élevé en moins de quinze mois au niveau des meilleures réalisations d'une armée moderne.

mes de l'occupant, la société algérienne, par un mouvement autonome interne, décide d'assumer la technique nouvelle et d'être ainsi branchée sur les nouveaux systèmes de signalisations mis au monde par la Révolution

La Voix de l'Algérie combattante aura, sur le plan de la cohésion, de la prise en masse du peuple, une importance capitale. Nous verrons que l'utilisation des langues arabe, kabyle et française, expression d'une conception non raciste comme le colonialisme a dû en convenir, eut l'avantage de développer et de renforcer l'unité du peuple, de faire exister le Djurdjura au combat pour les Algériens patriotes de Batna ou de Nemours, Les actes découpés et morcelés, glanés par le correspondant d'un journal plus ou moins attaché à la domination coloniale, ou communiqués par les autorités militaires adverses, perdent leur caractère anarchique et s'organisent dans une pensée politique nationale et algérienne, prennent place dans une stratégie d'ensemble, de la reconquête de la souveraineté populaire. Les actes épars s'insèrent dans une vaste épopée et les Kabyles ne sont plus « ceux des montagnes », mais les frères, qui avec Ouamrane et Krim mènent la vie dure aux troupes ennemies.

Avoir son poste, c'est payer son impôt à la Nation, acheter le droit d'entrer dans ce peuple rassemblé en vue de la lutte.

Les autorités françaises, cependant, commencent à s'apercevoir de l'importance de ce progrès populaire dans la technique de l'information. Après quelques mois d'hésitation, les mesures légales apparaissent. La vente des radios est alors interdite, sous réserve de production d'un bon délivré par la sécurité militaire ou les services de police. La vente des postes à piles fait l'objet d'une interdiction absolue et les piles de [69] rechange sont pratiquement retirées du marché. Les commerçants algériens ont alors l'occasion, en multipliant les fraudes, de faire acte de patriotisme, assurant ainsi, avec une régularité exceptionnelle, l'approvisionnement du peuple en piles de rechange [13].

---

[13] Evidemment, l'arrivée en Algérie par le chemin régulier, de nouveaux postes et de nouvelles piles, devient par la suite de plus en plus difficile. A partir de 1957, c'est de Tunisie, et du Maroc, par le maquis, que l'approvisionnement se fera. L'introduction régulière de ces moyens d'établir le contact avec la voix officielle de la Révolution, est devenue pour le peuple, aussi importante que celle des armes ou des munitions pour l'Armée nationale.

L'Algérien qui souhaite vivre au même niveau que la Révolution, a enfin la possibilité d'entendre une voix officielle, celles des combattants, lui expliquer le combat, lui raconter l'histoire de la Libération en marche, l'incorporer enfin à la nouvelle respiration de la Nation.

Ici se situe un phénomène suffisamment original pour qu'il retienne notre attention. Les services français technicisés à l'extrême et forts de l'expérience acquise à l'occasion de guerres modernes, rompus à la pratique de la « guerre des ondes », eurent tôt fait de repérer les longueurs d'onde du poste émetteur. Les programmes furent alors systématiquement brouillés et progressivement, *la Voix de l'Algérie combattante* devint inaudible. Une nouvelle forme de lutte était née. Des tracts conseillèrent aux Algériens de se tenir à l'écoute de façon permanente deux ou trois heures durant. Au cours d'une même émission, un deuxième poste, émettant sur une autre longueur d'onde, relayait le premier poste brouillé. L'auditeur était incorporé à la bataille des ondes, devinait la tactique de l'ennemi, et de façon presque physique, musculaire, déjouait la stratégie de l'adversaire. Très souvent, seul l'opérateur, l'oreille collé contre l'appareil, avait la chance inespérée d'entendre *la Voix.* Les autres Algériens présents dans la salle reçoivent l'écho de cette voix par le truchement de l'interprète privilégié [70] qui, dès la fin de l'émission, est littéralement assiégé. Des questions précises sont alors posées à cette voix incarnée. L'assistance désire se renseigner sur telle bataille signalée par la presse française des dernières vingt-quatre heures et l'interprète, gêné, lourd de culpabilité, avoue quelquefois que *la Voix* n'en a pas fait mention.

Mais d'un commun accord, après un échange de vues, il est arrêté que *la Voix* s'est parfaitement prononcée sur ces événements, mais que l'interprète n'a pas saisi les renseignements diffusés. Un véritable travail d'élaboration est alors mis en chantier. Tout le monde y collabore et les batailles d'hier et d'avant-hier, sont reconstruites selon le vœu profond et la croyance inébranlables du groupe. L'auditeur pallie le caractère fragmentaire des nouvelles par une création autonome de l'information.

Écouter *la Voix de l'Algérie combattante,* ce n'est pas souci d'écouter l'autre partie, mais exigence intérieure de faire corps avec la Nation en lutte, de reprendre et d'assumer la nouvelle formation nationale, d'écouter et de redire la grandiose épopée accomplie là-haut dans les rochers et sur les djebels. Chaque matin, l'Algérien communi-

que le résultat de ses heures d'écoute. Chaque matin, il complète à l'intention de son voisin ou de son camarade, les choses tues par *la Voix* et répond aux questions insidieuses posées par la presse ennemie. Aux affirmations officielles de l'occupant, aux bulletins fracassants de l'adversaire, il oppose des informations officiellement proclamées par le Commandement de la Révolution.

Quelquefois, c'est le militant qui lance dans la circulation le point de vue supposé de la direction politique. À cause d'un silence sur tel ou tel fait et qui, prolongé, pourrait se révéler angoissant et dangereux pour l'unité du peuple, la Nation entière accroche au passage de l'émission des lambeaux de phrases et leur confère une signification déterminante. Mal entendue, couverte par un brouillage incessant, obligée de se [71] déplacer deux ou trois fois sur les ondes au cours d'une même émission, *la Voix de l'Algérie combattante* n'est presque jamais entendue de façon suivie. C'est une voix hachée, discontinue. D'un village à l'autre, d'un gourbi à un autre gourbi, *la Voix de l'Algérie* dit des choses nouvelles, relate des batailles de plus en plus glorieuses, dessine en clair l'effondrement de la puissance occupante. L'ennemi perd sa densité et, au niveau de la conscience de l'occupé, amorce une série de chutes essentielles. Cette *Voix de l'Algérie* qui, pendant plusieurs mois va vivre traquée par les réseaux puissants de brouillage de l'adversaire, cette « Parole », quoique souvent inaudible, alimente la foi du citoyen dans la Révolution.

Cette Voix que l'on sent présente, dont on devine la réalité, comparée à l'importance des ondes de brouillage émises par les stations spécialisées ennemies, prend de plus en plus de poids. C'est la puissance du sabotage ennemi qui souligne la réalité et l'intensité de l'expression nationale. *Parole* de l'Algérie en lutte et *Voix* de chaque Algérien, le caractère quasi fantomatique de la radio des *Moudjahidines,* confère au combat son maximum d'existence.

Dans ces conditions, affirmer avoir entendu *la Voix de l'Algérie,* c'est, en un certain sens, altérer la vérité, mais c'est surtout l'occasion de proclamer sa participation en sous-mains, à l'essence de la Révolution. C'est faire un choix délibéré, quoique non explicite dans les premiers mois, entre le mensonge congénital de l'ennemi et le propre mensonge du colonisé qui acquiert soudain une dimension de vérité.

Cette voix, souvent absente, physiquement inaudible, que chacun sent monter en lui, fondée sur une perception intérieure qui est celle de la Patrie, se matérialise de façon non récusable. Chaque Algérien, pour sa part, émet et transmet le langage nouveau. La modalité d'existence de cette voix rappelle à plus d'un titre celle de la Révolution : présente atmosphériquement, [72] mais non objectivement, en morceaux détachés [14].

Le poste de T.S.F. est le garant de ce mensonge vrai. Chaque soir, de 21 heures à 24 heures, l'Algérien se met à l'écoute. En fin de soirée, n'entendant pas *la Voix,* il arrive à l'auditeur d'abandonner l'aiguille sur une bande de brouillage ou de simples parasites, et de décréter que là se trouve la voix des combattants. Pendant une heure, la salle s'emplit du bruit lancinant et pénible du brouillage. L'Algérien, derrière chaque modulation, chaque grésillement actif, devine non seulement des paroles, mais des batailles concrètes. La guerre des ondes, dans le *gourbi*, réédite à l'intention du citoyen, la confrontation armée de son peuple et du colonialisme. En règle générale, la victoire revient à la *Voix de l'Algérie*. Les postes ennemis, une fois l'émission terminée, abandonnent leur travail de sabotage. La musique militaire de l'Algérie en guerre qui clôt les émissions, peut donc librement emplir la poitrine et la tête des fidèles. Ces quelques notes d'airain, récompensant trois heures d'espoir quotidien, ont joué pendant des mois un rôle fondamental dans la formation et le renforcement de la conscience nationale algérienne.

Sur le plan psychopathologique, il est important d'évoquer quelques phénomènes ayant trait à la radio et qui sont apparus à l'occasion de la guerre de Libération. Avant 1954, les monographies écrites sur les Algériens hallucinés signalent constamment dans la [73] phase dite d'action extérieure, des voix radiophoniques fortement agressives et hostiles. Ces voix métalliques, blessantes, injurieuses, désagréables

---

[14] Dans le même ordre d'idées, il faut signaler l'expérience de l'audition en Kabylie. Groupés par dizaines et même par centaines autour d'un poste, les paysans écoutent religieusement « la Voix des Arabes ». Rares sont ceux qui comprennent l'Arabe littéraire utilisé dans ces émissions. Mais le visage est grave et le masque se durcit, lorsque l'expression « Istiqlal » (Indépendance) éclate dans le « gourbi ». Une voix arabe, qui, quatre fois par heure, martèle « Istiqlal » est suffisante à ce niveau d'effervescence de la conscience pour entretenir la foi dans la victoire.

ont toutes chez l'Algérien un caractère accusateur, inquisitorial. La radio, au niveau du normal, déjà appréhendée comme modalité de l'occupation, comme type d'invasion violente de l'oppresseur, prend dans le domaine du pathologique des significations hautement aliénantes. La radio, en plus des éléments magiques d'allure irrationnelle retrouvés dans la majorité des sociétés homogènes, c'est-à-dire d'où est absente toute oppression étrangère, possède en Algérie une valence particulière. Nous avons vu que la voix entendue n'est pas indifférente, n'est pas neutre : c'est la voix de l'oppresseur, celle de l'ennemi. La parole n'est point reçue, déchiffrée, comprise, mais rejetée. La communication n'est jamais en question, mais refusée, car précisément l'ouverture de soi à l'autre est organiquement exclue de la situation coloniale. Avant 1954, la radio est, dans le domaine psychopathologique, un mauvais objet, anxiogène et maudit.

À partir de 1954, la T.S.F. prend des significations totalement nouvelles. La radio, le poste récepteur, perdent leur coefficient d'hostilité, se dépouillent de leur caractère d'extranéité et s'organisent dans l'ordre cohérent de la Nation en lutte. Dans les psychoses hallucinatoires, à partir de 1956, les voix radiophoniques deviennent protectrices, complices. Les insultes et les accusations disparaissent et font place aux paroles d'encouragement. La technique étrangère, « digérée », à l'occasion de la lutte nationale, est devenue un instrument de combat pour le peuple et un organe protecteur contre l'anxiété [15].

[74]

Toujours sur le plan de la communication, il faut signaler l'acquisition par la langue française, de valeurs inédites. Effectivement, la langue française, langue d'occupation, véhicule de la puissance d'oppression, semblait condamnée pour l'éternité à juger péjorativement l'Algérien. Toute expression française ayant trait à l'Algérien était de contenu humiliant. Toute parole française entendue était un

---

15 L'apparition des thèmes de protection morbide, leur importance comme technique d'auto-défense et même d'autoguérison dans le développement historique des maladies mentales ont déjà été étudiées dans la psychiatrie classique. Harcelé par ses « voix » accusatrices, l'halluciné n'a d'autre ressource que de créer des voix amies. Il faudra retrouver le mécanisme de transformation en son contraire que nous signalons dans la situation coloniale en voie de désagrégation.

ordre, une menace ou une insulte. La rencontre de l'Algérien et de l'Européen est délimitée par ces trois sphères. La diffusion en français des émissions de l'*Algérie combattante* va libérer la langue ennemie de ses significations historiques. Le même message transmis en trois langues différentes, unifie l'expérience et lui donne dimension universelle. La langue française perd son caractère maudit, se révélant capable de transmettre également, à l'intention de la Nation les messages de vérité que cette dernière attend. Aussi paradoxal que cela paraisse, c'est la Révolution algérienne, c'est la lutte du peuple algérien qui facilite la diffusion de la langue française dans la Nation.

En psychopathologie, les phrases en français perdent leur caractère automatique d'insulte et de malédiction. Les hallucinés algériens qui entendent des voix françaises, signalent des propos de moins en moins agressifs. À la fin, il n'est pas rare de voir des hallucinations dans la langue de l'occupant prendre une allure amicale de soutien, de protection [16].

Les autorités d'occupation n'ont pas davantage mesuré l'importance de l'attitude nouvelle de l'Algérien [75] en face de la langue française. S'exprimer en français, comprendre le français, n'est plus assimilable à une trahison ou à une identification appauvrissante avec l'occupant. Utilisée par la *Voix des combattants,* transitant de façon prégnante le message de la Révolution, la langue française devient aussi un instrument de libération. Alors qu'en psychopathologie toute voix française, dans un délire, exprime le rejet, la condamnation et l'opprobre, on voit s'amorcer avec la lutte de Libération, un travail capital d'exorcisme de la langue française. On assiste à une quasi prise en charge par « l'indigène » de la langue de l'occupant [17].

---

16 Il ne s'agit pas, ici, de l'émergence d'une ambivalence, mais bien d'une mutation, d'un changement radical de valence, non d'un balancement, mais d'un dépassement dialectique.

17 Inversement, la « Voix de l'Algérie » sera entendue sous forme de condamnation à mort par certains Algériens collaborateurs. Atteints d'accès dépressifs graves, ces hommes appartenant le plus souvent aux services de police, sont pris à partie, insultés, condamnés par la radio des « rebelles ». De même, des Européennes, des Européens, présentant des bouffées d'agitation anxieuse, perçoivent très nettement des menaces ou des condamnations en langue arabe. De tels phénomènes étaient pratiquement inconnus avant 1954.

C'est après le *Congrès de la Soummam,* en août 1956, que les Français prennent conscience de ce phénomène. On se souvient qu'à cette occasion, les responsables politiques et militaires de la Révolution, se réunirent dans la *vallée de la Soummam,* précisément dans le secteur de Amirouche, alors Commandant, pour jeter les bases doctrinales de la lutte et constituer le *Conseil national de la Révolution algérienne* (C.N.R.A.). Le fait que les travaux se soient déroulés en français révélait soudain aux forces d'occupation, que la réticence générale traditionnelle de l'Algérien à utiliser le français au sein de la situation coloniale, pouvait ne plus exister, dès lors qu'une confrontation décisive jetait face à face la volonté d'indépendance nationale du peuple et la puissance dominante.

Les autorités françaises furent singulièrement déroutées par ce phénomène. D'abord elles y virent la preuve, depuis toujours affirmée, de l'incapacité de la [76] langue arabe à manier les concepts opératoires d'une guerre révolutionnaire moderne. Mais en même temps, les décisions prises dans le système linguistique de l'occupant, acculent ce dernier à prendre conscience du caractère relatif de ces signes et jettent la confusion et le désordre dans son dispositif de défense. Entre les directives émanant de la 10^{e} *Région Militaire* d'Alger, et celles du *P.C. zonal* d'Aïn Bessem, s'installe un circuit de complicité, une sorte de prolongement du chiffre. Les deux ordres de réalités s'objectivent par le truchement d'un unique système linguistique.

Les partisans de l'intégration, pour leur part, y voyaient une nouvelle occasion d'affirmer « l'Algérie française » en faisant de la langue de l'occupant le seul moyen pratique de communication mis à la disposition des Kabyles, des Arabes, des Chaouias, des Mozabites, etc... Cette thèse, au niveau de la langue, reprend la doctrine même du colonialisme : c'est l'intervention de la nation étrangère qui ordonne l'anarchie originelle du pays colonisé. Dans ces conditions, la langue française, la langue de l'occupant se voit ainsi attribuer une fonction de *Logos,* avec des implications ontologiques au sein de la société algérienne.

Dans l'un ou l'autre cas, utiliser la langue française, c'est à la fois domestiquer un attribut de l'occupant et se montrer perméable aux signes, aux symboles, enfin à un certain ordre de l'occupant. Les Français n'ont pas étudié avec suffisamment de sérieux ce nouveau comportement de l'Algérien en face de leur langue. Avant 1954, la plupart des travaux des Congrès des Partis nationalistes ont lieu en langue

arabe. De façon plus précise, les militants de la Kabylie ou des Aurès, apprennent l'arabe à l'occasion de leurs activités nationales. Avant 1954, parler l'arabe, refuser le français comme langue et comme modalité d'oppression culturelle est une forme privilégiée et quotidienne de singularisation, d'existence nationale. Avant 1954, les partis nationalistes entretiennent l'espoir des militants et forment la conscience politique du peuple [77] en valorisant un à un les différentes configurations, les différents attributs de la Nation occupée. La langue arabe est alors le type d'existence, le moyen le plus réel qu'a l'*Etre* de la Nation de se dévoiler [18].

En août 1956, la réalité du combat et le désarroi de l'occupant, enlèvent à la langue arabe son caractère sacré, et à la langue française ses catégories maudites. Le nouveau langage de la Nation peut alors se faire annoncer à l'aide de multiples réseaux signifiants.

Le poste de T.S.F. comme technique d'information et la langue française comme support d'une possible communication, s'incorporent presque simultanément dans la Nation en lutte.

On a vu qu'avec la création de *la Voix de l'Algérie combattante,* les postes de T.S.F. se multiplient dans des proportions extraordinaires. Avant 1954, l'instrument de réception, la technique radiophonique de communication de la pensée à distance, n'est pas seulement un objet neutre en Algérie. Perçu comme courroie de transmission du pouvoir colonialiste, comme moyen dont dispose l'occupant pour imprégner physiquement la Nation, le poste est investi par le peuple de significations péjoratives. Avant 1954, tourner le bouton de la radio, c'est donner asile à la parole de l'occupant, c'est permettre au langage du colonisateur de s'infiltrer au cœur même de la maison, dernier des suprêmes bastions de l'esprit national. Avant 1954, un poste de T.S.F. dans une maison algérienne est la marque d'une européanisation en cours, d'une disponibilité. C'est l'ouverture consciente à l'influence du dominateur, à sa pression. C'est la décision de *donner voix à l'occupant.* Avoir un poste, c'est accepter d'être [78] assiégé de l'intérieur par le colonisateur.

---

[18] Dans le même temps, la direction politique décide la destruction de la Radio française en Algérie. L'existence d'une voix nationale amène les responsables à envisager le silence de Radio-Alger. Des dégâts importants sont causés aux installations techniques par l'explosion de bombes à retardement. Mais assez rapidement, les émissions reprennent.

C'est manifester qu'on choisit la cohabitation dans le cadre colonial. C'est, à n'en pas douter, rendre les armes à l'occupant.

Nous avons évoqué les raisons par lesquelles le peuple expliquait ses réticences à l'égard de la radio. Le souci de maintenir intactes les formes traditionnelles de sociabilité et la hiérarchie de la famille, fut alors la principale justification.

« On ignore toujours sur quel programme on va tomber », « on y dit n'importe quoi » et quelquefois un argument religieux d'allure péremptoire fait son apparition : « C'est une radio d'infidèles ». Nous avons vu que de telles rationalisations ne sont que des mécanismes créés de toutes pièces pour justifier le rejet de la présence de l'occupant.

Avec la création d'une *Voix de l'Algérie combattante,* l'Algérien se trouve dans l'obligation vitale d'écouter le message, de l'assimiler et bientôt de l'assumer. Acheter un poste, se mettre à genoux, la tête contre l'écran, ça n'est déjà plus vouloir des informations, au niveau de la formidable expérience qui se déroule dans le pays, c'est *ouïr* les premières paroles de la Nation.

Puisque la nouvelle Algérie en marche décide de se raconter et de dire, le poste de T.S.F. devient indispensable. C'est lui qui permet à *la Voix* de s'enraciner dans les villages et sur les collines. Avoir un poste de T.S.F., c'est solennellement *entrer en guerre.*

À l'aide de la radio, technique instrumentale rejetée avant 1954, le peuple algérien décide la relance de la Révolution. A l'écoute de la Révolution, l'Algérien existe avec elle, la fait exister.

Le souvenir des radios libres, nées au cours de la deuxième guerre mondiale, fait ressortir la spécificité de l'exemple algérien. Les peuples polonais, belge, français, sous l'occupation allemande, gardèrent à travers les émissions diffusées de Londres, le contact avec une certaine image de leur Nation. L'espoir, l'esprit [79] de la résistance à l'oppresseur, furent alors quotidiennement alimentés et entretenus. Par exemple, écouter la voix de la France libre, était, on s'en souvient, un mode d'existence nationale, une forme de combat. La participation fervente et quasi mystique du peuple français, avec la voix de Londres, a suffisamment été signalée pour que nous n'y insistions pas. En France, de 1940 à 1944, écouter la voix de la France libre est certes une audition privilégiée, essentielle. Mais l'écoute radiophonique, comme conduite, n'est pas nouvelle. La voix de Londres prend place dans le

vaste répertoire des postes émetteurs, qui existait déjà pour le Français dès avant la guerre. De la conduite globale, instrumentale de l'auditeur, émerge une figure prééminente, celle de la France occupée, recevant le message d'espoir de la *France libre.* En Algérie, les choses revêtent des caractéristiques particulières. D'abord, il y a le dépouillement de l'instrument de son cortège traditionnel d'interdits et de prohibitions. Progressivement, l'instrument acquiert, non seulement catégorie de neutralité, mais est affecté d'un coefficient positif.

Accepter la technique radiophonique, acheter un poste, et vivre la Nation en lutte, coïncident. La frénésie avec laquelle le peuple épuise les stocks de postes de T.S.F., donne une idée assez exacte de son désir de prendre part dans le dialogue, qui, à partir de 1955 s'instaure entre le combattant et la Nation.

Dans la société coloniale, Radio-Alger, n'est pas une voix parmi d'autres. *C'est la voix de l'occupant.* Prendre Radio-Alger, c'est donner raison à la domination, c'est manifester son désir de faire bon ménage avec l'oppression. C'est donner raison à l'ennemi. Tourner le bouton de la radio, c'est fonder la formule : « Ici Alger, Radiodiffusion française ». L'acquisition d'un poste livre le colonisé au système de l'ennemi et prépare l'expulsion de l'espoir de son coeur.

[80]

Par contre, l'existence de *la Voix de l'Algérie combattante* modifie profondément les données du problème. Chaque Algérien, en effet, se sent convié et veut devenir un élément réverbérant du vaste réseau de significations né du combat libérateur. La guerre, source d'événements quotidiens de type militaire ou politique, est largement commentée dans les programmes d'information des radios étrangères. En premier plan se détache la voix des *djebels.* Nous avons vu que le caractère fantomatique et rapidement inaudible de cette voix n'altère en rien *sa réalité entendue et son pouvoir.* Radio-Alger, la Radiodiffusion en Algérie, perdent leurs attributs de souveraineté.

Il est désormais révolu le temps où tourner le bouton du poste mécaniquement, constituait une invitation adressée à l'ennemi. Pour l'Algérien, la radio, en tant que technique, se différencie. Le poste de T.S.F. n'est plus directement et uniquement branché sur la bouche de l'occupant. À droite et à gauche de la bande d'émission de Radio-Alger,

sur des longueurs d'onde différentes et multiples, peuvent être captés des postes innombrables au sein desquels il est loisible de discerner les amis ; les complices des ennemis ; les neutres. Dans ces conditions, avoir un poste ce n'est ni se mettre à la disposition de l'occupant, ni lui donner voix, ni faire la part du feu. C'est, au contraire, sur le plan strict de l'information, manifester le désir de prendre ses distances, d'entendre d'autres voix, de s'ouvrir à d'autres perspectives. C'est au cours de la lutte de Libération et grâce à la création d'une *Voix de l'Algérie combattante,* que l'Algérien expérimente et découvre concrètement l'existence de voix autres que son silence ancien et que la voix démesurément amplifiée du dominateur.

Le vieux monologue de la situation coloniale déjà ébranlé par l'existence de la lutte, disparaît totalement à partir de 1956. *La Voix de l'Algérie combattante* et toutes les voix captées par le poste de T.S.F. révèlent maintenant à l'Algérien le caractère fragile, [81] très relatif, l'imposture enfin de la voix française présentée jusqu'ici comme unique. La voix de l'occupant se désacralise.

La *Parole* de la Nation, le *Verbe* de la Nation, ordonnent le monde en le renouvelant.

Avant 1954, la société autochtone dans l'ensemble, rejette le poste de T.S.F., se ferme à l'évolution technique des méthodes d'information. La société algérienne dans son ensemble, n'accepte pas la Radiodiffusion. Il n'y a pas d'attitude réceptrice devant l'importation organisée par l'occupant. Dans la situation coloniale, le poste ne répond à aucun besoin du peuple algérien [19]. Le poste est au contraire perçu, nous l'avons vu, comme moyen qu'a l'ennemi de poursuivre, sans éveiller l'attention, son travail de dépersonnalisation.

La lutte nationale, la création de *Radio-Algérie libre,* provoquent au sein du peuple une mutation fondamentale. La radio s'introduit en force et non par implantations progressives. Il n'y a pas accumulation de

[19] Dans cet ordre d'idées, il nous faut signaler l'attitude des autorités françaises dans l'Algérie d'aujourd'hui. On sait que la télévision existe depuis quelques années en Algérie. Jusqu'à ce jour, un commentaire bilingue simultané accompagnait les émissions. Depuis quelque temps, le commentaire arabe a cessé. Ce phénomène exprime encore une fois, que Radio-Alger répond parfaitement à la formule : « Les Français parlent aux Français. »

gains locaux et addition de régions atteintes peu à peu. On assiste à un bouleversement de fond en comble des moyens de perception, du monde même de la perception. En Algérie, il n'y eut jamais à vrai dire à l'égard de la radio, de conduite réceptrice, d'adhésion, d'acceptation. En tant que processus mental, on assiste, à partir de 1956, à une *quasi invention de la technique.*

La Voix de l'Algérie, créée de rien, fait exister la Nation et délivre à chaque citoyen un nouveau statut, *le lui fait savoir explicitement.*

[82]

À partir de 1957, les troupes françaises en opération prennent l'habitude, au cours des razzias, de confisquer tous les postes. Dans le même temps, interdiction est faite de capter un certain nombre d'émissions. Aujourd'hui, les choses ont évolué. La *Voix de l'Algérie combattante* s'est multipliée. De Tunis, de Damas, du Caire, de Rabat, des programmes sont diffusés à l'intention du peuple. Ce sont des Algériens qui organisent les programmes. Les services français n'essaient plus de brouiller ces émissions puissantes et nombreuses. L'Algérien a chaque jour l'occasion d'écouter cinq à six émissions différentes, en arabe ou en français, à la faveur desquelles il peut suivre pas à pas le développement victorieux de la Révolution. Sur le plan de l'information, nous avons vu se préciser une démonétisation de la parole de l'occupant. Après avoir imposé la voix nationale, face au monologue du dominateur, le poste de T.S.F. accueille les signes diffusés de tous les coins du monde. La *Semaine de Solidarité* avec l'Algérie, organisée par le peuple chinois ou les résolutions du Congrès des peuples africains sur la guerre d'Algérie, relient le fellah à l'immense vague arracheuse de tyrannies.

Incorporée dans ces conditions à la vie de la Nation, la radio aura, dans la phase de construction du pays, une importance exceptionnelle. En Algérie, il ne saurait y avoir, après la guerre, d'inadéquation entre le peuple et ce qui est censé l'exprimer. A la pédagogie révolutionnaire de la lutte de Libération, doit normalement se substituer une pédagogie révolutionnaire de la construction de la Nation. Dès lors, on mesure l'utilisation féconde qui peut être faite de cet instrument qu'est le poste de T.S.F. L'Algérie a connu une expérience privilégiée. Pendant

plusieurs années, la radio aura été pour beaucoup l'un des moyens de dire non à l'occupation et de croire à la Libération. L'identification de la voix de la Révolution avec la vérité fondamentale de la Nation, a ouvert des horizons illimités.

[83]

Sociologie d'une révolution
(L'an V de la révolution algérienne)

Chapitre 3

La famille algérienne

Retour à la table des matières

Nous avons vu avec l'engagement révolutionnaire et l'instrumentalisation du voile se dessiner la mutation de la femme algérienne. On comprend que ce bouleversement n'ait pu se réaliser en laissant intacts les autres secteurs de la vie privée algérienne.

L'existence de la lutte de Libération nationale, le caractère progressivement total de la répression infligent des traumatismes graves au groupe familial : père raflé dans la rue en compagnie de ses enfants, dénudé en même temps qu'eux, torturé sous leurs yeux, fraternité vécue et aiguë d'hommes aux épaules nues, meurtries, ensanglantées ; mari arrêté, interné, emprisonné ; ce sont les femmes qui doivent alors trouver les moyens d'empêcher les enfants de mourir de faim. Nous reviendrons sur cet aspect particulier et très important du conflit algérien. Nous voudrions ici suivre l'évolution de la famille algérienne,

sa mutation, ses grands changements à l'occasion et au cours de la guerre de Libération.

Le point le plus important, nous semble-t-il, de cette modification est que la famille, homogène et quasi monolithique, se brise. Chaque élément de cette famille gagne en personnalité ce qu'il perd en appartenance à un monde de valeurs plus ou moins [84] confuses. Des personnes particulières se trouvent confrontées à des options, à des choix nouveaux. Les comportements coutumiers et fortement structurés qui débouchent sur des vérités stéréotypées se révèlent soudain inefficaces et sont abandonnés. La tradition, en effet, n'est pas uniquement un ensemble de gestes automatiques, un groupe de croyances archaïques. Au niveau le plus élémentaire il y a des valeurs, exigence de justification. Le père sollicité par l'enfant explique, commente, légitime.

Il est important de montrer que le père colonisé au moment de la lutte de Libération donne à ses enfants l'impression d'être indécis, d'éviter l'option, voire d'adopter des conduites de fuite et d'irresponsabilité. Une telle expérience, effroyable pour l'enfant quand elle a pour ordre la seule constellation familiale, perd ici sa nocivité. Cette expérience, en effet, se déroule à l'échelon national et s'intègre à la grande secousse fondatrice d'un monde nouveau, ressentie sur toute l'étendue du territoire.

Avant 1954, l'existence de partis nationalistes avait déjà introduit des nuances dans la vie privée de l'autochtone. Les partis nationalistes, l'action politique parlementaire, la diffusion de mots d'ordre de scission avec la France, avaient déjà fait naître certaines contradictions au sein de la famille. Ces positions invitent à l'action la résistance inerte de la société colonisée. A l'immobilité crispée de la société dominée, les partis nationalistes essaient de substituer la prise de conscience, le mouvement, la création. Le peuple, dans son ensemble, donne raison à ces partis, mais il a un souvenir aigu de la férocité légendaire des militaires et des policiers français. Des témoins de l'invasion coloniale, encore en vie il y a 30 ou 40 ans, lui ont souvent raconté des scènes de la conquête. Dans de nombreuses régions d'Algérie sont conservés les récits de massacres et d'enfumades. Le conquérant s'est installé avec tant de force, il a multiplié à ce point les centres de colonisation, qu'une [85] certaine passivité recherchée par la domination coloniale a vu le jour et progressivement s'est teintée de désespoir. Avant 1954,

le fils qui adopte une position nationaliste ne le fait jamais à vrai dire contre l'avis du père, mais son activité de militant ne modifie en rien sa conduite de fils dans le cadre de la famille algérienne. Les relations basées sur le respect absolu dû au père et sur le principe que la vérité est d'abord propriété indiscutable des anciens ne sont pas altérées. La pudeur, la honte, la peur de regarder le père, de parler à haute voix en sa présence demeurent intactes, même chez le militant nationaliste. L'absence d'action révolutionnaire proprement dite maintient la personnalité dans ses schèmes habituels.

Pendant longtemps, l'action politique dans un pays colonisé est une action légale qui se déroule sur le plan parlementaire. A partir d'une certaine période, quand les voies officielles et pacifiques sont épuisées, le militant durcit ses positions. Le parti politique passe à l'action directe et les problèmes qui se posent au fils sont des problèmes de vie ou de mort de la patrie. Corrélativement, son attitude à l'égard du père et des autres membres de la famille se débarrasse de tout ce qui se révèle inutile et stérilisant pour la situation révolutionnaire. La personne prend naissance, s'autonomise et devient créatrice de valeurs. Le vieil attachement infantilisant au père fond au soleil de la Révolution. En Algérie, après Sétif et les différents combats menés par les partis nationalistes durant l'après-guerre, les positions se précisent et la maturité politique du peuple fait des progrès importants.

Le 1er novembre 1954, la Révolution repose tous les problèmes : ceux du colonialisme, mais également ceux de la société colonisée. *La société colonisée s'aperçoit que pour mener à terme l'œuvre gigantesque dans laquelle elle s'est jetée, pour vaincre le colonialisme et pour réaliser la Nation algérienne, il lui faut faire un effort immense sur elle-même, tendre toutes ses* [86] *articulations, renouveler son sang et son âme*. Le peuple comprend, au cours des multiples épisodes de la guerre, que s'il veut donner vie à un nouveau monde, il lui faut créer de toutes pièces une nouvelle société algérienne. Pour réaliser ses aspirations, l'Algérien doit s'adapter à une cadence exceptionnelle aux nouvelles réévaluations. La vérité, pour une fois, échappe à ses dépositaires traditionnels et se met à la portée de n'importe quel chercheur. Le groupe, autrefois en attente des valeurs déchiffrées par le père, amorce en ordre dispersé une recherche individuelle.

Chaque Algérien devant le nouveau système de valeurs introduit par la Révolution est incité à se définir, à prendre position, à choisir.

Le Fils et le Père

Au moment où le peuple est convié à adopter des formes radicales de lutte, la famille algérienne est encore fortement structurée. Mais, sur le plan de la conscience nationale, le père accuse un retard énorme sur le fils. Depuis longtemps, à l'insu des parents, un nouveau monde a pris naissance et se développe avec une particulière rapidité. Confusément, il est vrai, le père a autrefois saisi au passage quelques lambeaux de phrases, quelques significations acérées, mais jamais la décision de combattre l'occupant les armes à la main. Pas un Algérien cependant qui ne se soit posé la question de la nécessaire mise en question de l'oppression. Tout Algérien a, au moins une fois dans sa vie, lors d'une réunion, ou simplement d'une discussion, formé le voeu d'une défaite du colonialisme. Au marché, au café, en pèlerinage, au cours des fêtes traditionnelles, il arrive toujours un moment [87] où l'Algérien complote contre l'occupant. Mais ces propos ressemblent aux lamentations désespérées de tous les humiliés de tous les pays du monde. La profondeur d'enracinement de la société coloniale, sa frénésie à se transformer en nécessité, la misère sur laquelle elle s'élève, colorent la vie de cette fameuse teinte résignée que les spécialistes des pays sous-développés décrivent sous la rubrique du *fatalisme*.

Et c'est au milieu de cette malédiction qu'éclatent les premières salves de novembre 1954. Devant la Révolution qui, brutalement, coupe le monde en deux, le père se découvre désarmé et un peu inquiet. Cette inquiétude se transforme en désarroi en présence du fils qui devient préoccupé, tendu. Une atmosphère s'installe, tragique, dure... et les policiers français que l'on devine vigilants, et toute la ville européenne qui braque sa haine immense sur le quartier algérien. Très souvent, les parents réagissent de façon univoque. Les réflexions d'avant 1954 réapparaissent et c'est le cortège habituel de conseils de prudence. Mais aussi de propos défaitistes : « Restez tranquilles, les Français sont trop forts ; vous n'y arriverez jamais. » Le fils fuit la discussion, évite de répondre, tente de ne pas opposer le monde neuf qu'il est en train de bâtir à l'univers de l'attente et de la résignation

infinies du père. Quelquefois, le père exige que le fils reste tranquille, abandonne la lutte, revienne à la famille, se consacre aux siens. Aux célibataires, on parle mariage et aux hommes mariés on rappelle les devoirs. Le désaccord devient flagrant. Le jeune Algérien est amené à défendre sa position, à légitimer devant son père la conduite adoptée. Il condamne et rejette avec fermeté la prudence proclamée du père. *Mais il n'y a pas rejet et expulsion du père.* On assiste au contraire à la mise en train d'un travail de conversion de la famille. Le militant se substitue au fils et entreprend l'endoctrinement du père. Ce ne sont d'ailleurs pas les paroles du fils qui convaincront.

[88]

Ce sont surtout les dimensions de l'engagement populaire, les informations que l'on reçoit sur la répression. La vieille assurance paternelle, déjà ébréchée, s'écroule définitivement. Le père ne sait plus comment maintenir l'équilibre. Il découvre alors que le seul moyen de rester debout est de rejoindre le fils. C'est pendant cette période que le père enterre les valeurs anciennes et se met à la remorque. Jacques Lanzmann, dans son dernier ouvrage, *Viva Castro,* retrouve le même phénomène dans la société cubaine pendant la Révolution fidéliste.

> « ... De tout temps, dans notre pays, et on le croyait vraiment, le père se devait d'enseigner, de transmettre son expérience à son fils. Cette expérience-là, monsieur, c'était le fil qui cousait ensemble les membres de la même famille. Dans les grandes lignes, le fils était toujours d'accord avec le père, vous connaissez sans doute le proverbe cubain : « Tel père, tel fils » ?
>
> « — Naturellement, dis-je.
>
> « — Donc le père et le fils ne formaient qu'un, jusqu'au jour où un homme réfugié dans la montagne et pourtant lui-même bien jeune, nous a enlevé nos fils. Cet homme-là est une sorte de Christ, je vous le dis ! Qu'est-ce qu'un père mis à côté d'un Christ ? Rien, monsieur. Alors, nous autres les pères, nous nous sommes demandé pourquoi nos fils nous avaient quittés ? Nous avons cherché dans notre pauvre tête la raison d'une telle sépa-

> ration et nous avons pensé, monsieur, que notre expérience presque séculaire était fausse ! Elle ne valait rien, notre expérience, ce n'était qu'une routine de vie que l'on transmettait comme cela, sans trop y réfléchir, de père en fils, depuis des générations. Un seul homme a suffi, un homme qui n'avait à offrir que de l'idéal et de la pureté. C'était mieux que notre expérience, notre argent, nos situations, nos relations... » [20]

[89]

Toutefois, cette conversion du père n'élimine pas radicalement les conduites traditionnelles. Le père fait taire difficilement son désir de rétablir sa souveraineté écroulée et la hantise des conséquences effroyables de cette guerre ouverte. C'est ainsi que prennent naissance de nouvelles formes d'opposition paternelle, des manifestations voilées de l'autorité paternelle. Au jeune Algérien qui décide par exemple de rejoindre le maquis, le père n'oppose plus une interdiction formelle. Il fait davantage appel à la discipline du militant, demande si ce départ répond à une mobilisation ou s'il s'agit d'une initiative personnelle. Dans le dernier cas, le père est le premier à rappeler au fils-militant les principes de la discipline : si tes chefs ont besoin de toi, ils t'appelleront. Ainsi pour s'opposer à un acte — monter au maquis — qui, à partir de 1956, met en danger la vie des autres membres de la famille demeurés sur place, le père n'a d'autres ressources que de reconnaître les nouvelles valeurs et de se retrancher derrière d'autres autorités.

À aucun moment on n'assiste à un affrontement véritablement douloureux. Le père s'efface devant le nouveau monde et se met à la remorque de son fils. C'est le jeune Algérien qui jette la famille dans le vaste mouvement de Libération nationale. Quelquefois cependant, la situation est plus difficile. Le père, collaborateur notoire de l'administration colonialiste, dans l'exercice même de sa profession est acculé à choisir : *caïd*, policier, *bachagha,* élu préfabriqué, il se voit tout à la fois rejeté et condamné par la nouvelle Algérie qu'incarne son fils. Très souvent il abdique. Cependant, il arrive que la contamination est telle qu'il ne lui est plus loisible de se libérer de l'étreinte colonia-

---

[20] J. Lanzmann, *Viva Castro*, p. 114.

liste. La longue succession des compromissions est à ce point imposante qu'aucun retour en arrière n'est possible. Plusieurs familles algériennes ont connu ces tragédies effroyables où le fils, présent à la réunion qui doit décider du sort [90] de son père traître à la patrie, n'a d'autre solution que de rallier la majorité et d'accepter les jugements les plus décisifs. D'autres fois, c'est le fils qui va fixer au sein du Comité la participation financière de ses parents à la Révolution et l'on imagine le paradoxe de cette situation d'un père se plaignant à son fils comme à un associé de l'énormité de la somme réclamée par les responsables... Cette défaite du père par les forces nouvelles qui émergent de la Patrie ne peut pas laisser intacts les rapports anciens qui ordonnaient la société algérienne.

La Fille et le Père

Dans la famille algérienne, la fille est toujours à un cran en arrière du garçon. Comme dans toutes les sociétés où le travail de la terre représente la source principale des moyens de subsistance, le mâle, producteur privilégié, jouit d'un statut quasi seigneurial. La naissance d'un garçon dans une famille est saluée avec plus d'enthousiasme que celle d'une fille. Le père y voit en effet un compagnon pour les travaux, un successeur sur la terre familiale et à sa mort un tuteur pour la mère et les sœurs. La jeune fille, sans être humiliée ou délaissée ressent assez bien la surenchère faite autour de son frère.

La jeune fille, dans l'ensemble, n'a pas l'occasion de développer sa personnalité ni de prendre des initiatives. Elle prend place dans le vaste réseau de traditions domestiques de la société algérienne. La vie de la femme au foyer, faite de gestes séculaires ne permet aucun renouvellement. L'analphabétisme, la misère, le statut de peuple opprimé entretiennent et renforcent jusqu'à les dénaturer les spécificités de l'univers colonisé. La fille adopte sans effort les comportements [91] et les valeurs de la société féminine algérienne. Elle apprend de la bouche de sa mère le prix incomparable de l'homme. La femme, dans une société sous-développée et principalement en Algérie est toujours une mineure et l'homme, frère, oncle, ou mari représente d'abord un

tuteur. La jeune fille apprend à éviter les discussions avec l'homme, à ne pas « pousser l'homme à bout ». La facilité avec laquelle le divorce est décidé dans la société algérienne fait constamment peser sur la femme une peur presque obsessionnelle d'être renvoyée dans sa famille. Le jeune garçon, pour sa part, adopte les conduites du père.

Assez rapidement, dans le cadre familial, la jeune fille évite de paraître devant le père. Lorsque la femme se substitue à la fille au moment de la puberté, il y a une sorte d'accord tacite qui veut que le père ne se trouve jamais face à face avec sa fille. Tout est organisé pour que le père ignore que sa fille est devenue pubère. Le père dira que ça ne le regarde pas, mais, en réalité, il y a volonté d'ignorer la nouvelle situation de la jeune fille. Cette nécessité, dans laquelle se trouve le père de ne pas côtoyer la nouvelle femme qui se trouve au foyer, amène l'entourage à envisager le mariage de la jeune fille. Le mariage précoce en Algérie n'est pas désir de diminuer le nombre de bouches à nourrir, mais littéralement souci de ne pas avoir une nouvelle femme sans statut, une femme-enfant dans la maison. La jeune fille qui accède à la condition de femme doit se marier et avoir des enfants. Pour une famille, avoir une fille pubère dans la maison est un problème extrêmement difficile. La fille pubère est à prendre, d'où la rigueur avec laquelle elle est maintenue au foyer, protégée, surveillée. D'où aussi la facilité avec laquelle elle est mariée.

Dans ces conditions, on le voit, on ne comprendrait pas la jeune fille qui voudrait choisir un mari ou refuser l'homme que lui propose sa famille. La fille qui sent l'inquiétude de ses parents et expérimente la fragilité de sa nouvelle situation de femme-enfant, voit le [92] mariage comme libération, comme délivrance, comme équilibration définitive. La vie d'une femme algérienne ne se développe pas selon les trois temps connus en Occident : enfance - puberté - mariage ; la jeune fille algérienne ne connaît que deux étapes : enfance-puberté, et mariage. La jeune pubère en Algérie qui ne se marie pas prolonge une situation anormale. Il ne faut jamais oublier que l'analphabétisme et le chômage qui règnent en Algérie ne laissent aucune autre solution à la jeune fille. Dans un douar, la femme célibataire — et on est femme à seize ans — doit se marier. Indéfiniment tenue pour mineure, la femme se doit de trouver le plus rapidement possible un tuteur, et le père tremble de mourir et d'abandonner sa fille sans soutien, donc incapable de survivre.

On voit donc que la fille algérienne, illettrée, voilée, stoppée, comme l'Algérie tout entière par la domination coloniale, semble mal préparée pour assumer des tâches révolutionnaires. La fille algérienne a honte de son corps, de ses seins, de ses menstrues. Elle a honte d'être femme devant les siens. Elle a honte de parler devant son père, de regarder son père. Et son père aussi a honte devant elle. En réalité, l'analyse en profondeur montre que le père voit la femme dans sa fille. Inversement, la fille voit l'homme chez son père. L'interdiction est ici telle, les prohibitions sont à ce point inscrites au centre même de la personnalité que la coprésence elle-même devient insupportable. Ces conduites ne sont pas sans évoquer, comme on le voit, les rites utilisés dans certains groupes pour éviter l'angoisse accompagnant les pulsions incestueuses inconscientes. Mais surtout, il y a appréciation restreinte du statut de la femme disponible exclusivement pour le mariage et la maternité.

Ce sont toutes ces restrictions qui vont être bousculées et remises en question par la lutte de Libération nationale. La femme algérienne dévoilée, qui occupe une place de plus en plus importante dans l'action révolutionnaire, développe sa personnalité, découvre [93] le domaine exaltant de la responsabilité. La liberté du peuple algérien s'identifie alors à la libération de la femme, à son entrée dans l'histoire. Cette femme qui, dans les avenues d'Alger ou de Constantine transporte les grenades ou les chargeurs de fusil-mitrailleur, cette femme qui demain sera outragée, violée, torturée, ne peut pas repenser jusque dans les détails les plus infimes ses comportements anciens ; cette femme qui écrit les pages héroïques de l'histoire algérienne fait exploser le monde rétréci et irresponsable dans lequel elle vivait, et conjointement collabore à la destruction du colonialisme et à la naissance d'une nouvelle femme.

Les femmes en Algérie, à partir de 1955, commencent à avoir des modèles. Dans la société algérienne circule en effet l'histoire de femmes de plus en plus innombrables qui, dans les *djebels* ou dans les villes meurent, sont emprisonnées pour que naisse l'Algérie indépendante. Ce sont ces femmes militantes qui constituent les systèmes de référence autour desquels l'imagination de la société féminine algérienne va entrer en ébullition. Le femme-pour-le-mariage disparaît progressivement et cède la place à la femme-pour-l'action. La jeune fille fait place à la militante, la femme indifférenciée à la *sœur*.

Les *cellules féminines* du F.L.N. reçoivent des adhésions en masse. L'impatience de ces nouvelles recrues est telle qu'elle met souvent en danger les traditions de clandestinité totale. Les responsables sont amenés à réfréner ces enthousiasmes et ce radicalisme toujours exceptionnels, caractéristiques de toute jeunesse qui développe un monde nouveau. Dès leur incorporation, elles réclament les missions les plus dangereuses. C'est progressivement que la formation politique qu'on leur donne les amènera à ne plus envisager la lutte sous une forme explosive. La jeune Algérienne saura alors contenir son impatience et mettre en évidence des qualités insoupçonnées de calme, de sang-froid, de décision.

[94]

Il arrive que la jeune fille algérienne soit recherchée ou que plusieurs membres du réseau auquel elle appartient soient arrêtés. La nécessité de disparaître, de prendre le large, devient urgente. La militante quitte d'abord sa famille et se réfugie chez des amis. Mais bientôt parvient de la direction du réseau l'ordre de rejoindre le maquis le plus proche. Après tous les bouleversements antérieurs, fille dévoilée, maquillée, sortant n'importe quand, allant on ne sait où, etc..., les parents n'osent plus réagir. Le père lui-même n'a plus le choix. Sa vieille peur du déshonneur devient tout à fait absurde, eu égard à l'immense tragédie vécue par le peuple. Mais aussi l'autorité nationale qui décide du départ de la fille au maquis ne comprendrait pas cette réticence du père. Depuis longtemps il n'était plus permis de mettre en doute la moralité d'une patriote. Et puis surtout le combat est dur, proche, implacable. Il faut faire vite. La fille monte donc au maquis, toute seule avec des hommes. Des mois et des mois, les parents seront sans nouvelles d'une jeune fille de 18 ans qui couche dans les forêts ou dans les grottes, qui parcourt le *djebel* habillée en homme, un fusil entre les mains.

L'attitude du père à l'égard des autres filles restées à la maison ou de toute autre femme rencontrée dans la rue se modifie de façon radicale. Et la fille qui n'est pas montée au maquis, qui ne milite pas, connaît la place capitale des femmes dans la lutte révolutionnaire. Les hommes cessent d'avoir raison. Les femmes cessent d'être silencieuses. La société algérienne dans le combat libérateur, dans les sacrifices qu'elle consent pour se libérer du colonialisme se renouvelle et fait exister des valeurs inédites de nouveaux rapports intersexuels. La

femme cesse d'être un complément pour l'homme. *Littéralement elle arrache sa place à la force du poignet.*

Quelquefois la fille, avec une nouvelle carte d'identité, descend dans la famille. Elle a alors l'occasion de raconter au père et à la mère les actions prodigieuses [95] qui ont lieu tous les jours dans le *djebel.* Elle montre des photos. Elle parle de ses chefs, de ses *frères,* de la population, des blessés, des prisonniers français. Elle regarde le père, elle s'assied en face du père, lui parle et n'est pas gênée. Et le père ne détourne pas son visage, il n'a pas honte. Il a tout au contraire une joie réelle à retrouver sa fille, à voir sa nouvelle personnalité rayonner dans la maison et il n'est pas mécontent que sa fille parle à voix haute et il ne lui vient absolument pas à l'idée de lui rappeler que la femme doit se taire. Pendant les trois jours que dure la permission, le père n'éprouve pas le besoin d'interroger sa fille sur sa conduite morale au maquis. Ce silence n'exprime pas un désintérêt ou une résignation pour la virginité-tabou d'hier. C'est que le père mesure le pas immense franchi par la société et ces questions qui n'ont pas cessé d'être présentes à son esprit se révèlent inopportunes et inessentielles. La fille algérienne qui émerge dans le ciel mouvementé de l'histoire convie son père à une sorte de mutation, d'arrachement à soi-même. Demander à une femme qui, quotidiennement affronte la mort si elle « est sérieuse » devient grotesque et dérisoire. La fille militante, en adoptant de nouvelles conduites échappe aux traditionnelles coordonnées. Les anciennes valeurs, les phobies stérilisantes et infantilisantes disparaissent.

Les Frères

En Algérie, le frère aîné est le successeur désigné du père. Les autres membres de la famille, très rapidement, adoptent avec lui une attitude respectueuse et déférente. Il y a un certain nombre de choses qui ne se font pas en présence du frère aîné. On s'attache à ne pas être avec lui dans le même groupe de jeunes où des [96] plaisanteries plus ou moins légères sont toujours possibles. L'attitude du frère puîné avec son grand frère s'identifie presque à celle du fils avec son père. Le bouleversement que nous avons trouvé dans les relations du père et

du fils se retrouve ici, mais particulièrement souligné. Des frères militent en effet dans la même cellule et au moment de la découverte du réseau rejoignent le maquis. Ils se battent dans la même unité, souffrent ensemble de la faim et quelquefois du manque de munitions. Aux relations dosées et rituelles de la période d'avant-guerre, font place des types de rapports totalement nouveaux. Les deux frères sont intégrés dans une action précise et obéissent à une même autorité [21].

La vieille relation se déroulant dans le circuit clos de la famille subit des altérations radicales. Il arrive même que le frère puîné soit le responsable du groupe. Et le respect traditionnel pour le grand frère n'inhibe pas le chef politique ou militaire. Investi d'un pouvoir au sein de la Révolution, le *frère* est amené à dépasser les automatismes et les conduites stéréotypées. L'*homme* qui semblait disparaître derrière le *frère* fait son apparition. Le frère aîné n'a plus obligatoirement raison et chacun définit ses nouvelles valeurs.

Le Couple

Les relations de la femme et du mari se sont également modifiées à l'occasion de la guerre de Libération. [97] Alors que chacun dans la maison avait des fonctions définies, le caractère total de la lutte va imposer des comportements inattendus.

Mustapha vient de rentrer chez lui. Tout à l'heure, avec un autre *fidaï*, il a jeté plusieurs grenades sur les locaux de la Police judiciaire où nuit et jour sont torturés des patriotes. Il n'a pas envie de parler. Il se couche et ferme les yeux. Sa femme l'a vu entrer mais n'a rien remarqué. Une heure après, la nouvelle envahit le quartier : deux patriotes ont réalisé un attentat extraordinaire. Dans le couloir ou dans la cour, les pertes adverses sont estimées, supputées. Les patrouilles en colère qui déjà inondent les rues sont la preuve irrécusable que les

---

21 Dans la période d'avant la Révolution, des frères travaillant dans une même entreprise demandaient au contremaître, d'être affectés sur des chantiers différents. De même à l'hôpital, deux frères infirmiers effectuaient des démarches pour être désignés dans des pavillons différents.

nôtres ont durement touché les colonialistes. La femme revient dans la chambre et, à la vue de son mari somnolent, étranger à l'événement, laisse éclater son mépris : « Ce n'est pas toi qui ferait cela, c'est bien plus facile de dormir et de manger. » Et de citer tel voisin emprisonné, tel autre exécuté par l'ennemi, enfin le cousin qui, du maquis a envoyé des photos. Traité de lâche par sa femme, Mustapha se taira tout à la fois heureux de la saine colère de sa femme et du succès de sa mission. Cet exemple, assez fréquent en 1956 présente un intérêt considérable. Dans les rapports masculins en Algérie, accuser un homme de lâcheté est une injure qui ne se répare que dans le sang. On ne permet pas à quelqu'un de mettre en doute son courage ou sa virilité, cela, personne ne peut l'admettre. Et lorsque l'accusatrice est une femme, les choses deviennent physiquement intolérables. La lutte de Libération porte la femme à un tel niveau de renouvellement intérieur qu'elle en arrive à traiter son mari de lâche. La femme algérienne, assez fréquemment, par allusions ou de façon explicite reproche à son mari l'inactivité, le non-engagement, le non-militantisme. C'est la période au cours de laquelle les jeunes filles, entre elles, juraient de ne pas se laisser marier à un homme qui n'appartiendrait pas au F.L.N. La femme algérienne, en perdant toute prudence [98] perd aussi tout instinct de conservation du foyer. Reprocher à son mari de ne point participer à un combat dont on sait qu'il est meurtrier est une conduite pour le moins paradoxale. Mais les femmes ne considèrent plus comme auparavant la condition d'homme. Le métier d'homme se mène dans l'action patriotique et nul ne peut affirmer sa virilité s'il n'est un des morceaux de la Nation en lutte.

Quelquefois cependant, la femme n'ignore pas l'activité de son époux. Militant de toujours, le mari disparaît fréquemment et parfois elle trouve sous l'oreiller un revolver. Au moment où les fouilles se succèdent, la femme demande de plus en plus au mari de la mettre au courant. Elle exige d'être renseignée sur certains noms et adresses de militants à prévenir en cas d'arrestation du mari. C'est au nom de l'efficacité qu'elle amène le mari à consentir à l'intéresser de l'intérieur à l'action. Evoquant le cas de tel militant qui, ayant parlé sous la torture a permis la destruction de tout un réseau, elle met en garde le mari contre l'orgueil d'être le « seul dans le coup », dissimulé sous le masque de la clandestinité. Petit à petit, les résistances s'effondrent et le couple militant soudé, participant à la mise au monde de la Nation, devient la règle en Algérie.

Quelquefois le mari, au maquis depuis plusieurs mois, vient en permission. Ebranlé par la douceur du foyer, il en arrive à confier à sa femme son désir de ne plus remonter « là-haut ». L'épouse qui a repris avec l'intensité que l'on devine sa dimension de femme, éprouve comme le mari, le besoin de continuer, de ne pas interrompre ces heures denses qui semblent échapper au temps. Et comme toujours, dans ce cas, la frénésie mise à vivre l'expérience est fonction de l'éventualité toujours possible d'une mort, le lendemain, ou dans les jours à venir. Cependant, c'est la femme qui demande à son mari de chasser de son esprit pareille idée. « Que répondras-tu aux gens du village quand ils te poseront des questions ? Tu as promis de revenir [99] avec l'indépendance, tu as fait le serment de ramener la liberté. Comment peux-tu envisager de reprendre une vie normale alors que tous les hommes sont là-haut ou en prison ? » Souvent la femme sans enfants qui assiste à la prise en masse de la Nation, qui voit partir les unes après les autres les jeunes filles du villages, décide de rejoindre son mari. Certes, elle ne le verra pas souvent, mais en période de calme relatif, les couples pourront se retrouver. Il n'est pas rare que la femme arrivant au maquis apprenne la mort de son mari. Souvent elle retourne au village chez ses parents, mais quelquefois une grande secousse se produit en elle et elle décide de rester avec les combattants et de prendre part à la lutte libératrice. La présence de la femme au maquis gênera beaucoup moins le mari, que son activité militante dans les centres. La femme qui part en mission à trois cents kilomètres de son domicile, qui couche n'importe où en compagnie d'inconnus pose malgré tout au mari un certain nombre de problèmes. Evidemment, ils ne sont jamais formulés, mais nulle révolution ne fait table rase définitivement et sans séquelles de mécanismes presque instinctifs. « Il n'y a rien de tel que d'entendre quelqu'un demander ta femme au téléphone. Tu appelles ta femme, tu lui passes l'écouteur, et tu t'entends inviter à quitter la chambre... puis ta femme s'en va et revient quelquefois quatre heures ou quatre jours plus tard. Aucune explication ne t'est donnée, mais tu ne peux pas ignorer l'action dans laquelle elle est engagée puisque c'est toi qui l'as mobilisée. C'est toi qui lui as inculqué les règles strictes de la clandestinité. »

Le couple algérien s'est considérablement resserré au cours de cette Révolution. Les liens quelquefois fragiles, marqués du sceau du provisoire, du récusable dans l'instant, se renforcent, ou du moins changent de contenu. Ce qui se définissait par la seule cohabitation

admet aujourd'hui une multiplicité de coordonnées. Et d'abord le fait de courir ensemble des dangers, [100] de se retourner dans le lit chacun de son côté, chacun avec son morceau de secret. C'est aussi la conscience de collaborer à l'immense travail de destruction du monde de l'oppression. Le couple n'est plus fermé sur lui-même. Il ne trouve plus sa fin en lui-même. Il n'est plus le résultat de l'instinct naturel de perpétuation de l'espèce, ni le moyen institutionnalisé de satisfaire sa sexualité. Le couple devient la cellule de base de la cité, le noyau fécond de la Nation. Le couple algérien, en devenant un maillon de l'organisation révolutionnaire, se transforme en unité d'existence. *La confusion de l'expérience combattante et de la vie conjugale approfondit les rapports entre époux et cimente l'union. Il y a surgissement simultané et effervescent du citoyen, du patriote et d'un époux moderne.* Le couple algérien se dépouille de ses faiblesses traditionnelles dans le même temps où la cohésion du peuple s'inscrit dans l'histoire. Ce couple n'est plus un accident mais quelque chose de repris, de voulu, de construit. C'est, on le voit, le fondement même de la rencontre intersexuelle qui se trouve posé ici.

Le mariage et le divorce

En règle générale, le mariage est décidé en Algérie par les familles. Presque toujours, c'est à l'occasion du mariage que le mari voit le visage de sa femme. Les raisons sociales et économiques de cette tradition sont suffisamment connues pour que nous n'y revenions pas. Le mariage dans les pays sous-développés n'est pas un contrat individuel, mais un contrat de clan à clan, de tribu à tribu, de famille à famille...

Avec la Révolution, les choses vont insensiblement se modifier. L'existence des femmes au maquis, la [101] rencontre d'hommes et de femmes célibataires, l'une soignant l'autre après un bombardement ou à l'occasion d'une maladie, pose aux responsables locaux du F.L.N. des problèmes inattendus. C'est ainsi que des hommes vont voir l'officier et demandent en mariage telle ou telle infirmière. Pendant longtemps, le responsable du F.L.N. hésite. Personne ne peut donner une fille en mariage si ce n'est son père et, en l'absence du père, son oncle, ou son

frère. Le responsable ne se reconnaît pas le droit de prendre en considération la demande du *moudjahid* et quelquefois se voit contraint de séparer les deux amoureux. Mais l'amour existe, il faut en tenir compte et la direction de la Révolution donne des instructions selon lesquelles des mariages pourront être contractés devant le responsable de l'Etat Civil.

Des registres d'Etat Civil sont ouverts. Mariages, naissances et décès peuvent être alors enregistrés. Le mariage au maquis cesse d'être un arrangement entre familles. Toutes les unions sont volontaires. Les futurs conjoints ont eu le temps de se connaître, de s'estimer, de s'aimer. Il n'est pas jusqu'au coup de foudre qui n'ait été envisagé par les directives. Chaque fois qu'une demande de mariage est formulée, conseillent les instructions, il est bon de renvoyer à trois mois toute décision. Lorsque le père apprend le mariage de sa fille au maquis, il n'y a pas révolte ou contestation de l'acte. Bien au contraire, des photos sont réclamées et les bébés nés au maquis sont envoyés chez les grands-parents qui entourent comme il convient ces enfants de la Révolution.

De telles innovations ne peuvent laisser intacts les modes traditionnels d'union qui se répètent dans le reste du pays. Les femmes algériennes commencent d'abord à exiger des garanties sur le patriotisme du futur mari. Elles demandent que les jeunes gens qu'on leur propose soient membres du F.L.N. L'autorité incontestable et massive du père se laisse entamer par cette nouvelle exigence. Avant la Révolution, une [102] jeune fille demandée en mariage désertait pendant plusieurs jours le milieu familial et se réfugiait chez des parents. Cela s'explique par la honte que ressentait la jeune fille à être l'objet d'une recherche sexuelle. Il était également habituel que pendant un ou deux mois après la consommation du mariage, la jeune mariée évite de paraître devant son père. Ces conduites pudiques, infantiles, disparaissent avec la Révolution et aujourd'hui la majorité des jeunes mariées ont assisté à la signature de leur contrat, ont discuté des modalités de ce contrat et naturellement ont donné leur avis sur le conjoint. Le mariage en Algérie aura connu sa mutation radicale au cœur même du combat mené par les *Moudjahidines* et les *Moudjahidates.*

Dans ces conditions, le divorce, la séparation des deux conjoints emprunte des modalités différentes. La répudiation qui pouvait à tout instant être immédiatement proclamée et qui exprimait la fragilité du

lien conjugal n'est plus automatiquement légalisée. Le mari doit expliquer pourquoi il divorce. Il y a des tentatives de réconciliation. De toutes façons, la décision dernière reste au responsable local. La famille sort renforcée de cette épreuve où tout aura été mis en œuvre par le colonialisme pour briser la volonté du peuple. C'est au milieu des dangers les plus graves, que l'Algérien invente des formes modernes d'existence et confère à la personne son maximum de poids.

La société féminine

Les femmes qui font la guerre et qui se marient au maquis provoquent au sein de la société féminine algérienne la reconversion radicale de certaines conduites. Toutefois, il faut se garder de comprendre de [103] manière univoque les principales modifications constatées. La guerre que lui fait le colonialisme français oblige le peuple algérien à être constamment et totalement engagé dans la bataille. En face d'un adversaire qui a juré de garder l'Algérie, même sans les Algériens, il est difficile de rester soi-même, de maintenir intactes des préférences ou des valeurs. La société féminine se modifie à la fois par solidarité organique avec la Révolution, mais aussi parce que l'adversaire taille dans la chair algérienne avec une violence inouïe.

Les femmes, habituées à se rendre le vendredi au cimetière du village ou en visite à un sanctuaire local et qui font partie des dizaines de milliers de familles *regroupées,* interrompent entre autres cette activité [22]. Dans le camp, elles s'organisent immédiatement au sein de cellules F.L.N. Elles rencontrent des femmes d'autres régions, se communiquent leurs expériences de la répression. Mais aussi leurs expériences d'avant la Révolution, leurs espoirs. La femme algérienne regroupée, coupée du mari demeuré avec les combattants s'occupe des vieillards et des orphelins, apprend à lire et à coudre et souvent avec plu-

[22] Les forces colonialistes françaises, on le sait, ont rassemblé derrière les barbelés plus d'un million d'Algériens. Ce sont les fameux « centres de regroupement » où, de l'avis même des autorités françaises, la morbidité et la mortalité atteignent des chiffres anormalement élevés.

sieurs compagnes quitte le camp et rejoint l'Armée de Libération nationale.

Avec ces déplacements considérables de populations, c'est le panorama social, le monde de la perception qui sont perturbés et restructurés. Une *mechta* évacuée n'est pas une *mechta* qui a migré. Il faut patiemment suivre le développement de l'opération. Bombardements de la région, ratissages multiples ; et les hommes valides qui se rendent à la montagne, les morts enterrés rapidement, les otages de la *mechta* [104] qui se réfugient dans une ville avoisinante, chez des parents ou des amis...

La *mechta* regroupée est une *mechta* brisée, abîmée. C'est davantage un groupe d'hommes, de femmes et d'enfants. Dans ces conditions, aucun geste n'est conservé intact. Nul rythme antérieur ne s'y retrouve inaltéré. Pris dans les mailles des fils barbelés, les morceaux de familles algériennes regroupées ne mangent ni ne dorment comme avant. On s'en rend compte par exemple à l'occasion d'un deuil. Les lamentations, les gémissements, les visages déchirés et les torsions du corps ont aujourd'hui pratiquement disparu. Les pleurs mortuaires, classiques ne se retrouvent presque plus en Algérie. Tout cela a commencé en 1955 lorsque les troupes françaises, pour s'amuser, ou dans le cadre d'une répression, envahissaient une localité et mitraillaient cinq ou dix hommes. Ces morts collectifs, sans préparation, sans maladie soignée et combattue, abandonnés dans le fossé au bord de la route ne peuvent guère arracher, déclencher des mécanismes émotionnels, homogènes à une société. Les lamentations et les visages déchirés participent à un monde précis, équilibré. On ne pleure pas, on ne crie pas, on ne fait pas comme avant quand il s'agit d'assassinats multiples. On serre les dents et on prie en silence. Un pas de plus et ce sont les cris d'allégresse qui saluent la mort d'un *moudjahid* tombé au champ d'honneur. Il ne faut pourtant pas croire que les cérémonies traditionnelles se répètent quand il s'agit de morts naturelles telles que les maladies ou les accidents. Même alors, il y a une quasi incapacité à retrouver les techniques habituelles du désespoir. La guerre a bouleversé à ce point la société algérienne que tout décès est conçu comme conséquence directe ou indirecte de la répression colonialiste. Aujourd'hui, pas un mort en Algérie qui ne soit la victime du colonialisme français. Le civil algérien, étranger à la guerre de reconquête coloniale, est une impossibilité en Algérie. Davantage, pas un décès d'Algérien

hors de l'Algérie qui ne soit [105] attribué au colonialisme français. Le peuple algérien a ainsi décidé que, jusqu'à l'indépendance, le colonialisme français ne serait innocent d'aucune des plaies qui zèbrent son corps et sa conscience.

L'Algérie dispersée

La tactique adoptée par le colonialisme français depuis le début de la Révolution a eu pour résultat d'écarteler le peuple, de le morceler, à seule fin de rendre impossible toute cohésion. L'effort s'est d'abord porté sur les hommes qui, par dizaines de milliers ont été internés. On sait qu'en 1955-1956, les *centres d'internement* se sont multipliés à une cadence effrénée sur le territoire national. *Lodi, Paul Cazelles, Berrouaghia...* ont retenu des années durant pères et maris. La femme algérienne, soudain sans mari, est obligée de trouver les moyens de nourrir ses enfants. Elle est amenée à se déplacer, à faire ses courses, à vivre sans la protection de l'homme. Quelquefois, elle ira visiter son mari interné à cent ou deux cents kilomètres de son domicile. Quand les hommes ne sont pas internés, on les trouve au maquis et les mères qui reçoivent les allocations familiales distribuées par le Front de Libération élèvent toutes seules les enfants. Dans les villes, les portes de la prison se referment sur un nombre imposant d'hommes algériens et pour fuir les camps de regroupement, pour échapper aux bombardements en série de l'aviation française, des dizaines de milliers de familles se réfugient en Tunisie et au Maroc.

Les assassinats multiples d'Algériens et d'Algériennes par le colonialisme français ont surtout retenu l'attention du monde et provoqué la vague de protestations que l'on sait. Mais il faut cerner de plus près la réalité algérienne. Il ne faut pas la survoler. Il faut au [106] contraire cheminer pas à pas le long de la grande blessure faite au peuple et au sol algérien. Il faut, mètre après mètre, interroger la terre algérienne et mesurer le morcellement de la famille algérienne, l'état d'éparpillement dans lequel elle se trouve. Femme emmenée par les militaires et qui revient huit jours après, et on n'a pas besoin de l'interroger pour comprendre que des dizaines de fois elle fut violen-

tée. Mari emmené par l'ennemi et qui revient le corps couvert d'ecchymoses, la vie chancelante et l'esprit inerte. Enfants éparpillés, orphelins innombrables qui circulent hagards et affamés. Quand un homme accueille sa femme qui a séjourné deux semaines dans un camp français et qu'il lui dit bonjour et lui demande si elle a faim, évite de la regarder et courbe la tête, il n'est pas possible de supposer que la famille algérienne ait pu demeurer intacte et que la haine du colonialisme ne se soit pas démesurément dilatée. Le colonialisme français n'a voulu autre chose depuis 1954, que casser la volonté du peuple, briser sa résistance, liquider ses espoirs. Il n'a reculé depuis cinq ans devant aucun radicalisme, ni celui de la terreur, ni celui de la torture. En brassant ces hommes et ces femmes, le colonialisme les a regroupés sous un même signe. Egalement victimes d'une même tyrannie, identifiant simultanément un ennemi unique, le peuple objectivement dispersé, réalise son unité et fonde dans la souffrance une communauté spirituelle qui constitue le bastion le plus solide de la Révolution algérienne.

[107]

Sociologie d'une révolution
(L'an V de la révolution algérienne)

Chapitre 4

Médecine et colonialisme

L'exemple algérien

Retour à la table des matières

La science médicale occidentale introduite en Algérie en même temps que le racisme et l'humiliation, a toujours, en tant que partie du système oppressif, provoqué chez l'autochtone une attitude ambivalente. On retrouve d'ailleurs cette ambivalence à propos de tous les modes d'être présent de l'occupant. Avec la médecine, nous abordons l'un des traits les plus tragiques de la situation coloniale.

En toute objectivité et en toute humanité, il est bon qu'un pays techniquement plus avancé fasse profiter un autre de ses connaissances et des découvertes de ses savants. Quand la discipline considérée vise la santé de l'homme, quand elle a pour principe même de faire taire la douleur, il est clair qu'aucune conduite négative ne saurait se justifier. Mais précisément, la situation coloniale est telle, qu'elle accule le colonisé à apprécier péjorativement et sans nuances tous les ap-

ports du colonisateur. Le colonisé perçoit dans une confusion presque organique le médecin, l'ingénieur, l'instituteur, le policier, le garde-champêtre. La visite obligatoire du médecin au *douar* ou au village [108] est précédée du rassemblement de la population par les soins des autorités de police. Le médecin qui arrive dans cette atmosphère de contrainte globale, ce n'est jamais un médecin indigène mais toujours un médecin appartenant à la société dominante et très souvent à l'armée.

Les statistiques sur les réalisations sanitaires ne sont pas interprétées par l'autochtone comme amélioration dans la lutte contre la maladie, en général, mais comme une nouvelle preuve de la prise en mains du pays par l'occupant. Le sanatorium de Tizi-Ouzou, les blocs opératoires de l'hôpital Mustapha à Alger, quand ils sont présentés par les autorités françaises aux visiteurs, veulent dire à la fois : « Voilà ce que nous avons fait pour les hommes de ce pays ; ce pays nous doit tout ; sans nous, il n'y aurait pas de pays. » Il y a une véritable restriction mentale chez l'indigène, une difficulté de situation à être objectif, à séparer le bon grain de l'ivraie.

Il existe évidemment des exceptions. Dans certaines périodes de détente, dans certaines confrontations libres, l'individu colonisé reconnaît franchement ce qu'il y a de positif dans l'action du dominateur. Mais cette bonne foi est immédiatement reprise par l'occupant et transformée, en justification de l'occupation. Quand l'indigène, après un gros effort en direction de la vérité, parce que supposant les défenses surmontées, dit : « Cela c'est bien. Je vous le dis parce que je le pense », le colonisateur transforme et traduit : « Ne partez pas, car que ferions-nous sans vous ? »

Aussi, au niveau de la société globale, au niveau de la société colonisée, découvre-t-on toujours cette impression de fuite devant l'attitude nuancée, car précisément toute nuance est perçue par l'occupant en invitation à perpétuer l'oppression, en aveu d'une impuissance congénitale. Le peuple colonisé considéré dans sa totalité et à l'occasion de certains événements, va réagir de façon brutale, indifférenciée, catégorique, [109] devant les secteurs d'activité du groupe dominant. À l'extrême, il ne sera pas étonnant de recueillir les réflexions suivantes : « On ne vous avait rien demandé ; mais qui vous a appelés ? Prenez vos hôpitaux et vos installations portuaires et retournez chez vous. »

C'est que la colonisation, après s'être appuyée sur la conquête militaire et le système policier, va trouver la justification de son existence et la légitimation de sa persistance dans ses œuvres.

Acculé, au nom de la vérité et de la raison à dire oui à certaines formes de présence de l'occupant, le colonisé s'aperçoit qu'il est immédiatement prisonnier de tout le système, et que la vérité de l'action médicale en Algérie est aussi vérité de la présence française sous sa forme coloniale en Algérie. Alors, comme il ne peut pas faire la part du feu, car il est du peuple, et que son peuple veut avoir une existence nationale sur son sol, il ne lui reste plus que des choix rétrécis. Tout à la fois, il rejette les médecins, les instituteurs, les ingénieurs, les parachutistes.

Dans une société homogène, le comportement de l'homme malade devant l'instance médicale est un comportement de confiance. Le malade s'en remet au médecin, il se livre à lui. Il lui livre son corps. Il accepte que la souffrance soit réveillée ou exarcerbée par la main médicale, car le malade n'ignore pas que le soulignement de la souffrance en cours d'examen annonce la paix dans son corps.

À aucun moment, dans une société homogène, le malade ne se méfie de son médecin. Sur le plan de la technique, des connaissances, il est clair qu'un certain doute peut s'infiltrer dans l'esprit du malade, mais c'est l'hésitation du médecin qui corrige la confiance originale. Cette conduite est universelle et se retrouve dans des cadres géographiques nationaux donnés. Mais il est patent que dans certaines circonstances, des modifications sensibles apparaissent. Le prisonnier allemand qui doit être opéré par un chirurgien français, [110] très souvent dans la phase pré-anesthésique, supplie qu'on ne le tue pas. De même, on trouve chez le chirurgien un souci de réussir l'intervention à cause des autres prisonniers, parce qu'il n'ignore pas l'interprétation qui pourrait être donnée d'un décès en cours d'intervention. La littérature et le cinéma ont d'ailleurs trouvé dans ces situations particulières, des thèmes prévalents et après chaque guerre est menée une véritable exploitation commerciale de ces problèmes. Les prisonniers français des camps allemands le savent bien, qui demandaient aux médecins travaillant à l'infirmerie du camp d'assister aux opérations pratiquées par des chirurgiens allemands.

En territoire colonial, de telles situations se trouvent multipliées. Les morts subites d'Algériens dans les hôpitaux, chose courante dans n'importe quelle formation sanitaire, sont interprétées comme les effets d'une décision meurtrière et consciente, comme le résultat de manœuvres criminelles du médecin européen. Le refus de l'hospitalisation par l'Algérien admet toujours cette frange de doute sur l'humanité foncière du médecin dominateur. Il faut dire, quoique ce ne soit pas la règle, que dans certains services hospitaliers, l'expérimentation sur le vivant est pratiquée dans des proportions non négligeables [23].

Pendant des dizaines d'années, malgré les exhortations du médecin, l'Algérien fuit l'hospitalisation. En dépit de l'affirmation par le technicien que toute [111] hésitation compromettait gravement la vie du malade, on trouve en général une crispation et un rejet du transport à l'hôpital. C'est toujours à la dernière minute, quand il n'y a presque plus d'espoir que l'accord est donné. Même alors, l'homme qui prend la décision, la prend contre le groupe ; et comme le cas est désespéré, comme la décision a été trop retardée, la mort survient la plupart du temps.

De telles expériences donnent l'occasion au groupe de renforcer sa croyance originelle dans le caractère fondamentalement mauvais de l'occupant, fût-il médecin. Et l'Algérien qui, après des efforts certains, était arrivé à faire reculer de façon appréciable la prévention traditionnelle, à imposer la décision de l'hospitalisation, se sent soudain infiniment coupable. Intérieurement, l'engagement est pris de ne plus récidiver. Les valeurs du groupe, momentanément abandonnées, sont retrouvées, exacerbées et exclusives.

On commettrait une grave erreur, on s'interdirait en tous cas la compréhension de tels faits, en assimilant ces conduites à celles déjà décrites au sein des populations rurales pauvres des pays européens.

---

[23] Les soldats français hospitalisés dans les services psychiatriques de l'Armée française en Algérie ont tous vu ces crises épileptiques expérimentales provoquées chez les Algériens et chez les tirailleurs d'Afrique Noire, afin d'apprécier le seuil spécifique de chacune des races. Ces hommes sur lesquels les médecins français pratiquaient ces expérimentations étaient conduits à l'hôpital sous le « prétexte scientifique » d'examens complémentaires à entreprendre.

Il revenait à la seule société algérienne, au seul peuple algérien, de manifester par le combat, sa décision de prohiber sur le sol national entre autres de telles infamies.

Le colonisé qui se montre réticent devant l'hospitalisation ne le fait pas à partir de valeurs homogènes telles que la peur de la ville, la peur de l'éloignement, celle de ne plus être protégé par la maison familiale, la peur que l'entourage ne raconte qu'on a envoyé le malade mourir à l'hôpital, qu'on s'est débarrassé d'un fardeau. Le colonisé ne refuse pas seulement d'envoyer le malade à l'hôpital, mais de l'envoyer à l'hôpital des blancs, ou des étrangers, du conquérant en tout cas.

Il faut, patiemment mais lucidement, analyser chacune des réactions du colonisé et chaque fois que l'on ne comprend pas, il faut se dire qu'on est au cœur d'un drame, celui de la rencontre impossible dans toute situation coloniale. On a, pendant quelque temps, prétendu que la réticence de l'autochtone à se confier au médecin européen trouvait sa raison dans l'attachement [112] de l'indigène à ses techniques médicales traditionnelles ou dans sa fixation aux sorciers ou aux guérisseurs de son groupe. Il est évident qu'une telle réalité psychologique existe et qu'on en pouvait déceler la présence, il y a encore quelques années, non seulement dans les masses populaires des pays généralement avancés, mais aussi dans les milieux médicaux. Leriche, nous a raconté les hésitations ou les oppositions de certains médecins à adopter le thermomètre, habitués qu'ils étaient à apprécier la température par la prise du pouls. Les exemples dans ce domaine pourraient être indéfiniment multipliés. On ne saurait donc trouver aberrant, sur le plan du processus mental, que des individus, habitués à pratiquer certains gestes devant une maladie donnée, à adopter certaines conduites en présence de la maladie conçue comme désordre, refusent de les abandonner parce que d'autres gestes leur sont imposés, c'est-à-dire que la nouvelle technique s'installe en force et ne tolère la persistance d'aucun lambeau traditionnel.

Là encore, nous retrouvons les mêmes données :

> « Abandonner ce que j'ai l'habitude de faire quand ma femme tousse et autoriser le médecin européen à lui faire des piqûres ; se voir littéralement insulter et traiter de sauvage *(cela existe),* parce que, à mon fils qui se plaint de maux de tête depuis trois jours, j'ai pratiqué des scarifications sur le front ; donner raison à cet insulteur et donner tort aux scarifications qui me viennent de très, très loin, sur le plan strictement rationnel, est

> une conduite positive. Car, en toute rigueur, mon fils a une méningite et il faut vraiment le soigner comme on soigne une méningite. Mais la constellation coloniale est telle que ce qui devrait être brutalité fraternelle et tendre de celui qui ne veut que mon bien, est interprété comme une manifestation de la morgue et de la volonté d'humiliation du conquérant, »

Il n'est pas possible que la société colonisée et la [113] société colonisatrice puissent se trouver d'accord pour rendre hommage dans le même temps et dans le même lieu à une valeur unique. Si par impossible, la société colonisée exprime son accord sur un point quelconque avec la société colonisatrice, nul doute qu'on ne commence à parler de l'intégration réussie. Il faut maintenant entrer dans le labyrinthe infernal, parce que tragique, des relations générales de la société algérienne avec le problème de la lutte contre la maladie, conçue en tant que secteur de la présence française. On verra alors au cours de la lutte de Libération, se dessiner l'attitude nouvelle adoptée par le peuple algérien devant la technique médicale.

La consultation

Le colonisé qui va voir le médecin est toujours un peu rigide. Il répond par monosyllabes, est avare d'explications et assez rapidement provoque l'impatience du médecin. Cette attitude n'est pas à rapprocher de cette sorte de peur plus ou moins inhibitrice que ressent tout malade en présence du médecin. On connaît les expressions : tel médecin a un bon contact avec le malade, détend, met à l'aise. Mais précisément, dans la situation coloniale, les inventions individuelles, la liberté d'être soi-même, d'amorcer et de réussir un « contact », ne sont pas observables. La situation coloniale uniformise les rapports, car elle dichotomise la société coloniale de façon tranchée.

Assez rapidement, le médecin perd l'espoir d'obtenir un renseignement du colonisé et se rabat sur l'examen clinique, pensant que le corps sera plus bavard. Or, le corps du colonisé est également rigide.

Les muscles sont contracturés. Il n'y a pas de détente. C'est [114] l'homme total, c'est le colonisé qui affronte à la fois un technicien et un colonisateur [24]. Il faut, bien sûr, prêter l'oreille aux réflexions des médecins européens qui ont dirigé la consultation. Mais il faut également entendre celles des consultants à la sortie de l'hôpital. Alors que les *médecins* disent : « La douleur chez eux est protopathique, mal différenciée, diffuse comme chez l'animal, c'est plutôt un malaise général qu'une douleur localisée » ; les *malades* disent : « Ils m'ont demandé où j'avais mal, comme si c'était moi le médecin ; ils se croient puissants et ils ne sont même pas capables de savoir où j'ai mal, et, dès que vous entrez, ils vous demandent qu'est-ce que vous avez... »

Les médecins : « Ces gens sont des frustes. » Les malades : « Ils ne m'inspirent pas confiance. » Alors que les médecins affirment que le colonisé ne sait pas ce qu'il veut, rester malade ou guérir, l'autochtone répète : « On sait comment on entre chez eux, mais on ignore comment on en sortira, et si on va en sortir. » Assez rapidement, le médecin et même l'infirmier élaborent une règle d'action : avec ces gens, on ne pratique pas la médecine, mais l'art vétérinaire. (*Oui, cela se dit.)* [25] Mais enfin, à force de ténacité, le médecin se fait une idée approximative de la maladie en cause et prescrit un traitement, qui quelquefois ne sera pas suivi. Les sociologues proposent alors une explication et rangent toutes ces conduites sous la rubrique du fatalisme.

[115]

L'analyse de cette conduite ramenée constamment au cadre colonial nous permet, au contraire, d'arriver à d'autres conclusions.

Quand le colonisé échappe au médecin, et que l'intégrité de son corps est conservée, il s'estime largement vainqueur. La consultation pour le colonisé est toujours une épreuve. Quand l'avantage pris par le colonisateur ne se ramène qu'à des comprimés à avaler ou des potions à

---

[24] Cette observation particulière renvoie à l'attitude globale du colonisé qui n'a presque jamais de conduites de vérité avec le colonisateur. Le colonisé n'avoue pas, ne se confesse pas, ne se fait pas transparent en présence du colonisateur. Voir la communication au Congrès de 1955 des Psychiatres et Neurologistes de langue française, sur l'Algérien et l'aveu dans la pratique médico-légale.

[25] Il y a évidemment un certain nombre de médecins qui agissent normalement, humainement. Mais précisément on dira d'eux : « Ils ne sont pas comme les autres. »

ingurgiter, le colonisé ressent une impression de victoire sur l'ennemi. La fin de la consultation met un terme à la confrontation. Les médicaments, les conseils ne sont que les séquelles de cette épreuve. Quant au fatalisme ce refus apparent du père, par exemple, de devoir la vie de son fils à l'intervention du colonisateur, il faut l'étudier selon deux perspectives. Il y a d'abord le fait que le colonisé, pareil en cela aux hommes des pays sous-développés ou aux déshérités de toutes les régions du monde, perçoit la vie non comme épanouissement ou développement d'une fécondité essentielle, mais comme lutte permanente contre une mort atmosphérique. *Cette mort à bout touchant,* est matérialisée par la famine endémique, le chômage, la morbidité importante, le complexe d'infériorité et l'absence de portes sur l'avenir.

Tous ces amoindrissements actifs, toutes ces entamures dans l'existence du colonisé donnent à la vie une allure de mort incomplète. Les conduites de refus ou de rejet de l'intervention médicale ne sont pas refus de la vie, mais une passivité plus grande devant cette mort proche et contagieuse. Dans une autre perspective, cette absence de comportement éclairé souligne la méfiance du colonisé à l'égard du technicien colonisateur. Les paroles du technicien sont toujours comprises de façon péjorative. La vérité objectivement exprimée est constamment viciée par le mensonge de la situation coloniale.

[116]

La surveillance médicale, les soins, et le « double Pouvoir »

Mauvais consultant, le colonisé algérien va se révéler un piètre malade. Irrégularité dans la prise du médicament, erreur dans les doses ou dans les modes d'administration, incapacité d'apprécier l'importance de visites médicales périodiques, attitude paradoxale, frivole, à l'égard du régime alimentaire prescrit, telles sont les particularités les plus frappantes et les plus communes constatées par le médecin colonisateur. D'où l'impression dominante que le malade joue à cache-cache avec son médecin. Le médecin n'a pas de prise sur le malade. Il constate de façon persistante, malgré les promesses et les serments,

l'existence d'une attitude de fuite, de désengagement. Tous les efforts faits par le médecin, par son équipe d'infirmiers pour modifier cet état de choses, se heurteront non pas à une opposition cohérente, mais à un « évanouissement » du malade.

Et d'abord, le consultant ne revient pas. Il lui a été cependant bien expliqué que sa maladie, pour être guérie, exigeait qu'il soit examiné plusieurs fois à des intervalles donnés. Tout cela est écrit sur l'ordonnance, il se l'est fait expliquer, réexpliquer et a pris rendez-vous ferme avec le médecin pour telle date. Mais c'est en vain que le médecin l'attend. Le malade ne viendra pas. Quand il revient, on constate avec un certain effroi que la maladie a terriblement évolué. Effectivement, le malade revient cinq ou six mois ou quelquefois un an plus tard. Chose plus grave, le médicament n'a pas été pris. Un entretien avec le malade révèle que le médicament n'a été pris qu'une fois ou, éventualité toujours possible, que la dose prévue pour un mois a été absorbée en une seule séance. Il vaut la peine peut-être [117] de s'arrêter sur cette particularité, car les explications qui en ont été données ne nous paraissent pas satisfaisantes.

La thèse sociologique veut que l'« indigène » espère fermement être guéri une fois pour toutes. Pour l'indigène, en effet, la maladie n'évoluerait pas progressivement, mais frapperait brutalement et d'un seul coup l'individu, de sorte que la puissance d'un remède serait moins facteur de sa répétition, suivie, rythmée et progressive, que de son caractère massif, de son action d'emblée totale ; d'où la préférence des « indigènes » pour la piqûre. Il y aurait donc toujours, selon cette thèse, nécessité pour le guérisseur de guérir dans l'instant. Pèlerinages dans un sanctuaire, confection d'amulettes ou rédaction d'un écrit, ces thérapeutiques se donnent d'emblée avec leur maximum d'efficacité. De même que négliger un devoir rituel ou transgresser tel interdit déclenche la maladie, de même accomplir certaines actions ou suivre les prescriptions du marabout, du sorcier, sont susceptibles d'expulser la maladie et de rétablir l'équilibre entre les différentes forces qui interviennent dans la vie du groupe.

Il est certain que cette explication contient une part de vérité, mais il nous semble que l'interprétation d'un fait nouveau, né de la situation coloniale, à partir de conduites existant avant la conquête étrangère, et selon une perspective analogique, même si ce fait entretient des liens d'étroite parenté avec des schèmes traditionnels est,

par certains côtés, fausse. La domination coloniale, avons-nous vu, déclenche et entretient un ensemble de comportements crispés et de refus de la part du colonisé. Il y a chez le colonisé un effort considérable à se tenir à l'écart du monde colonial, à ne pas donner prise à l'action du conquérant. Dans la vie courante cependant, colonisés et colonisateurs ne cessent d'établir des liens de dépendance économique, technique ou administrative. De toute évidence, le [118] colonialisme bouleverse toutes les données de la société autochtone. C'est que le groupe dominant arrive avec ses valeurs et les impose avec une telle violence qu'elle accule à la défensive, voire à la clandestinité, la vie même du colonisé. Dans ces conditions, la domination coloniale dénature jusqu'aux relations qu'entretient le colonisé avec sa propre culture. Dans un grand nombre de cas, la pratique de la tradition est une pratique troublée, le colonisé ne pouvant rejeter complètement les découvertes modernes et l'arsenal de lutte contre les maladies que représentent les hôpitaux, les ambulances, les infirmières... Mais le colonisé qui accepte l'intervention de la technique médicale, s'il ne va pas à l'hôpital sera l'objet de pressions importantes de la part de son groupe. Les méthodes traditionnelles de traitement sont appliquées en surimpression à la technique médicale moderne. « Deux remèdes valent mieux qu'un. » Il faut très souvent se souvenir que le colonisé qui accepte la pénicilline ou la digitaline tient à suivre simultanément le traitement prescrit par le guérisseur de son village ou de son quartier.

Confusément, le colonisé sent bien que la pénicilline est plus efficace, mais pour des raisons politiques, psychologiques, sociales (le guérisseur remplit une fonction et a donc besoin de vivre), il est obligé de faire également sa part à la médecine traditionnelle. Psychologiquement, le colonisé peut difficilement, même dans ce secteur précis, rejeter les habitudes de son groupe, les réactions de sa culture en face de la maladie. Absorber le médicament, ne serait-ce qu'une seule fois, c'est admettre, limitativement peut-être, mais en tout cas sans équivoque, la démarche occidentale, C'est marquer sa confiance dans la science médicale de l'étranger. Absorber toute la dose d'un seul coup, c'est littéralement être quitte avec cette science.

L'adoption d'une conduite se développant dans le temps, respectueuse de façon quasi obsessionnelle, de la prescription du colonisateur est une démarche qui se [119] révèle difficile dans beaucoup de cas. L'autre pouvoir intervient en effet parallèlement et rompt le cer-

cle unifiant de la thérapeutique occidentale. Chaque comprimé absorbé ou chaque injection pratiquée sollicitent l'application d'une préparation ou la visite à un saint. Quelquefois apparaît chez le malade la crainte d'être le lieu de rencontre de forces différentes et opposées. Cette crainte donne naissance à des tensions importantes et tout le tableau de la maladie se trouve modifié. Encore une fois, le monde colonial se révèle complexe et étagé de façon extrêmement diverse. Il y a toujours opposition de mondes exclusifs, interaction contradictoire de techniques différentes. confrontation véhémente de valeurs.

Le colonisé et le médecin autochtone

La situation coloniale ne se contente pas de vicier les relations du médecin et du malade. Nous avons montré que le médecin apparaît toujours comme un maillon du réseau colonialiste, comme porte-parole de la puissance occupante. Nous allons voir que cette ambiguïté du malade devant la technique médicale se retrouve alors même que le médecin appartient au peuple dominé. Il existe une ambivalence manifeste du groupe colonisé à l'égard de tout membre qui acquiert une technique ou les manières du conquérant. Pour le groupe, en effet, le technicien indigène est comme la preuve vivante que n'importe lequel de ses membres est capable d'être ingénieur, avocat ou médecin. Mais c'est en même temps, en arrière-plan, la constatation d'un écart subit entre le groupe homogène et crispé sur lui-même, et cette échappée hors des catégories psychologiques ou émotionnelles spécifiques du [120] peuple. Le médecin autochtone est un médecin européanisé, occidentalisé et dans certaines circonstances, il est considéré comme ne faisant plus partie de la société dominée. Il est tacitement rejeté dans le camp des oppresseurs, dans le camp adverse. Ce n'est pas un hasard si dans certaines colonies, voulant caractériser l'évolué, est utilisée l'expression : « Il a pris des habitudes de maître. »

Pour une grande partie des colonisés, le médecin autochtone est assimilé au policier autochtone, au caïd, au notable. Le colonisé s'enorgueillit de la réussite de sa *race* et en même temps catégorise péjorativement ce technicien. Le comportement du médecin autochto-

ne à l'égard de la médecine traditionnelle de son pays, se caractérise pendant longtemps par une agressivité importante.

Le médecin autochtone se sent psychologiquement obligé d'indiquer fermement sa nouvelle appartenance à un univers rationnel. D'où l'allure heurtée avec laquelle il se départage des pratiques magiques de son peuple. Ambivalence du colonisé vis-à-vis du médecin autochtone ; ambivalence du médecin autochtone à l'égard de certains traits de sa culture, la rencontre médecin-malade se révélera difficile. C'est d'abord le colonisé malade qui va donner le ton. Dès lors en effet qu'est reconnue la supériorité de la technique occidentale sur les méthodes traditionnelles de traitement, on estime préférable de s'adresser aux colonisateurs qui sont en réalité « les vrais possesseurs de la technique ». Sur le plan de la clientèle, il est fréquent par exemple, de voir des médecins européens recevoir à la fois des malades algériens ou européens, alors que les médecins algériens reçoivent généralement les seuls Algériens. Évidemment, quelques exceptions pourraient être mentionnées ; mais dans l'ensemble, cette description est valable pour l'Algérie. Le médecin autochtone, par le jeu complexe des lois psychologiques qui régissent la société coloniale, se trouve fréquemment [121] en porte-à-faux. C'est pratiquement le drame des intellectuels colonisés, avant la lutte de Libération, qui est évoqué ici.

Nous verrons bientôt quelles importantes modifications sont introduites en Algérie par la guerre nationale de Libération.

Le médecin européen pendant la lutte de Libération

En règle générale, le médecin colonisateur adopte l'attitude de son groupe en face de la lutte du peuple algérien. Derrière « le médecin qui panse les plaies de l'humanité », apparaît l'homme, membre d'une société dominante et bénéficiant en Algérie d'un niveau de vie incomparablement plus élevé que celui de son homologue métropolitain [26].

---

[26] La pratique médicale prend très souvent aux Colonies un aspect de piraterie systématisée. Injections d'eau bi-distillée, facturée pénicilline ou vitamine B_{12}, ra-

[122]

De plus, dans les centres de colonisation, le médecin est presque toujours en même temps propriétaire terrien. Il est exceptionnel de voir en Algérie, colonie type de peuplement, un médecin qui ne s'attache pas à l'exploitation agricole, au travail du sol. Soit que la terre lui vienne de sa famille, soit qu'il en ait fait personnellement l'acquisition, le médecin est un colon. La population européenne en Algérie n'a pas encore donné naissance, de façon tranchée, aux différents secteurs de la vie économique. La société coloniale est une société mobile, mal structurée, et l'émigré, même technicien, assume toujours un certain degré de polyvalence. Il y a un industrieux, un défricheur, un aventurier qui sommeillent chez tout Européen aux colonies. Il n'y a pas jusqu'au fonctionnaire muté pour deux ans dans un territoire colonial, qui ne se sente par certains endroits, psychologiquement modifié.

L'individu européen en Algérie ne prend pas sa place dans une société structurée et relativement stable. La société coloniale est en perpétuel mouvement. Chaque colon invente une nouvelle société, met en place ou esquisse de nouvelles structures. Les différences entre artisans, fonctionnaires, ouvriers et professions libérales sont mal définies. Chaque médecin a ses vignes et l'avocat s'occupe de ses rizières avec autant d'acharnement que n'importe quel colon. Le médecin ne se définit pas socialement, par le seul exercice de sa profession. Il est également propriétaire de moulins, de caves, d'orangeries et sa médecine est coquettement présentée par lui comme un simple appoint. Ne dépendant pas exclusivement de sa clientèle, puisant des revenus quelquefois énormes, dans ses propriétés, le médecin a une certaine

---

dioscopies pulmonaires, séances de radiothérapie « visant à stabiliser un cancer », alors que le médecin ne possède aucune installation radiologique. Il suffit au médecin, dans ce dernier cas, de placer le malade derrière un drap et au bout de 15 à 20 minutes, de déclarer la séance terminée. Il arrive même que les médecins des agglomérations rurales se vantent (plusieurs exemples sont connus en Algérie) de pratiquer des radioscopies à l'aide d'un aspirateur. Signalons le cas d'un médecin européen exerçant à Rabelais (région d'Orléansville) qui explique comment il lui arrive, les jours de marché, de faire plus de 30.000 francs par matinée. « Je mets trois seringues d'inégale grosseur remplies de sérum salé et je dis au malade : « Quelle piqûre veux-tu, celle à 500, à 1.000 ou à 1.500. » Presque toujours, ajoute ce médecin, le malade choisit la piqûre la plus chère.

conception de la morale professionnelle et de la pratique médicale. La morgue colonialiste, le mépris du client, la brutalité haineuse avec le malade indigent, l'absence de conscience sont plus ou moins contenus dans la formule : « Je n'attends pas après les clients pour vivre. » Le médecin de Besançon, de Liège ou de Bâle a échappé [123] à la terre et se cantonne dans le secteur économique défini par sa technique.

En contact avec une humanité constamment blessée, celle des malades ou des infirmes, le médecin se situe sur un plan de valeurs. D'où son appartenance habituelle aux partis démocratiques et ses idées anticolonialistes. Aux colonies, le médecin fait corps avec la colonisation, avec la domination, avec l'exploitation. En Algérie, il ne faut donc pas s'étonner que des médecins et des professeurs de Faculté soient à la tête des mouvements colonialistes.

Le médecin algérien est intéressé, économiquement, au maintien de l'oppression coloniale. Il ne s'agit pas de valeurs ou de principes, mais du niveau de vie incomparablement élevé que lui procure la situation coloniale. C'est ce qui explique que très souvent il se transforme en chef de milices ou en organisateur de raids « contre-terroristes ». Aux colonies, même chez l'intellectuel, il y a en temps normal, c'est-à-dire hors de la guerre de Libération, du cow-boy et du défricheur. En période de crise, le cow-boy tire son revolver et ses instruments de torture.

Dans cette guerre épouvantable qui ensanglante l'Algérie, il faut faire un effort pour comprendre certains faits, objectivement pénibles dans une situation normale. On ne s'est jamais bien expliqué dans le monde, l'assassinat de certains médecins en Algérie. Dans les guerres les plus cruelles, la tradition veut que le corps médical soit laissé à l'écart. Par exemple, en 1944, libérant un village dans la région de Belfort, il nous est arrivé de laisser une garde à la porte d'une école où des chirurgiens allemands opéraient des blessés. Les hommes politiques algériens n'ignorent pas l'existence des lois de la guerre. Ils savent la complexité du problème et la situation dramatique de la population européenne. Comment s'expliquer dans ces cas, les décisions prises d'attenter à la vie d'un médecin ?

C'est presque toujours parce que le médecin lui [124] même, par son comportement, a décidé de s'exclure du cercle protecteur que tissaient autour de lui les principes et les valeurs de la profession médi-

cale. Le médecin qui est tué en Algérie, isolément, est toujours un criminel de guerre. Il y a dans une situation coloniale des réalités particulières. Dans une région donnée, le médecin se révèle quelquefois comme le plus sanguinaire et le plus implacable des colonisateurs. Sa qualité de médecin n'est plus perçue. De même qu'il fut médecin en plus de ses propriétés, de même il sera le tortionnaire accidentellement médecin. L'autorité dominante a d'ailleurs organisé le comportement global du médecin à l'égard de la lutte libératrice. C'est ainsi que tout médecin assistant un Algérien dont la blessure paraît suspecte, doit, sous peine de poursuites, prendre le nom de ce malade, son adresse, le nom de ceux qui l'accompagnent, leur adresse et communiquer le dossier aux autorités [27].

Quant aux pharmaciens, l'ordre va leur être donné de ne plus délivrer sans prescription médicale, les médicaments tels que la pénicilline, la streptomycine, [125] les antibiotiques en général, l'alcool, le coton hydrophile, le sérum anti-tétanique. De plus, il leur est fortement conseillé de relever l'identité de l'acheteur et l'adresse du malade.

Dès qu'elles furent connues du peuple, ces mesures le confirmèrent dans sa certitude d'une entente parfaite des colonisateurs pour le combattre. Convaincues de l'observance de cette décision par les médecins et les pharmaciens européens, les autorités françaises postent aux alentours des pharmacies tenues par des Algériens, des policiers en civil ou des indicateurs. L'approvisionnement en médicaments dans certaines zones devient un problèmes difficile et douloureux. L'alcool, les sulfamides, les seringues sont refusés. En 1955, le Commandement

---

[27] Le Conseil de l'Ordre des médecins en France adopta en face de ces mesures une position très ferme conforme à la grande tradition française.

C'est ainsi que son Président, le Professeur Piedelièvre, dans une lettre officielle adressée aux Conseils de l'Ordre des médecins d'Alger, de Constantine et d'Oran, écrivait : « Je me permets de vous rappeler qu'en aucun cas et sous aucun prétexte le secret professionnel ne peut être violé ! Je vous indique également que les médecins doivent soigner avec la même conscience toutes personnes, qu'elles que soient leur religion ou leur race, qu'il s'agisse d'amis ou d'ennemis. Je vous signale en dernier lieu que le Code de Déontologie, dans son article trois l'a bien précisé : **« Le médecin doit soigner avec la même conscience tous ses malades quels que soient leur condition, leur nationalité, leur religion, leur réputation et les sentiments qu'ils lui inspirent. »** Ajoutons aussi que beaucoup de médecins européens refusèrent d'appliquer les décisions adoptées par les autorités françaises en Algérie.

militaire français, dans ses calculs des pertes algériennes, inclut presque toujours un certain nombre de blessés hypothétiques, qui, « faute de soins sont considérés comme morts ».

Le médecin colonisateur, cependant, va, par certaines attitudes, renforcer son appartenance à la société dominatrice. Lorsque commence l'instruction judiciaire d'Algériens non décédés au cours des interrogatoires policiers, il arrive à la défense de demander un examen médico-légal. Satisfaction est quelquefois donnée aux avocats. Le médecin européen désigné, conclut toujours que rien, dans l'examen, ne peut laisser supposer que l'inculpé ait été torturé. Quelques rares fois, au début de 1955, des Algériens sont commis comme experts. Mais rapidement, des instructions précises viennent prohiber la chose. De même, les médecins européens à qui il arrive de constater « l'existence d'éléments pouvant faire soulever l'hypothèse de blessures dues probablement aux manœuvres évoquées par l'inculpé », déclenchent immédiatement une contre-expertise. Évidemment, il n'est jamais plus fait appel à ces médecins. Il arrive également au médecin européen en Algérie, de délivrer à l'autorité judiciaire un certificat de mort naturelle pour un Algérien décédé [126] sous la torture, ou plus simplement, froidement exécuté. De même, il est constant que la défense ayant demandé une autopsie l'obtienne, mais que les résultats soient négatifs.

Sur le plan strictement technique, le médecin européen collabore activement avec les forces coloniales dans ce qu'elles ont de plus épouvantable et de plus dégradant. Nous voudrions citer ici quelques-unes des pratiques exercées en Algérie par le corps médical européen et qui éclairent certains « assassinats » de médecins.

D'abord, le « sérum de vérité ». On en connaît le principe : une substance chimique aux propriétés hypnotiques est injectée dans une veine, ce qui provoque, quand l'opération se fait lentement, une certaine perte de contrôle, une opacification de la conscience. Moyen thérapeutique utilisé en médecine, c'est évidemment une méthode très dangereuse et qui peut être à l'origine de gros délabrements de la personnalité. D'ailleurs, de nombreux psychiatres, estimant les dangers supérieurs aux éventuelles améliorations, ont, depuis longtemps, abandonné cette technique d'examen des sphères de l'inconscient.

Toutes les Académies de Médecine de tous les pays du monde, ont formellement condamné l'usage de cette pratique à des fins judiciaires et le médecin qui déroge à ces prescriptions solennelles, se met évidemment en dehors des principes fondamentaux de la médecine. Le médecin qui fait la guerre aux côtés de son peuple, en tant que médecin, doit respecter la charte internationale de sa profession. Un médecin criminel, dans tous les pays du monde est condamné à mort. L'exemple des médecins des camps nazis d'expérimentation humaine est particulièrement édifiant.

Les médecins européens d'Algérie utilisent le « sérum de vérité », avec une fréquence hallucinante. [127] Rappelons ici l'expérience de Henri Alleg, rapportée dans *La Question* [28].

Il nous est arrivé de soigner des hommes et des femmes, qui, des jours durant, avaient été soumis à cette torture. Nous étudierons ailleurs les conséquences graves de ces pratiques, mais déjà nous pouvons signaler que la séquelle la plus importante nous a paru être une certaine indistinction du vrai et du faux, et une peur quasi obsessionnelle de dire ce qui doit être caché. Il faut, en effet, toujours se souvenir qu'il n'existe pas à vrai dire un Algérien qui ne soit au courant d'un secret au moins de la Révolution. Des mois après cette torture, l'ancien prisonnier hésite à dire son nom, sa ville d'origine... Toute question est d'abord vécue comme une réédition de la relation tortionnaire-torturé.

D'autres médecins, attachés aux différents centres de tortures, interviennent après chaque séance pour remettre en état le torturé et rendre possible de nouvelles séances. Dans cette conjoncture en effet, l'important est que le prisonnier ne fausse pas compagnie à l'équipe chargée de l'interrogatoire, donc reste en vie. Les tonicardiaques, les vitamines à dose massive, avant, pendant, et après les séances, tout est mis en œuvre pour maintenir l'Algérien entre la vie et la mort. Dix fois le médecin intervient, dix fois il confie de nouveau le prisonnier à la meute de tortionnaires.

Au sein du corps médical européen en Algérie, et surtout dans le corps de santé militaire, de telles choses sont courantes. La morale professionnelle, l'éthique médicale, le respect de soi-même et d'autrui, ont cédé la place aux conduites les plus élémentaires, les plus dégra-

---

28 H. Alleg, *La Question*, Ed. de Minuit, 1958, p. 74 et suivantes.

dantes, les plus perverses. Enfin, il faut [128] signaler l'habitude prise par certains psychiatres, de voler au secours des policiers. C'est ainsi que des psychiatres d'Alger, connus de nombreux prisonniers, ont pratiqué des électro-chocs à des inculpés et les ont interrogés à la phase de réveil caractérisée ici aussi par une certaine confusion, un relâchement des résistances, une disparition des défenses de la personne. Lorsque par hasard ces hommes sont libérés parce que, malgré cette barbarie, le médecin n'a obtenu aucun renseignement, c'est une personnalité en lambeaux qui nous est confiée. Le travail de reconstruction de l'homme est alors extrêmement difficile et c'est là un des nombreux crimes dont se sera rendu coupable le colonialisme français en Algérie [29].

Le peuple algérien, la technique médicale et la guerre de libération

À maintes reprises, nous avons eu l'occasion de signaler dans des secteurs divers l'apparition de conduites radicalement nouvelles dans la vie privée et publique de l'Algérien. La secousse qui a brisé les chaînes du colonialisme a rééquilibré des attitudes [129] exclusives, réduit des positions extrêmes, rendu inactuelles des thèses quelquefois heurtées. La science médicale, le souci de sa santé ont toujours été proposés ou imposés au peuple par la puissance occupante. Or, dans la situation coloniale, les conditions matérielles et psychologiques pour un apprentissage de l'hygiène ou pour l'assimilation de notions épidémiologiques ne peuvent pas être réalisées. Dans la situation coloniale, aller voir le médecin, l'administrateur, le brigadier de gendarmerie ou le maire sont des conduites identiques. Le désintérêt pour la société co-

[29] Nous avons vu des médecins militaires, appelés au chevet d'un soldat algérien blessé au combat, refuser d'intervenir. Le prétexte officiel était qu'il n'y avait plus une chance de sauver le blessé. Or, le médecin va reconnaître, après le décès du blessé, que cette solution lui a paru préférable à un séjour en prison où il aurait fallu le nourrir en prévision d'une exécution capitale. Les Algériens de la région de Blida connaissent ce directeur d'hôpital qui labourait de coups de pied la poitrine ensanglantée des blessés de guerre, couchés dans le couloir de son établissement.

loniale et la méfiance pour ses représentants d'autorité, s'accompagnant toujours d'un désintérêt et d'une méfiance presque mécaniques pour les choses les plus positives et les plus profitables à la population.

Nous avons signalé que dès les premiers mois de la lutte, les autorités françaises décident de mettre l'embargo sur les antibiotiques, l'éther, l'alcool, le vaccin antitétanique... L'Algérien qui désire se procurer l'un quelconque de ces médicaments doit fournir au pharmacien les renseignements détaillés sur son état-civil et sur celui du malade. Au moment où le peuple algérien décide de ne plus attendre qu'on le soigne, le colonialisme prohibe la vente des médicaments et des instruments chirurgicaux. Au moment où l'Algérien veut vivre et se soigner, la puissance occupante le condamne à une horrible agonie. De nombreuses familles assistent impuissantes et le cœur plein de rancœur, à la mort atroce par tétanos, de *moudjahidines* blessés, réfugiés dans leurs maisons. Dès les premiers mois de la Révolution, les directives du Front de Libération nationale sont claires : toute blessure, aussi bénigne soit-elle, doit entraîner automatiquement l'injection de vaccin antitétanique. Cela le peuple le sait. Et lorsque la plaie, vilaine à regarder, a été débarrassée de la terre ramassée au cours du repli, l'entourage, soudain, a peur du tétanos. Or, les pharmaciens ont été catégoriques : la vente du vaccin antitétanique est interdite. Des dizaines et [130] des dizaines d'Algériens peuvent aujourd'hui nous décrire la mort lente, effroyable, d'un blessé, progressivement paralysé, puis tordu, puis de nouveau paralysé par la toxine tétanique. Personne ne reste jusqu'à la fin dans la chambre, disent-ils en conclusion.

Pourtant l'Algérien, en confiant quelquefois ses achats à un Européen, le voit sans difficultés revenir avec les médicaments attendus. Cet Algérien avait auparavant supplié tous les pharmaciens de la localité, et il avait finalement abandonné, ayant senti le regard dur et inquisiteur du dernier pharmacien. L'Européen revient, les mains remplies de médicaments, détendu, innocent. Ces expériences n'ont pas facilité à l'Algérien des jugements nuancés sur la minorité européenne. La science dépolitisée, la science mise au service de l'homme est souvent un non-sens aux colonies. Pour cet Algérien qui, pendant des heures a mendié sans succès, l'argent à la main, cent grammes de coton stérile, le monde colonialiste constitue un bloc monolithique. L'alcool étant éga-

lement prohibé, les plaies seront pansées à l'eau tiède, et, faute d'éther, des amputations seront pratiquées sans anesthésie.

Or, toutes ces choses introuvables, retenues par l'adversaire, retirées de la circulation, vont revêtir une valeur nouvelle. Ces médicaments utilisés presque mécaniquement avant la lutte de Libération, se transforment en armes. Et les cellules urbaines chargées de l'approvisionnement en médicaments sont aussi importantes que celles dont la mission est d'obtenir des renseignements sur les projets ou sur les mouvements de l'adversaire. De même que le commerçant algérien découvre des moyens d'approvisionner le peuple en postes de T.S.F., de même le pharmacien algérien, l'infirmier algérien, le médecin algérien, multiplient leurs efforts pour que les antibiotiques et les agrafes soient toujours à portée du blessé.

[131]

De la Tunisie et du Maroc enfin, vont affluer pendant les mois cruciaux de 1956 et de 1957, des stocks de médicaments qui sauveront un nombre incalculable de vies humaines.

Le développement de la guerre en Algérie, l'implantation des unités de l'Armée de Libération nationale sur l'ensemble du territoire, posent de façon dramatique le problème de la santé publique. La multiplication de zones dangereuses pour l'adversaire l'amène à interrompre des activités régulières, telles que le passage du médecin dans les douars. Du jour au lendemain, le peuple est livré à lui-même et le Front de Libération nationale est amené à prendre des mesures capitales. Il se voit obligé de mettre en place un système sanitaire capable de se substituer à la visite périodique du médecin de colonisation. C'est ainsi que le responsable à la santé de la cellule locale devient un membre important du dispositif révolutionnaire. Les problèmes d'ailleurs deviennent de plus en plus complexes. Les bombardements et les ratissages des civils s'ajoutent maintenant aux maladies naturelles. On n'ignore pas, en effet, que pour un soldat algérien atteint, dix civils sont tués ou blessés. Les témoignages de soldats français dans ce domaine sont fort nombreux. Dès lors, les médicaments et les techniciens deviennent indispensables. C'est au cours de cette période que l'ordre est donné aux étudiants en médecine, aux infirmiers et aux médecins de rejoindre les combattants. Des réunions sont organisées entre responsables politiques et techniciens de la santé. Au bout de peu de temps viendront

s'adjoindre dans chaque cellule des délégués de la population affectés aux problèmes de la Santé publique. Toutes les questions sont abordées dans un esprit révolutionnaire remarquable.

Il n'y a pas de paternalisme, il n'y a pas de timidité. Il y a, au contraire, effort concerté d'énergies tendues vers la réalisation du plan sanitaire élaboré. Le technicien [132] de la Santé ne procède pas à des « travaux psychologiques d'approche pour convaincre le peuple sous-développé ». Il est question, sous la direction de l'autorité nationale, de veiller à la santé du peuple, de protéger la vie de nos femmes, de nos enfants, de nos combattants.

Il faut s'appesantir sur la réalité nouvelle que constitue en Algérie, depuis 1954, le surgissement d'un pouvoir national. Cette autorité nationale prend en charge la santé du peuple et le peuple abandonne sa vieille passivité. Le peuple, concerné par cette lutte contre la mort, apportera dans le respect des directives une conscience et un enthousiasme exceptionnels.

Le médecin algérien, le médecin autochtone qui, nous l'avons vu, est perçu avant le combat national comme un ambassadeur de l'occupant, réintègre le groupe. Couchant sur la terre avec les hommes et les femmes des mechtas, vivant le drame du peuple, le médecin algérien devient un morceau de la chair algérienne. Il n'y a plus cette réticence, constante dans la période d'oppression incontestée. Ce n'est plus « le » médecin, mais « notre » médecin, « notre » technicien.

Le peuple revendique et assure désormais une technique dépouillée de ses caractères étrangers. La guerre de Libération introduit la technique médicale et le technicien autochtone dans la vie quotidienne de régions innombrables d'Algérie. Des populations habituées aux visites mensuelles ou bi-annuelles de médecins européens voient s'installer définitivement au milieu de leurs villages des médecins algériens. Il y a présence simultanée de la Révolution et de la médecine.

On comprend que de tels faits puissent constituer le substrat d'une incomparable effervescence et le point de départ d'attitudes novatrices. Les problèmes de l'hygiène et de la prophylaxie sont [133] abordés dans une atmosphère créatrice remarquable. Les latrines que les plans d'Hygiène élaborés par l'administration coloniale s'étaient révélés incapables de faire admettre dans les mechtas, se multiplient. Les notions sur la transmission des parasitoses intestinales sont immédiate-

ment assimilées par le peuple. La chasse aux eaux stagnantes est entreprise et la lutte contre les ophtalmies néo-natales obtient des résultats spectaculaires. Ce ne sont plus les mères qui négligent leurs enfants, mais l'auréomycine qui arrive à manquer. Le peuple veut guérir, veut se soigner et désire comprendre les explications des frères médecins ou infirmiers [30]. Des écoles d'infirmiers et d'infirmières sont ouvertes et l'illettré, en quelques jours, arrive à pratiquer les injections intra-veineuses.

Pareillement, les vieilles superstitions commencent à s'écrouler. La sorcellerie, le maraboutisme (déjà fortement ébranlé par l'action des intellectuels), la croyance dans le *djinn,* toutes ces choses qui semblaient faire partie de la physiologie même de [134] l'Algérien, sont bousculées par l'action et la pratique révolutionnaires [31]. Il n'est pas jusqu'aux consignes pourtant difficilement acceptables par des groupes humains fortement technicisés, qui ne soient alors assimilées par l'Algérien. Nous signalerons deux exemples significatifs.

Et d'abord, l'interdiction de donner à boire à un blessé de l'abdomen. La consigne est formelle. Des conférences ont été faites au peuple. Pas un jeune garçon, pas une jeune fille à ignorer cette loi :

---

[30] On va pareillement noter un changement d'attitude de l'Algérien à l'égard des centres hospitaliers de l'occupant. Il arrive en effet que la nécessité d'un médicament précis ou d'une intervention chirurgicale, impossible à réaliser au maquis, décident le médecin à conseiller au civil l'évacuation sur un hôpital dirigé par les Français. Les hésitations et les refus d'avant la Révolution, disparaissent et la population suit les directives du médecin algérien au maquis. Cette nouvelle conduite est très nette en 1956-1957. J'ai eu l'occasion de visiter à cette période un grand nombre d'hôpitaux. Les médecins européens me faisaient alors part de leur étonnement. Depuis la guerre, constataient-ils, « les musulmans, par rapport aux années précédentes, se font soigner à l'hôpital dans la proportion de un à cinq. On se demande ce qui se passe ». Il faut ajouter aussi qu'à ce moment, compte tenu des difficultés d'approvisionnement en produits pharmaceutiques, il y avait pour la direction un intérêt stratégique à faire soigner les civils par les Français et à garder les médicaments à l'intention des militaires qui, eux, ne pouvaient être évacués.

[31] Le « djinn » (pluriel « Djnoun ») est un esprit. Il hante les maisons, les champs... La croyance populaire lui accordait une part importante dans tous les phénomènes de la vie : naissance, circoncision, mariage, maladie, mort. Dans le cas précis de la maladie, toute affection médicale, était interprétée comme l'action d'un mauvais djinn.

jamais d'eau à un soldat blessé au ventre. Après un accrochage dans l'attente du médecin, le peuple rassemblé autour du blessé, écoute sans faiblir les suppliques du combattant. Des heures durant, les femmes obstinément refusent au blessé la gorgée d'eau réclamée. Et le propre fils du *moudjahid* n'hésitera pas à dire à son père : « Voici ton fusil, tue-moi, mais je ne te donnerai pas l'eau que tu réclames. » A l'arrivée du médecin, l'intervention sera pratiquée et le *moudjahid* aura mis de son côté le maximum de chances.

Le deuxième exemple concerne la diète stricte observée au cours d'une infection typhique. A l'hôpital, le respect de cette consigne est obtenu par l'interdiction des visites familiales. Chaque fois en effet, qu'un membre de la famille est admis auprès du malade, il se laisse ébranler par la « faim » du typhique et s'arrange pour lui laisser des gâteaux ou du poulet. Le résultat est que très souvent survient une perforation intestinale.

Dans la situation coloniale, ces choses prennent un aspect particulier, car le colonisé interprète cette [135] consigne médicale comme une nouvelle forme de torture, de famine, un type inédit des méthodes inhumaines de l'occupant. Si le typhique est un enfant, on comprend les sentiments qui peuvent assaillir l'esprit de la mère. Or, en plein *djebel,* l'infirmier ou le médecin algériens obtiennent de la famille du malade un comportement hautement adapté. Précautions d'hygiène, prise régulière des médicaments, interdiction des visites, isolément, enfin diète pendant plusieurs jours. La mère algérienne, qui, de sa vie n'avait vu de médecin, suit à la lettre les instructions du technicien.

Les spécialistes de l'éducation sanitaire de base doivent réfléchir attentivement sur les situations nouvelles qui éclosent au cours d'une lutte de Libération nationale d'un peuple sous-développé. Dès lors que le corps de la Nation se remet à vivre de façon cohérente et dynamique, tout devient possible. La connaissance de la « psychologie de l'indigène », ou de la « personnalité de base » manifeste sa vanité. Le peuple qui prend son destin en mains, assimile à une cadence presque insolite les formes les plus modernes de la technique.

[136]

Sociologie d'une révolution
(L'an V de la révolution algérienne)

Chapitre 5

La minorité européenne d'Algérie

Retour à la table des matières

Nous avons, à plusieurs reprises dans les pages précédentes, éclairé certains aspects de la société européenne d'Algérie. On a signalé le comportement souvent odieux de certains Européens. On eût aimé bien sûr trouver chez les médecins et les intellectuels européens d'Algérie le souci de diminuer la tension, de faciliter les contacts, de dédramatiser le conflit. On sait au contraire que ce sont les intellectuels européens qui ont pris la relève des colons. Les Sérigny, les Borgeaud, les Laquière ont disparu ou évoluent en arrière-plan. Il ne faut d'ailleurs pas s'imaginer qu'ils agissent par personnes interposées. Cette période est close aujourd'hui. Les Lagaillarde et les Regard ne sont pas des hommes de paille. Ils ont pris la direction des forces colonialistes, noué directement des contacts avec l'armée et les partis français de droite, et n'écartent pas l'éventualité d'une brutale cassure. Les clas-

siques de la colonisation sont depuis longtemps dépassés. Habitués à l'action parlementaire, aux pressions politiques et aux manœuvres de couloir, ces hommes manifestent depuis trois mois une nette [137] hésitation. C'est que les nouveaux ténors de la colonisation voient l'avenir sous forme apocalyptique. Certains intellectuels européens d'Algérie, parce que liés au pouvoir colonial, ont contribué bien souvent à donner à la guerre d'Algérie son caractère hallucinant. Nous avons vu des médecins affectés à temps plein auprès d'officines de la police judiciaire et nous savons que des philosophes et des prêtres, dans les centres de regroupement ou d'internement, assument la mission de laver les cerveaux, de pénétrer les âmes, de rendre l'homme algérien méconnaissable.

Or nous allons voir que la minorité européenne d'Algérie est loin d'être le bloc monolithique qu'on imagine. Le directeur du journal *l'Echo d'Oran,* M. Laffont, en déclarant dernièrement qu'Alger ne représente pas l'Algérie, manifeste précisément le désir qu'éprouvent certains Européens de prendre des distances à l'égard de l'Etat-Major colonialiste d'Alger. A l'extrême, d'ailleurs, il faudrait dire que la rue Michelet, la rue d'Isly et quelques cafés de Babel-Oued ne représentent pas l'Algérie.

En avril 1953, au Comité directeur du M.T.L.D. [32], la décision est prise d'entrer en contact avec le peuplement européen et de provoquer des échanges de vues avec les principaux groupes et intérêts constitutifs de la minorité européenne. L'U.D.M.A. [33] également, dans ses textes doctrinaux, rappelle constamment à ses militants la nécessité stratégique et politique de ne pas rejeter tous les Européens du côté colonialiste. Signalons d'ailleurs que plusieurs Européens sont à cette époque membre de l'U.D.M.A.

De telles positions devaient rapidement être [138] payantes. Dans les villes, les rencontres entre Algériens musulmans et Algériens européens se multiplient. Ces rencontres n'ont rien de commun avec les farces franco-musulmanes des autorités colonialistes. Il n'y a ni méchoui, ni exotisme, ni paternalisme, ni humilité. Des hommes et des

---

[32] M.T.L.D. Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques. Parti nationaliste algérien d'avant la Révolution.

[33] U.D.M.A. Union Démocratique du Manifeste Algérien. Autre Parti nationaliste algérien.

femmes discutent de leur avenir, évoquent les dangers qui pèsent sur leur pays.

Des groupes de jeunes gens se réunissent à cette époque et des sorties sont organisées. Des associations de jeunes filles se découvrent et commencent à travailler de concert ; les bases psychologiques de rencontres humaines et réellement démocratiques sont définitivement jetées à cette époque.

Démocrates et anti-colonialistes européens connus ou supposés sont touchés par des responsables. La question algérienne est étudiée sous tous ses aspects et très souvent ce sont des Européens qui, après un exposé complet de la situation coloniale, s'étonnent que l'Algérie n'ait pas encore tiré les conclusions des échecs politiques. Très souvent ces Européens débouchent sur la nécessité d'une action armée, seule capable de sortir l'Algérie de sa situation désespérée.

On a souvent prétendu que le F.L.N. ne faisait aucune discrimination entre les différents membres de la société européenne d'Algérie. Ceux qui profèrent de telles accusations ignorent, et la politique depuis longtemps définie par le Front à l'égard des Européens d'Algérie, et l'appui constant qu'apportent à nos unités ou à nos cellules politiques des centaines et des centaines d'Européens et d'Européennes. Ce que nous avons dit, c'est que le peuple algérien, de manière spontanée perçoit le système oppressif, par l'importance du peuplement européen et, surtout, par le silence et l'inactivité des démocrates français en Algérie, eu égard à la violence affirmée et souveraine des colonialistes.

Toutes choses égales, on peut dire des démocrates [139] européens d'Algérie ce que l'on n'a cessé de répéter des partis de gauche français : pendant longtemps l'histoire se fait sans eux. Ils n'ont pas su empêcher l'envoi des contingents en Algérie, ni la capitulation de Guy Mollet, ni Lacoste, ni le 13 mai. Pourtant leur existence accule à la défensive les néo-fascistes d'Algérie et de France. *La gauche n'a rien fait depuis longtemps en France.* Mais, par son action, ses dénonciations, et ses analyses, elle a *empêché* un certain nombre de choses.

Les démocrates européens d'Algérie, dans le cadre de la guerre d'Algérie, ne pouvaient pas dans l'ensemble réagir comme leurs homologues habitant la France. La démocratie en France, traditionnellement, vit au grand jour. En Algérie, démocratie au départ est trahison. Un Claude Bourdet, un Domenach, un Pierre Cot pouvaient publique-

ment se démarquer de la politique du gouvernement de leurs pays. Anciens résistants, ayant de tout temps consacré leur vie à la défense et au triomphe de certains principes, ils n'ont connu aucune hésitation. Et les menaces, quand elles viennent, les trouvent absolument fermes. Mais il faut insister sur le fait que dans le cadre de l'hexagone français, les traditions démocratiques sont relativement conservées. La France, pays impérialiste, recèle de grandes potentialités racistes, on le voit mieux depuis deux ans, mais spontanément entre Français il y a des réflexes qui jouent. D'où la liberté relative qui est laissée aux opposants — de moins en moins d'ailleurs, mais c'est que la France commence à être colonisée par les activistes d'Algérie — d'où aussi l'espèce de révolte qui éclate dans l'opinion française à chaque révélation faite sur les tortures en Algérie.

À cause de leurs propres contradictions, de la puissance et du radicalisme des partis réactionnaires, les forces de gauche en France n'ont pu jusqu'à ce jour imposer la négociation. Mais incontestablement elles [140] contraignent sans arrêt les ultras à se démasquer, donc à adopter progressivement les positions qui précipiteront leur défaite.

En Algérie, les forces de gauche n'existent pas. Il est impensable que des démocrates européens militent réellement en Algérie en dehors du Parti Communiste algérien. On sait que même le P.C.A., pendant longtemps s'est cantonné dans un réformisme type Union Française, et que de longs mois après le 1er novembre 1954 les communistes algériens ont dénoncé les « terroristes provocateurs », en d'autres termes le F.L.N.

Les démocrates européens d'Algérie, depuis toujours, vivent plus ou moins à l'état clandestin. Noyés dans la masse européenne ils vivent dans un ensemble de valeurs que leurs principes rejettent et condamnent. Le démocrate européen est sur ses gardes. Il a des contacts avec les Algériens mais en cachette. Dans la colonie européenne on l'appelle d'ailleurs « l'Arabe ». Tous ces phénomènes sont fort connus et on les a retrouvés en Indochine, en Afrique noire, en Tunisie et au Maroc.

Cet Européen démocrate habitué à des contacts semi-clandestins avec les Algériens apprend sans le savoir les lois de l'action révolutionnaire. Et lorsque ceux qu'il avait coutume de recevoir lui diront d'héberger un ami, de trouver des médicaments ou de transporter un

colis, aucune difficulté en règle générale ne se fera jour. Insistons sur le point que jamais un membre du Front n'a trompé un démocrate français d'Algérie. Il ne pouvait être question de faire courir le moindre risque à un homme ou à une femme qui avaient depuis toujours notre estime, sans les prévenir. La décision d'aider le F.L.N. était prise en toute clarté, en toute responsabilité. On n'a jamais trompé un démocrate français. Quelquefois, surtout dans les périodes suraiguës de 1957, il arrivait à un démocrate de reculer et de refuser, désespéré, le service demandé ; mais jamais il n'y eut tentative de tromper ou d'exploiter [141] la sincérité et la bienveillance des Européens.

Il faudrait peut-être ajouter que, souvent, l'Européen déclare ne pas vouloir connaître les détails de l'affaire à propos de laquelle sa collaboration est sollicitée. Mais la direction est intraitable. Le F.L.N. voulait des responsables, non des gens qui, au moindre accroc, s'écroulent et affirment qu'ils ont été trompés.

Les Européennes et les Européens arrêtés et torturés par les services de police et les parachutistes français, par leur attitude sous les sévices, ont précisément montré la justesse de cette position du F.L.N. Pas un Français vraiment qui ait révélé aux policiers colonialistes des choses capitales pour la Révolution. Au contraire, les Européens arrêtés résistaient suffisamment pour permettre aux autres membres du réseau de disparaître. Le torturé européen s'est comporté comme un authentique militant dans le combat national pour l'indépendance.

Le F.L.N., depuis cinq ans, n'a pas estimé nécessaire d'insister sur la participation des Européens d'Algérie à la lutte libératrice. Ce silence s'explique par le souci de ne pas brandir le cas de ces Européens, de ne pas différencier leur action de celle de n'importe quel Algérien. Le F.L.N. n'a pas voulu en faire, au sein de la Révolution, des Européens de service, à l'instar de l'Algérie coloniale où rituellement étaient retrouvés, dans tout comité, le Musulman et le juif de service.

Pour le F.L.N., dans le cadre de la Cité en construction, il n'y a que des Algériens. Au départ donc, tout individu habitant l'Algérie est un Algérien. Dans l'Algérie indépendante de demain il dépendra de chaque Algérien d'assumer ou de rejeter au bénéfice d'une autre la citoyenneté algérienne.

Il y a, bien sûr des criminels de guerre, tous ces tortionnaires refoulés de Saïgon, de Tunis ou de Meknès et qui aujourd'hui à Alger ou à

Mascara, avant la fin du règne colonial qu'ils sentent proche, font couler le plus possible de sang d'homme colonisé. Ceux-là ne [142] sont de nulle part. Maintenant que l'empire colonial français est agité par ses derniers soubresauts, les Français gagneraient à les identifier. S'ils retournent en France, ces hommes devront être surveillés. Les chacals ne se nourrissent pas de lait du jour au lendemain. Le goût du sang et du crime est tenacement installé au centre même de ces créatures qui, il faut tout de même le dire, relèvent exclusivement des aliénistes.

Il y a aussi les quelques centaines de colonialistes européens, puissants, intraitables, ceux qui de tout temps ont suscité les répressions, brisé les démocrates français, bloqué dans le cadre colonial toute tentative d'introduire un minimum de démocratie en Algérie.

Le peuple algérien n'a pas à renouveler sa position à l'égard de ces hommes qui ont considéré l'Algérie et les Algériens comme une chasse gardée. Le peuple les a exclus de la Nation algérienne et ils ne doivent pas espérer être « récupérés ».

Nous allons montrer maintenant, dans le détail, que la minorité européenne s'est depuis plusieurs années morcelée et que des groupes importants d'Algériens non arabes sympathisent avec la cause algérienne, collaborent activement à la lutte, tandis que d'autres, officiellement, militent dans les rangs de la Révolution algérienne.

Les Juifs d'Algérie

Les juifs algériens représentent le cinquième de la population non musulmane d'Algérie. Leur comportement face à la lutte du peuple algérien n'est évidemment pas univoque. L'analyse socio-économique [143] explique d'ailleurs parfaitement les différentes attitudes adoptées par les membres de la communauté juive.

Un premier contingent de juifs a très fortement lié son sort à celui de la domination coloniale. Les commerçants juifs par exemple, protégés de la concurrence des Algériens par leur statut de Français, ne verraient pas sans déplaisir l'installation d'une autorité nationale algérienne et la disparition des régimes préférentiels. Les banques, en ef-

fet, font d'énormes difficultés pour prêter aux commerçants algériens et, très souvent, bloquent leurs transactions et collaborent ainsi activement à leur faillite, ou en tout cas limitent l'expansion de leur affaire et lui enlèvent par conséquent son caractère dangereux pour les autres commerçants.

Dans chaque grande ville d'Algérie, cependant, on peut citer un ou deux Algériens qui, à force de ténacité et d'intelligence commerciale, sont arrivés à déjouer les manœuvres et à représenter une menace pour la prééminence des commerçants juifs.

« Si jamais ils ont l'indépendance, avouent ces commerçants, il est sûr qu'ils prendront notre place. » Au niveau donc de la concurrence économique il y a la crainte chez le commerçant juif, que l'égalité devant la compétition instaurée par un pouvoir algérien ne lui soit préjudiciable. Cette crainte est loin d'être la caractéristique des commerçants juifs. On la retrouve chez les commerçants européens de toutes origines, de toute importance. La fin du régime colonial est vécue comme fin du bon temps.

Il faut d'ailleurs signaler qu'une telle disposition d'esprit n'est pas retrouvée à tous les niveaux et dans toutes les régions. En effet, dans les agglomérations où le commerçant juif entretient des contacts étroits avec la population algérienne et où l'indépendance économique est presque, explicitée, il y a confusion [144] des intérêts. Dans ces agglomérations, les commerçants juifs assurent l'approvisionnement de l'A.L.N. en vêtements militaires, en couvertures... On n'ignore pas que depuis 1954 plusieurs commerçants juifs ont été arrêtés pour complicité avec la Révolution algérienne.

Les fonctionnaires juifs, pratiquement les seuls cadres administratifs recrutés localement — les Européens d'Algérie sont colons ou exercent des professions libérales — imaginent eux aussi avec effroi la naissance d'un Etat algérien. Ils devinent aisément que la liberté reconnue à tout Algérien d'être scolarisé et éventuellement boursier, la disparition de l'ostracisme et du *numerus clausus* introduiraient de brutales modifications dans leurs privilèges. On se souvient du mécontentement exprimé par les fonctionnaires européens d'Algérie lorsque, en signe « de conscience », les autorités françaises agitèrent le spectre « de l'accession des Musulmans à la fonction publique ».

Cet état d'esprit, quoique fréquent en Algérie, n'est pas exclusif de positions absolument opposées. Nous connaissons des officiers de police juifs qui, surtout en 1955-1556, ont retardé l'arrestation de patriotes décidée pourtant en haut lieu, leur permettant ainsi bien souvent de « disparaître ».

Enfin l'Algérie coloniale étant un pays éminemment raciste, on y trouve les différents mécanismes de la psychologie raciste. C'est ainsi que le Juif, méprisé et mis à l'écart par l'Européen, est tout heureux dans certaines occasions de faire corps avec ceux qui l'humilient pour humilier à son tour l'Algérien. Mais il est très rare, sauf dans la région de Constantine où les Juifs pauvres et nombreux prospèrent à l'ombre du règne colonial, de voir des Juifs, en plein jour, affirmer leur appartenance aux groupes ultras d'Algérie.

À côté des deux grandes catégories de commerçants et de fonctionnaires juifs, il y a la masse imposante, [145] arabisée à l'extrême, parlant mal le français, flottante, mais se considérant par les traditions et quelquefois par l'habillement comme d'authentiques « indigènes ». Cette masse représente les trois quarts de la population juive algérienne. Ce sont sur le territoire algérien les homologues des juifs tunisiens de *Djerba* ou des « *mellah* » [34] marocains. Pour ces Juifs, aucun problème ne se pose : ils sont Algériens.

On voit donc que la fraction de la minorité juive engagée activement dans les rangs du colonialisme est relativement peu importante. Abordons maintenant le cas des juifs algériens participant à la lutte de Libération nationale.

Au moment où les autorités françaises décident la création de milices urbaines et rurales, les citoyens juifs désirent savoir quelle attitude adopter devant cette mobilisation. Quelques-uns n'hésitent pas à proposer au F.L.N. de ne pas répondre à l'ordre de réquisition et de rejoindre le maquis le plus proche. Le Front dans l'ensemble conseille la prudence, se contentant de demander à ces Juifs, dans le cadre de leur profession, au sein du dispositif ennemi », d'être les yeux et les oreilles de la Révolution ».

Leur présence au sein des milices rend également des services à la lutte. C'est ainsi que les membres d'une patrouille avisent les respon-

34 Quartiers juifs des villes du Maroc.

sables de l'importance des unités, de leur armement, du circuit qui doit être emprunté, des heures de rondes. De même, les responsables sont souvent tenus au courant des opérations de représailles organisées contre tel ou tel *douar.*

C'est ainsi qu'un Européen d'Algérie qui, avec son unité, a participé activement au massacre de civils algériens est, quelques jours après, l'objet d'un attentat de la part des *fidaïnes.*

[146]

Pour la population européenne ignorant les événements qui ont déterminé la décision de la cellule locale du F.L.N., l'attentat paraît injuste et inexcusable. Mais pour les différents membres de la milice qui ont en mémoire les cris des assassinés du *douar* et ceux des femmes violées, la raison de ce geste est claire. L'évidence d'une justice populaire se manifeste avec une particulière solidité. L'observateur au courant du détail des événements peut alors voir, dans les jours qui suivent l'attentat, plusieurs miliciens fonctionnaires demander leur mutation ou littéralement se réfugier à Alger.

D'autres fois, les Juifs participent financièrement à la lutte et chaque mois versent par personne interposée, comme cela est classique, la somme imposée.

Il est bon que les Français sachent ces choses ; les autorités françaises, elles, ne l'ignorent pas ; il est bon que les juifs le sachent aussi, car il n'est pas vrai que le Juif soit avec le colonialisme et que le peuple algérien le rejette dans le camp des oppresseurs.

Le peuple algérien n'a pas à vrai dire attendu 1959 pour préciser sa position à l'égard des juifs. Voici d'ailleurs un passage de l'appel lancé sous forme de tract aux Juifs d'Algérie, aux moments les plus difficiles de la Révolution, c'est-à-dire en automne 1956 :

> « Le peuple algérien considère qu'il est aujourd'hui de son devoir de s'adresser directement à la communauté israélite pour lui demander d'affirmer d'une façon solennelle son appartenance à la nation algérienne. Ce choix clairement affirmé dissipera tous les malentendus et extirpera les germes de la haine entretenue par le colonialisme français. »

Déjà, dans la *Plate-forme,* publiée en août 1956, le F.L.N. déclarait à propos de la minorité juive : « Les Algériens d'origine juive n'ont pas encore surmonté leur trouble de conscience, ni choisi de quel côté se diriger.

> « Espérons qu'ils suivront en grand nombre le chemin [147] de ceux qui ont répondu à l'appel de la patrie généreuse, donné leur amitié à la Révolution en revendiquant déjà, avec fierté, leur nationalité algérienne. »

Les intellectuels juifs ont spontanément, soit dans les partis démocratiques et traditionnellement anticolonialistes, soit dans les groupes de libéraux, manifesté leur soutien à la cause algérienne. *Aujourd'hui encore, les avocats ou les médecins juifs qui partagent dans les camps ou en Prison le sort de millions d'Algériens, attestent la réalité multiraciale de la Nation Algérienne.*

Des prises de position officielles se sont également manifestées dans la population juive d'Algérie.

En août 1956 un groupe de juifs de Constantine écrivait : « Une des manœuvres les plus pernicieuses du colonialisme en Algérie fut et reste la division entre juifs et Musulmans... Les juifs sont en Algérie depuis plus de deux mille ans ; ils font donc partie intégrante du peuple algérien... Musulmans et Juifs, fils d'une même terre, n'ont pas à tomber dans le piège de la provocation. En revanche, ils se doivent de faire front contre elle. Ne pas se laisser duper par ceux qui, il n'y a pas si longtemps, envisageaient avec désinvolture l'anéantissement total des Juifs comme une étape salutaire de l'évolution de l'Humanité. »

En janvier 1957, répondant à l'appel du Front, un cartel de Juifs algériens écrivait : « Aujourd'hui il est temps que nous revenions à la communauté algérienne. L'attachement à une citoyenneté française artificielle est un leurre lorsque s'élabore à grands pas la jeune et puissante Nation algérienne moderne... Des Juifs ont rejoint les rangs des Algériens luttant pour l'indépendance nationale... Certains ont payé de leur vie, d'autres ont supporté avec courage les sévices policiers les plus immondes et aujourd'hui se referment sur eux les portes des pri-

sons et des camps de concentration. Nous savons aussi que dans la lutte commune, [148] Musulmans et Juifs se sont découverts frères de race, et qu'ils éprouvent un attachement profond et définitif pour la Patrie algérienne. En proclamant notre attachement à la Nation algérienne, nous faisons disparaître le prétexte dont les colonialistes se servent, en faisant croire au peuple français que la révolte ici n'est que le fait d'un fanatisme médiéval, pour prolonger leur domination... »

Les colons d'Algérie

Un autre mythe à détruire est celui des colons d'Algérie présentés de façon indifférenciée comme opposés à la fin de la domination coloniale.

Là encore, le colonialisme français doit savoir que l'appui le plus important apporté par les Européens d'Algérie à la lutte du peuple a été et demeure celui des colons. Il n'y a pas jusqu'aux Algériens qui n'aient été étonnés de la fréquence avec laquelle les colons ont répondu aux sollicitations du F.L.N. En tout cas, jamais un colon contacté n'a avisé les autorités françaises. Il est arrivé qu'ils refusent, mais le secret fut toujours gardé.

Dans les campagnes, dès les premiers mois de 1955, les petits colons, les fermiers, les gérants sont tour à tour touchés. Evidemment, sont évités systématiquement les ultras connus. En général, surtout dans les petites et moyennes agglomérations, les hommes se connaissent, et pour sa part, l'Algérien a mis de tout temps une étiquette à chaque Européen. Lorsqu'une cellule du F.L.N. décide de contacter les Européens de la région, les membres savent immédiatement ceux qu'il faut automatiquement exclure de la consultation.

Ils connaissent aussi, quoique avec moins de certitude, [149] ceux qui probablement apporteront leur aide à la Révolution.

Très souvent, surtout dans les petits centres ruraux, seul un membre de la cellule est chargé des relations avec les Européens. On conçoit aisément la vigilance qu'il faut exercer dans les premiers mois de la lutte pour empêcher les initiatives malheureuses de militants en-

core mal encadrés. Nous avons vu en effet que la minorité européenne est dans le cadre de la situation coloniale perçue en bloc. Le 1er novembre 1954 il y a donc simplification exacerbée. Le monde accuse soudain et fortement ses reliefs et ses antinomies.

Le colon qui aide la Révolution peut être amené, en public, au café ou dans une conversation, pour bien manifester aux autres Européens sa solidarité, à faire écho aux propos colonialistes... « avec eux seule la force compte... ils sont tous dans le coup... », etc. Le peuple, qui a des antennes, apprend que ces propos ont été tenus et une évidence nouvelle prend corps dans le village... Ce colon est unanimement désigné aux coups des *fidaïnes. Il* faut donc intervenir en souplesse, interdire tout geste d'hostilité sur la personne ou contre les biens de ce colon et en même temps ne pas laisser supposer les raisons de ces consignes.

Quelquefois, la décision peut être prise de brûler quelques meules chez un colon qui, dans une région par ailleurs rasée par le F.L.N., n'a paradoxalement subi aucun dommage. Les Européens colonialistes victimes des actions du F.L.N. en arrivent à s'interroger en effet sur les motifs de ce respect inusité du Front pour les terres de ce colon. Signalons aussi que dans certaines agglomérations nous avons la preuve d'incendies ou de meurtres en série de bétail, exécutés par des voisins européens jaloux de la protection dont semble jouir un colon, eu égard aux raids quasi quotidiens effectués par les unités de l'A.L.N. sur leurs propriétés.

À partir de 1955, de nombreuses fermes appartenant [150] à des colons européens servent tour à tour d'infirmeries, de refuges, de relais. Lorsque les troupes françaises prennent l'habitude, au cours des razzias, de détruire systématiquement les réserves en grains des populations algériennes, l'A.L.N. décide de stocker ses approvisionnements dans les fermes des Européens.

C'est ainsi que plusieurs exploitations agricoles appartenant à des Européens se transforment en véritables greniers de l'A.L.N. et, le soir venu, on peut voir les sections des unités de l'A.L.N. descendre des montagnes et prendre livraison des sacs de blé ou de semoule.

D'autres fois, ce sont des armes qui sont entreposées dans les fermes. C'est la période au cours de laquelle, d'une zone à l'autre, des réunions se tiennent dans l'enceinte d'une ferme européenne. Des li-

vraisons d'armes s'effectuent sous la protection sacrée du colon européen.

Il arrive également que des colons acceptent les armes qui leur sont délivrées par l'armée française — sous le couvert d'autoprotection — et cèdent à l'A.L.N. celles qu'ils avaient antérieurement.

Enfin, depuis le début de la Révolution, il est constant qu'un grand nombre d'agriculteurs européens aident financièrement la Révolution algérienne.

Les dizaines de colons européens arrêtés pour trafic d'armes, transport d'armes, soutien matériel « à la rébellion », suffisent à montrer l'importance de cette participation européenne à la lutte de Libération nationale. Les autorités françaises ont pris l'habitude quand elles découvrent cet engagement des Européens aux côtés du Front de la taire, ou de faire des ces Européens des communistes. Cet artifice de propagande vise deux objectifs.

D'abord réamorcer la thèse de l'infiltration communiste en Afrique du Nord, dans le dispositif de l'O.T.A.N., au cœur de la civilisation occidentale...

Ensuite discréditer ces hommes, les présenter comme [151] des « agents de l'étranger » voire des mercenaires. Le colonialisme français refuse en effet d'admettre qu'un Européen bien constitué puisse véritablement se battre aux côtés du peuple algérien.

Des fermiers européens, sans s'engager dans le combat, aident le Front en refusant par exemple la protection que leur propose l'Armée française. Ces refus sont quelquefois importants car les fermes se trouvant dans une région stratégique capitale (voie de passage entre deux montagnes, limites frontalières), l'absence d'implantation de forces colonialistes favorise le mouvement des unités de l'A.L.N. ou l'approvisionnement des *moudjahidines.* Il arrive parfois que l'Armée française décide, dans le cadre du contrôle d'un secteur, de s'installer dans une ferme malgré l'opposition du colon. Le propriétaire ne manque alors jamais de prévenir le Front que cette implantation militaire se fait sans son accord et qu'il n'a demandé à personne d'être protégé.

Tous les efforts sont d'ailleurs faits par le colon en question pour rendre aux militaires français la vie impossible et en tout cas pour fai-

re parvenir aux responsables locaux du F.L.N. des renseignements précis sur l'importance et le moral de l'unité installée à la ferme.

Les Européens dans les villes

Dans les agglomérations urbaines, les Européens d'Algérie vont essentiellement travailler au sein des cellules politiques. Avec les mesures prises par les ministres français Soustelle et Lacoste, nous avons vu un embargo radical frapper les produits pharmaceutiques [152] et les instruments chirurgicaux. Nous avons également signalé que les directives adressées aux médecins leur faisaient une obligation de dénoncer aux autorités de police tout blessé suspect.

Des médecins et des pharmaciens européens prennent alors l'habitude, les uns de soigner sans discrimination les blessés de l'A.L.N., les autres de délivrer les antibiotiques et l'éther réclamés par les militants du F.L.N. Des centaines de millions d'unités de pénicilline vont quotidiennement prendre la direction des maquis.

D'autres médecins s'engagent plus avant et acceptent sans réticence de se rendre dans les montagnes environnantes pour soigner les blessés. Quelquefois devant la gravité de la blessure, ils embarquent le *moudjahid* dans leur voiture, le conduisent dans une clinique amie et le soignent pendant une ou deux semaines. Les policiers français sont arrivés à savoir ces choses puisque à partir d'une certaine période on perquisitionne régulièrement certaines cliniques.

Les infirmières et les infirmiers européens vont de leur côté soustraire aux hôpitaux des instruments chirurgicaux, des sulfamides, des bandes...

D'autres fois, après une intervention chirurgicale pratiquée par des médecins français sur un prisonnier blessé, à la phase du réveil, l'opéré encore sous l'effet de l'anesthésie dévoile certains secrets. L'infirmière, lorsque le blessé est entièrement réveillé, lui conseille de faire attention et lui raconte ses révélations. Par contre, il arrive que l'interne en médecine présent dans la salle téléphone immédiatement

aux policiers qui entreprennent alors, deux heures après une intervention grave, de véritables séances de tortures.

Des médecins européens organisent également des cours clandestins à l'intention des futurs infirmiers militaires de l'A.L.N. Plusieurs promotions d'auxiliaires médicaux sortent ainsi de ces écoles et rejoignent [153] celles formées dans les centres homologues dirigés par les médecins algériens.

Des jeunes filles européennes se mettent à la disposition d'une cellule politique et procurent le papier, les ronéos et très souvent se chargent de l'impression des tracts du F.L.N. Des jeunes gens assurent dans leurs voitures le transport des membres d'un réseau. Des familles européennes prennent en charge des responsables politiques importants et leur permettent à plusieurs reprises d'échapper aux ratissages du général Massu. Des hommes politiques européens, des fonctionnaires d'autorité, procurent aux cellules du F.L.N. des passeports, de fausses cartes d'identité, de fausses cartes d'emploi...

C'est également à l'engagement d'un nombre de plus en plus grand d'Européens d'Algérie que l'organisation révolutionnaire a pu, dans certaines villes, échapper aux policiers et aux parachutistes.

On sait que de nombreux Européens ont été arrêtés et torturés pour avoir hébergé et soustrait aux meutes colonialistes des responsables politiques ou militaires de la Révolution.

Dans leurs voitures, les Européens ne se contentent pas de transporter des médicaments et des hommes. Ils transportent aussi des armes. Pistolets-mitrailleurs, caisses de grenades peuvent ainsi franchir tous les barrages, les Européens n'étant jamais fouillés. Il est même arrivé que des voitures d'Européens soient fouillées et que l'Européen, pour éviter d'être inquiété, motive la présence de ces armes par un désir d'être prêt « à casser les reins aux Arabes ». Une telle position enthousiasme le « service d'ordre » chargé du contrôle routier et très souvent le bistrot le plus proche accueille cette fraternité « anti-indigène ».

Enfin, chose inattendue, mais qui s'est renouvelée plusieurs fois, des policiers renseignent la cellule locale sur les opérations futures, préviennent tel ou tel Algérien [154] qu'il est pisté ou, à la dernière

minute, l'avisent qu'un prisonnier torturé a parlé et l'a désigné comme étant le responsable local [35].

En dehors des Européens arrêtés et souvent affreusement torturés par les troupes françaises pour « complicité avec l'ennemi » il existe évidemment en Algérie un grand nombre de Français engagés dans la lutte de Libération. D'autres ont payé de leur vie leur fidélité à la cause nationale algérienne. C'est ainsi, pour prendre un exemple, que Maître Thuveny, avocat d'Oran, qui militait depuis longtemps dans les rangs du F.L.N., devait mourir à la suite d'un attentat organisé au Maroc par le Deuxième Bureau français.

35 Voir Annexe.

[155]

Annexe I

Témoignage de Charles GEROMINI, **Ancien Interne de l'Hôpital Psychiatrique de Sainte-Anne, à Paris.**

Retour à la table des matières

« L'expérience personnelle que je rapporte — la prise de conscience nationale algérienne d'un Européen d'Algérie —n'a rien d'exceptionnel. D'autres l'ont faite avant moi. Il me semble cependant intéressant de montrer comment des étudiants européens sans passé de militant, professant simplement au départ des idées de gauche, ont finalement choisi dans cette guerre d'être Algériens. Certes, bien peu ont été jusqu'au bout de leurs idées et ont rejoint le F.L.N. On ne doit pas leur en tenir rigueur. Je sais par expérience combien cette attitude radicale peut être déchirante. Je voudrais simplement insister sur ce fait trop souvent négligé : au cours de la Révolution, des Européens d'Algérie ont pris conscience de leur appartenance à la Nation algérienne. S'ils ne sont pas majoritaires, ils sont cependant plus nombreux qu'on ne le croit actuellement en Algérie ou dans le monde. Ils ne peuvent pas s'exprimer. C'est un peu en leur nom que je parle ici.

« En éclatant, le 1er novembre 1954, la Révolution algérienne allait révéler brutalement notre ambiguïté. Nous avions pris position pour le droit du peuple vietnamien, pour le droit du peuple tunisien. Prises de position gratuites, d'ailleurs, l'absence totale de vie politique dans notre communauté ne laissant pas de [156] place à des attitudes concrètes. Quant au droit du peuple algérien, il n'en était pas question et nous nous réfugions dans l'attitude confortable de négation magique du problème. La ségrégation de la vie politique en deux collèges nous y

incitait : pour le deuxième collège, les problèmes algériens ; pour le premier collège, les problèmes français et nous discutions et prenions position sur la C.E.D., sur le rôle du P.C.F. dans le parlement. Même les problèmes coloniaux étaient abordés selon une optique française. Cette absence de curiosité à l'égard de problèmes brûlants de notre pays, il faut en voir l'origine dans le racisme inconscient que nous portions tous, inoculé par vingt ans de vie coloniale. Etant de gauche, nous avions certes surmonté le racisme agressif du colonialisme, mais nous étions mal débarrassés du paternalisme. Ce ne fut pas un des moindres bouleversements apportés en nous que de nous faire sentir que nous étions encore racistes.

« Et, dès le début, les colonialistes nous attaquaient, nous demandaient brutalement de choisir, d'être pour ou contre « les fellagha », d'être pour la France ou pour « l'anti-France ». Notre attitude fut d'abord et encore une attitude magique. Refusant de prendre position sur le problème, nous nous sommes précipités, réfugiés dans les protestations contre les brutalités de la répression. Un comité d'étudiants pour la défense des libertés s'était constitué. Je décidai d'y participer. C'est au sein de ce Comité que je pus avoir pour la première fois des discussions politiques avec des Algériens. Jusqu'à présent je n'avais jamais eu de telles conversations même avec mes meilleurs amis musulmans. Un accord tacite semblait être conclu, nous admettions des sentiments nationalistes chez nos amis musulmans, mais nous n'en parlions jamais pour ne pas rompre ces liens d'amitié dont nous devinions la fragilité. Dans ce comité d'étudiants, les relations entre les Musulmans et nous furent au début assez ambiguës. Ils voulaient donner à l'action du comité [157] une dimension politique, nous prétendions rester sur le plan humanitaire. Après avoir voté quelques vagues motions condamnant la répression, il nous fut proposé un geste concret. Un étudiant arrêté à Paris avait été transféré à Tizi-Ouzou. Son dossier était vide. Il fut décidé qu'une délégation irait lui porter un colis et remettrait une lettre de protestation au Procureur.

« Je fus volontaire ; le « bicollégisme » étant de rigueur, la délégation comprenait trois Musulmans et trois Européens : deux Israélites et moi. Au cours du voyage, la conversation fit apparaître bien des points communs entre nos camarades musulmans et nous : un amour commun du pays, une volonté identique de la transformer, de l'enrichir, un même désir de le voir débarrassé de tout racisme, de tout colonia-

lisme. Mais nous divergions à l'égard de la « rébellion ». Pour ma part, je la considérais comme compréhensible, comme un excès rendu possible par les excès du colonialisme, mais je refusais toute valeur à la violence. Mes camarades musulmans n'étaient pas d'accord sur ce point et nous eûmes une longue discussion à ce sujet. Ils approuvèrent entièrement une profession de foi patriotique, lyrique et passionnée que T.... juif, nous fit au cours du repas. Je fus très ébranlé par cette profession de foi. C'est sans doute ce qu'il fallait pour m'inciter à réfléchir sur mon appartenance à la Nation Algérienne. J'avais encore trop de racisme inconscient anti-arabe pour être convaincu par un Algérien musulman, il fallut le discours de ce juif algérien pour m'ébranler.

« À Tizi-Ouzou, nous pûmes à peine voir l'avocat de notre camarade. Nous fûmes ensuite interpellés par la police. On nous interrogea séparément. À un moment nous vîmes sortir des bureaux un camarade musulman très pâle, soutenu par deux gendarmes. Nous avons cru d'abord qu'il avait été maltraité ; il n'en était rien. Il avait simplement été menacé de représailles sur sa famille à, cause de son frère au maquis et recherché par la police. Il s'appelait Ben M'Hidi. Son frère était [158] Lardi Ben M'Hidi, commandant la *wilaya VI*, membre du *C.C.E.*, depuis arrêté et assassiné par les troupes françaises. Je fus interrogé le dernier. Le commissaire entreprit de me faire la morale : « Vous êtes le seul Français de la bande... » Je l'interrompis en lui rappelant les propos du gouvernement : « L'Algérie, c'est la France, les Algériens sont Français. — Vous êtes de France, bien sûr ! — Non, je suis né à Alger. — Ah ! vous ne connaissez pas les vrais Arabes de la campagne. — J'ai habité huit ans à Orléansville. — Ecoutez, vous êtes jeune, vous vous êtes laissé embarquer, plus tard, vous comprendez. »

« On ne nous relâcha que vers vingt heures, après nous avoir fait passer au service anthropométrique. Pour protester contre cette atteinte aux libertés, notre comité étudiant organisa une manifestation publique dans une petite salle. Trois cents étudiants, presque tous Européens, furent réunis sous la présidence de deux professeurs de la Faculté. Un texte fut voté condamnant les excès de la répression, demandant le rétablissement des libertés démocratiques.

« Quelques jours plus tard avec H..., je représentais notre comité à une réunion qui devait préparer un grand meeting de protestation. Pour la première fois, je fus mis en contact avec des responsables politiques musulmans. Il s'agissait de conseillers municipaux du M.T.L.D. Je

fus frappé par leur conscience et leur modération. A la première réunion, des discussions eurent lieu à propos de la date du 8 mai choisie pour le meeting. Bien que choisie uniquement pour des raisons pratiques, certains Européens du comité d'organisation pensaient que le choix de cet anniversaire aurait l'air d'une provocation consciente. Les élus du M.T.L.D. acceptèrent de changer la date mais H... protesta violemment. Ils n'avaient pas demandé que la réunion se tienne le 8 mai, mais puisque certains semblaient accorder à cet anniversaire une certaine importance, lui en attachait une plus grande, « le 8 mai est un jour de deuil pour nous, Algériens ; manifester le 8 mai, [159] c'est dire aux colonialistes que nous n'avons pas oublié, que nous n'oublierons jamais. » Ces propos choquèrent quelque peu les Européens, il y eut un certain malaise, les Européens, une fois de plus, refusant de voir en face la réalité politique, et voulant se limiter au cadre strict de la légalité républicaine. Finalement le meeting fut interdit.

« Puis avec le troisième trimestre vint la préparation des examens ; et la défense des libertés démocratiques fut mise en veilleuse. Je continuais à avoir des discussions avec mes amis musulmans. Peu à peu je comprenais le sens de la lutte armée, sa nécessité. Mais j'émettais des doutes sur la valeur de l'action armée en cours. Sans autre source d'information que la presse locale, nous étions soumis quotidiennement à la propagande colonialiste qui nous présentait « les fellagha » comme des extrémistes, des bandits de grands chemins. Nous acceptions partiellement ces propositions, mais il est vrai que les horreurs de la répression équilibraient parfaitement les « horreurs » des maquisards. Entre les deux nous cherchions une troisième force. Je pensais à l'époque que cela était possible et qu'il fallait trouver en Algérie une opinion libérale, capable de se joindre à l'opinion libérale française et d'imposer une solution fondée sur la reconnaissance du droit du peuple à disposer de lui-même. Les discussions, de moins en moins fréquentes, que j'avais avec les membres de ma famille ou avec mes amis traditionnels me décourageaient. Sous l'influence des événements, le racisme s'était cristallisé et il était impossible d'obtenir de mes interlocuteurs une attitude de réflexion sans passion, une approche intellectuelle du problème. Une litanie d'injures faisait vite place aux arguments : « un traître, salaud, pro-arabe, communiste, anti-français » et surtout l'injure suprême « mendessiste ». (Je n'avais jamais vu d'homme aussi haï, que Mendès-France sauf Soustelle, mendessite et Juif notoire qui trahissait la France en voulant donner l'Algérie aux Arabes.) Mais sous

ces [160] propos racistes, il était facile de deviner une anxiété profonde : la peur d'être chassé du pays. « Qu'allons-nous devenir ? » était une phrase qui revenait souvent quand les « événements » étaient évoqués. Crispés dans leur anxiété ils étaient incapables d'imaginer d'autre solution que le maintien du *statu quo*. Pouvoir rester en Algérie est en effet la préoccupation majeure des Français d'Algérie. Partir, et partir n'importe où, France, Canada ou Brésil (comme certains l'envisageaient) c'est pour nous, nous expatrier. Je n'arrivais à calmer mes interlocuteurs que lorsque j'avouais que je partageais leurs craintes et que c'est justement pour rester en Algérie que j'étais partisan de la négociation. « Convenons une bonne fois, disais-je, que l'Algérie, ce n'est pas la France ! Avouons-le publiquement puisque nous le pensons tous. Vous reconnaissez qu'il y eut des erreurs politiques et des abus sociaux en Algérie. Reconnaissons-le et discutons avec les Algériens sur le statut futur. » On m'écoutait avec la pitié due à qui a perdu l'esprit. Penser qu'on peut s'entendre avec des Arabes...

« Discussions après discussions, lectures après lectures, je commençais à voir clair. Se battre pour l'humanisation de la répression ne servait à rien ! ... Il fallait se battre pour imposer une solution politique. Mais laquelle ? Il me devint vite évident que pour promouvoir au moins un embryon de révolution sociale en Algérie, il fallait trancher les liens coloniaux avec la France. L'Algérie se trouve dans l'obligation, pour vivre, de promouvoir la révolution et cette révolution passe par l'indépendance. Ainsi je rejoignais l'idéal des « fellagha » ! L'amour du pays, la volonté passionnée d'y vivre d'une part, mon idéal révolutionnaire, ou plus, simplement de gauche, d'autre part, me portaient vers le même but que les nationalistes musulmans. J'étais cependant trop conscient du chemin différent qui nous avait amenés à cette même exigence. « L'indépendance, disais-je, oui... Mais quelle indépendance ? Devons-nous nous battre pour aider à la formation [161] d'un Etat musulman théocratique, xénophobe et féodal ? Qui peut prétendre que nous ayons notre place dans cette Algérie-là ? »

« Nous étions en juillet 1955 et jamais jusqu'à ce jour je n'avais lu un seul tract émanant... de qui d'ailleurs ? On parlait du F.L.N., du M.N.A. On avait relâché les dirigeants de l'ex-M.T.L.D., arrêtés en novembre, convaincus de leur non-participation à l'action. Qui était à la tête de la Révolution ? En dehors de l'indépendance, quels étaient les buts des révolutionnaires, Etat théocratique, réformiste, démocrati-

que ? T... me répondait que cela était certes important mais qu'en dernier ressort c'était au peuple algérien à décider lui-même ; qu'il fallait être avec le peuple, que c'était là le seul moyen d'infléchir la révolution nationale en révolution sociale. Membre du P.C.A., T... regrettait que ses thèses ne soient pas acceptées au parti qui se réfugiait à son grand regret dans un attentisme coupable. Je vis beaucoup T... au cours de l'été 1955 et nous fûmes rapidement d'accord sur une action à promouvoir dans le milieu étudiant. A la rentrée il nous parut important de cristalliser l'opinion libérale étudiante et par un travail d'information de la rendre perméable à l'idée d'indépendance et à notre intégration dans la Nation Algérienne. C'est à cette époque que je pris connaissance des premiers tracts du Front. On m'avait auparavant expliqué à partir de la scission du M.T.L.D., son caractère démocratique. Je dois avouer que ces tracts furent pour moi un soulagement : la future Algérie démocratique et sociale qu'ils annonçaient était une cause pour laquelle on pouvait se battre. Les événements de Philippeville du 20 août survinrent alors. J'y attachai beaucoup d'importance et je les condamnai fermement, mais ils ne remirent pas en cause ma volonté d'aider la Révolution.

« La dissolution du P.C.A., les restrictions toujours plus grandes des libertés publiques, l'irritation croissante des Européens, la montée du fascisme que nous [162] suivions chez nos camarades étudiants nous confirmèrent dans notre idée. Il fallait créer une force de gauche solide à la Faculté, capable de s'opposer victorieusement à la poussée fasciste, créer un bulletin d'information pour faire prendre conscience aux étudiants européens d'abord, à une partie de la communauté ensuite. Pour ambitieux qu'il fût, ce programme n'était pas inutile. L'importance prise par les étudiants fascistes le 6 février et le 13 mai le montre bien. Il s'avéra malheureusement irréalisable.

« Dans le cadre de cette action, des contacts furent pris avec les différentes tendances des étudiants. T... me demanda si j'étais d'accord pour rencontrer des étudiants nationalistes « tendance F.L.N. ». J'acceptai bien évidemment et un jour nous rencontrâmes à l'hôpital d'El Kattar un étudiant en médecine, L. Khène [36]. Le contact fut très cordial. Khène fut sceptique quant aux résultats, mais il ac-

[36] Lamine Khène. Depuis, Secrétaire d'Etat dans le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

cepta de participer aux premières rencontres. Je pris ensuite contact avec des étudiants regroupés sous l'étiquette commode de « progressites et de mandouzistes ». C.... un des plus en vue, cachait mal son scepticisme et refusait de participer sous divers prétextes. Il nous apparut vite à T... et à moi que C... avait autre chose à faire qu'à jouer avec des étudiants.

« Après deux ou trois réunions, rien, ne sortit de notre groupe sinon quelques motions que nous n'arrivions ni à faire circuler ni à faire paraître dans les journaux. L'espoir fut vite envolé de créer un bulletin et de diffuser nos idées au sein des étudiants. Il fut alors décidé de reconvertir notre action. On créa un groupe d'études qui devait travailler certaines questions d'ordre économique : nous voulant Algériens, il nous parut évident à tous que notre devoir était soit [163] d'aller au maquis, soit de nous préparer sérieusement à être les futurs cadres du pays... Nos qualités de combattants étant plus que douteuses et comme nous n'étions pas des héros, la sagesse l'emporta sans mal. Mais nous étions prêts à aider le Front s'il nous le demandait.

« Cependant l'atmosphère à Alger s'alourdissait. L'indépendance du Maroc, la dissolution de l'Assemblée nationale firent naître une agitation qui alla croissant jusqu'au 6 février. Nous étions de plus en plus marqués et il nous arrivait d'être insultés dans la rue par des gens que nous ne connaissions pas. En revanche, des étudiants « libéraux » venaient de plus en plus nous demander des explications, se renseignant sur la Révolution, s'inquiétant de l'avenir du pays et demandant à prendre contact avec des étudiants musulmans. Nous entretenions avec ces derniers et avec l'U.G.E.M.A. des relations sans méfiance, sans ambiguïté. Ils nous considéraient comme Algériens. Des actions communes, même minimes, ronéoter et distribuer ensemble les tracts de l'U.G.E.M.A., assurer le service d'ordre au cours des conférences, nous faisaient plus facilement accepter. Mais le mur de méfiance fut parfois long à disparaître.

« À l'occasion des élections à l'Assemblée générale des Etudiants, notre petit groupe suscita dans presque toutes les Facultés des listes dites libérales pour faire face aux listes fascistes. Aidés par le maladroit racisme de la propagande de nos adversaires et grâce à un travail efficace auprès de l'autre minorité, la juive, il se créa une vague d'antiracisme efficace. Pour la première fois de son histoire, l'A.G. élue fut une Assemblée générale de gauche disposée à suivre les re-

commandations de l'U.N.E.F. contre les tortures et les entorses à la légalité. On s'en aperçut bien vite lorsque trois étudiants furent arrêtés. Nous rédigeâmes avec Ben Yahia et Ben Batouche une motion exigeant le respect du temps de détention légale dans les locaux de la police, et mettant en garde contre tout [163] sévice corporel [37]. Cette motion votée à l'unanimité provoqua quelques remous chez les étudiants. Mais les résultats des élections à l'Assemblée Nationale française vinrent bientôt se mettre au premier plan de nos préoccupations. Comme la fin nous semblait proche alors ! Le triomphe de la gauche en France autorisait tous les espoirs. De plus en plus, nous voyions venir à nous des étudiants anxieux. « Qu'allons-nous devenir puisque les négociations vont s'engager et que l'Algérie va peut-être acquérir son indépendance ? Pourrons-nous y rester encore ? » Nous eûmes alors l'idée d'organiser des réunions entre étudiants musulmans et étudiants européens. Deux à trois eurent lieu où chacun parla librement. Les préoccupations des Européens étaient exprimées surtout de façon agressive : respect des droits de la minorité, respect de la culture, de la religion. Sur chaque point les Musulmans répondaient. Et comme dans un psychodrame, l'agressivité disparaissait avec l'anxiété. J'ai pu remarquer que cette détente se produisait quand les Musulmans affirmaient : « Vous êtes vous aussi Algériens comme nous, mais si vous voulez quitter le pays vous êtes libres de le faire. » Et les Européens répondaient toujours : « Nous ne voulons pas partir et nous ne voulons pas être étrangers dans ce pays. » Sur de telles bases des discussions fécondes pouvaient s'engager.

« Cependant le 6 février se préparait. L'atmosphère était devenue nerveuse, tendue, irritante. Lettres de menaces, coups de téléphone injurieux nous parvenaient.

« Les fascistes se firent la main sur le député Hernu. Puis ce fut le tour de Camus. Nous étions allés à sa [165] conférence pour entendre un de nos aînés et au besoin pour le protéger des fascistes. Sur ce point nous n'eûmes pas à intervenir. Camus parla dans un local où les spectateurs étaient soigneusement filtrés et dont les abords étaient gardés par des C.R.S. casqués et armés. Nous attendions de Camus des

37 Ben Yahia : alors Président de l'Union Générale des Étudiants Algériens. Depuis membre du Conseil National de la Révolution Algérienne. Ben Batouche : Commandant de l'Armée de Libération Nationale, mort au champ d'honneur.

prises de position sur le problème algérien. Nous eûmes droit à un discours de bonne sœur. Il nous expliqua longuement qu'il fallait protéger la population civile innocente mais s'opposa formellement à ce qu'on fasse une quête en faveur des familles innocentes des emprisonnés politiques. Dans la salle nous étions atterrés. Dehors la foule des fascistes scandait : « Algérie française » et hurlait : « Camus au poteau ».

« Mais ces manifestations nous semblaient le dernier sursaut de la bête colonialiste. Même la manifestation monstre lors du départ de Soustelle, même les appels hystériques du P^r^ Bousquet et leurs répercussions chez les étudiants ne nous émouvaient pas. Nous avions un immense espoir dans le nouveau gouvernement français investi par toute l'Assemblée Nationale pour faire la paix. Pas un moment nous ne doutions que ce gouvernement allait mater le fascisme algérois. Ce que E. Faure et sa majorité de centre avaient fait au Maroc, il était sûr que G. Mollet et sa majorité de gauche allaient le faire plus facilement à Alger. Quand je dis « nous », je ne parle pas seulement des Européens. Je songe aussi aux Musulmans qui pensaient comme nous la fin proche et qui nous demandaient de travailler ensemble dans la paix imminente comme nous l'avions fait dans la guerre...

« Et ce fut le 6 février. Depuis deux jours toute la ville était en proie à une véritable surexcitation. Des cortèges défilaient constamment portant le drapeau tricolore, chantant la *Marseillaise,* hurlant : « Algérie française ». Des autos passaient et repassaient, lançant des tracts, klaxonnant sans arrêt. C'est dans une telle ambiance que fut reçu G. Mollet. Je n'ai pas assisté à la scène du monument aux morts, mais mes camarades [166] me la racontèrent. Pas un seul moment nous n'avions pensé que cet accueil pouvait faire prendre à G. Mollet des décisions aussi graves. Nous pensions au contraire qu'irrité par les Européens d'Algérie il aurait moins de scrupules, moins de mauvaise conscience à leur imposer cette solution négociée que nous attendions tous. Aussi fûmes-nous stupéfaits en apprenant en fin d'après-midi la démission du général Catroux. Ce fut Ben Batouche qui nous l'apprit. Il était bouleversé. A côté de moi je vis Khène pâlir et serrer le poing de colère. Autour de nous les gens s'embrassaient au milieu de grands éclats de rire, chantaient la *Marseillaise*. La ville prit tout à coup l'aspect d'une vaste kermesse. J'étais écoeuré par tant de bêtise. En nous séparant, l'un de nous dit : « Et maintenant la parole n'est plus qu'au F.L.N. » Il devint vite évident pour nous tous que la France répu-

gnant à mettre au pas la minorité fasciste d'Algérie, c'était désormais au F.L.N. à le faire. A partir du 6 février nous ne pouvions plus tourner nos regards vers la France. Ce n'était pas d'elle que viendrait le salut. L'extraordinaire apathie du peuple français vérifiée au cours d'un voyage à Paris me le confirma.

« Sous la poussée fascisto-lacostienne notre groupe se volatilisa. Et puis que faire ? Le choix n'était plus qu'entre Lacoste et le Front. Une troisième force n'avait de sens que si elle était appuyée par la gauche française. A partir du moment où la gauche française faisait le jeu du fascisme algérois, toute tentative libérale à Alger était un mythe voué à l'échec. Personne parmi nous ne s'y trompa. Aussi le mouvement postérieur dit des libéraux fut-il en grande partie constitué par des fonctionnaires métropolitains exerçant en Algérie.

« Nos camarades musulmans devaient bientôt rejoindre le maquis, les communistes passaient à la clandestinité avec l'affaire Maillot. Les autres rendirent sur place quelques services : boîte à lettres, hébergement, etc. J'avais quitté Alger pour l'hôpital [167] psychiatrique de Blida qui avait la réputation d'être un nid de « fellagha ». Interne chez un médecin connu pour ses positions anti-colonialistes, je fus vite catalogué, rejeté par les uns et adopté par les autres. Je restai huit mois à Blida m'occupant exclusivement de mon travail d'interne. Ma solidarité avec la Révolution se bornait à faire circuler des tracts, à distribuer des numéros de *El Moudjahid* que j'avais en ma possession. J'avais accepté un travail médical mais l'occasion de m'engager plus avant ne s'est jamais présentée. Fin décembre 1956, je quittai Blida pour Paris. Un faisceau d'arguments expliquait ce départ ou cette fuite déguisée. En dehors des raisons familiales, j'avais surtout besoin de recul. Ne travaillant pas pour le Front, je me rendais compte de mon inutilité. En outre la naissance du terrorisme urbain reposa des problèmes de conscience que, dans l'ambiance surchauffée d'Algérie, je ne pouvais aborder la tête froide. Enfin la crainte (peu fondée) de ma femme de me voir arrêté (mais les arrestations arbitraires étaient monnaie courante) fut sans doute l'argument décisif.

« En France je croyais rencontrer le repos. Je ne trouvai que la mauvaise conscience. Chaque jour le journal m'apprenait des arrestations, des expulsions parmi mes amis. Chaque nouvelle m'accablait. Je me sentais encore plus inutile. J'essayais de lutter, de susciter dans mon entourage des réactions de protestation, j'essayais de leur faire

prendre conscience. Peine perdue... Les Parisiens ne se souciaient que de leurs sorties, que de leur théâtre, que de leurs vacances préparées trois mois à l'avance. Je me pris à les détester, à mépriser en bloc tous ces Français qui envoyaient leurs fils torturer en Algérie et qui ne se préoccupaient que de leur petite boutique. Je rejetai toute appartenance à la nation française. Décidément mon peuple ce n'était pas ce peuple bourgeois sans idéal, c'était ce peuple qui souffrait et mourait tous les jours dans les *djebels* et dans les chambres de tortures.

[168]

« Bien sûr ces réactions excessives du début s'atténuèrent. Je nouai de solides amitiés avec des camarades internes démocrates qui souffraient beaucoup de cette guerre coloniale que menait leur pays. Mais je ne me sentais à mon aise qu'avec des Algériens émigrés.

« Ce séjour en France me fut finalement très profitable. Il me confirma ce que je pressentais déjà : que je n'étais pas Français, que je n'avais jamais été Français. La langue, la culture cela ne suffit pas pour appartenir à un peuple. Il faut autre chose : une vie commune, des expériences et des souvenirs communs, des buts communs. Tout cela me manquait en France. Mon séjour en France me montra mon appartenance à une communauté algérienne, me montra étranger en France.

« Lorsque mon sursis fut suspendu en mai 1958, je n'eus pas longtemps à hésiter. Depuis longtemps j'avais décidé de rejoindre le F.L.N.

« Voici un an maintenant que j'ai rejoint la Révolution algérienne. Me souvenant des contacts difficiles et ambigus du début de la Révolution, j'ai eu peur d'être tenu à l'écart. Il n'en a rien été. J'ai été accueilli comme n'importe quel Algérien. Pour les Algériens je ne suis plus un allié, je suis un frère, un simple frère, comme les autres. »

[169]

Annexe II

Bresson

Retour à la table des matières

Je me nomme Bresson Yvon. Après avoir passé toute ma jeunesse en Algérie, à Bône, je me rends en France, en juillet 1948, pour y poursuivre mes études.

En 1952, après mon service militaire, je présente à Paris un concours d'entrée dans les cadres de la Police Algérienne.

Je suis admis et je reçois mon affectation à la Sécurité Publique de Saint-Arnaud, gros village des Hauts-Plateaux Constantinois, à quelque trente kilomètres de Sétif.

Le 6 mai 1953, je prends possession de mon poste d'officier de police. Je suis âgé alors de vingt-quatre ans.

Il faut se souvenir que Saint-Arnaud se trouve au centre de la région de Sétif où en 1945 furent massacrés en trois jours plus de 40 000 Algériens. Les Européens dont j'étais chargé d'assurer la protection étaient ceux-là mêmes qui, dix ans avant, avaient participé à *la chasse aux Arabes*. Encore en 1953, ces hommes évoquent leurs exploits et comparent leurs tableaux de chasse respectifs. A Saint-Arnaud j'entretiens peu de relations privées avec ces Européens. Par contre, je me crée des amitiés avec des Algériens et même avec quelques nationalistes connus. Evidemment mes supérieurs, les commissaires Gavini Antoine et Lambert Marius, me mettent en garde. Les civils européens les plus excités ne manquent pas, chaque fois que l'occasion s'en présente de me rappeler *la règle* : mater les Arabes.

Le 1er novembre 1954 la Révolution commence.

Très rapidement, je prends conscience de mon appartenance [170] au camp de ceux qui se battent pour une Nation Algérienne. Les tortures innombrables que j'aurais, dans l'exercice de mes fonctions, l'occasion de voir, renforceront ma haine du colonialisme : Algériens écartelés par deux camions militaires allant en sens contraire, tortures classiques par eau, électricité, pendaison par le pouce, les testicules...

Un jour d'ailleurs ma femme qui, toute la nuit, comme depuis plusieurs semaines, avait été tenue éveillée par les cris des torturés (nous habitions au-dessus d'une des salles de tortures de Saint-Arnaud) n'y tenant plus, alla protester violemment auprès des militaires et des C.R.S. responsables de ces pratiques. Elle se fit raccompagner à la maison deux mitraillettes dans les reins. C'est pendant cette période que je suis contacté par un membre de la cellule locale du F.L.N. C'est à lui que je vais fournir les différents renseignements susceptibles d'aider la guerre nationale de Libération.

Je fais ainsi savoir l'heure et le lieu des rafles, les Algériens pistés, les cafés suspectés. Je communique intégralement le rapport secret adressé par le Commissaire Gavini au Sous-Préfet de Sétif au sujet de l'internement dans les plus brefs délais du Dr Lamine Debaghine, l'actuel ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

Il m'arrive de signaler les agents de renseignements algériens utilisés par la police colonialiste. Ces agents sont évidemment très dangereux, car ils parviennent quelquefois à connaître un nombre important de secrets.

En mai 1956, Hamou Abdallah, ancien combattant gérant d'un café maure, l'un des plus actifs agents secrets, est exécuté à 11 heures dans la rue Saint-Augustin.

Quelques mois plus tard un autre espion, Aktouf Mustapha, est à son tour grièvement blessé.

En juin 1956, le commissaire Gavini, épuisé par [171] plusieurs mois de séances de tortures, part en congé. Je suis alors chargé du Commissariat. Dans les archives j'entre en possession d'une liste de noms d'Algériens suspectés et dont on conseille le plus rapidement l'exécution. Cette liste est l'œuvre de mon collègue Sphonix jean et du sous-brigadier Varini Camille.

J'en prends copie que je communique immédiatement au responsable local. Peu de temps après je suis arrêté. Auparavant je parviens encore à communiquer au responsable un état de l'armement de certains postes, et les réserves de munitions. Le Commissaire politique de la Zone Sud (les Zones Nord et Sud étant délimitées par la route nationale n° 5 qui sépare en deux le village) décidera, à partir de ces renseignements, le harcèlement de plusieurs fermes et l'anéantissement de centres d'appui de l'Armée française.

Avant mon arrestation, à la faveur du meurtre par les miliciens de Ben Mihoud Saïd le 26 septembre 1956, une rafale de mitraillette est lâchée contre moi. Je ne serai pas atteint [38].

Les exécutions sommaires se multiplient sous la direction du commandant d'armes Puech. C'est ainsi, pour prendre un exemple, que cinquante Algériens seront exécutés et enterrés dans un terrain appartenant au maire de Saint-Arnaud.

Le 18 novembre 1956 je suis arrêté sur ordre du général Dufour et déféré au Tribunal Militaire qui me condamne à cinq ans d'emprisonnement avec sursis.

C'est en tant qu'Algérien que j'ai fait toutes ces choses. Je n'ai pas l'impression d'avoir trahi la France. Je suis Algérien et comme tout Algérien j'ai combattu et je continue à combattre le colonialisme. En tant que citoyen algérien conscient, ma place était aux côtés des patriotes. C'est ce que j'ai fait.

---

38 Ben Milhoud Saïd, écrivain public, le 26 septembre 1956, et Sellamï, menuisier, le 25 décembre 1956, tués par les miliciens... Tous deux étaient sur la liste des suspects à exécuter par les forces de l'ordre.

[172]

Sociologie d'une révolution
(L'an V de la révolution algérienne)

CONCLUSION

Retour à la table des matières

Nous avons éclairé dans les pages précédentes quelques aspects de la Révolution Algérienne. L'originalité et la fécondité impatiente de la Révolution sont d'ores et déjà les grandes victoires du peuple algérien. Cette communauté en acte, rénovée et libre de toute sujétion psychologique, émotionnelle ou juridique, débouche aujourd'hui sur des exigences modernes et démocratiques d'une densité exceptionnelle.

La thèse qui veut que la promotion d'une société nouvelle ne soit possible que dans le cadre de l'indépendance nationale trouve ici son corollaire. C'est que dans le même temps où l'homme colonisé s'arc-boute et rejette l'oppression, il se produit en lui un bouleversement radical qui rend impossible et scandaleuse toute tentative de maintenir le régime colonial. C'est ce bouleversement que nous avons étudié ici.

Il est exact que l'indépendance réalise les conditions spirituelles et matérielles de la reconversion de l'homme. Mais c'est aussi la mutation intérieure, le renouvellement des structures sociales et familiales qui imposent avec la rigueur de la loi l'émergence de la Nation et l'épanouissement de sa souveraineté.

Nous disons fermement que l'homme algérien, la société algérienne se sont dépouillés de la sédimentation mentale et de l'arrêt affectif et

intellectuel organisés [173] par 130 ans d'oppression. Ce colonialisme qui tenait le peuple dans les mailles serrées de la police et de l'armée est aujourd'hui blessé à mort. Le colonialisme français en Algérie s'est toujours développé selon une volonté d'éternité. Les structures mises en place, les installations portuaires, les aérodromes, l'interdiction de la langue arabe donnaient souvent l'impression que l'ennemi s'engageait, se compromettait, se perdait à moitié dans sa proie pour précisément rendre impossible toute rupture éventuelle, toute séparation. Chaque manifestation de la présence française exprimant un enracinement continué dans le temps et l'avenir algérien, se lisait toujours sous le signe d'une oppression indéfinie.

C'est l'importance du peuplement européen, la rapacité des colons et leur philosophie raciste qui exigeaient de chaque expression française en Algérie un maximum de solidité et de poids. Pareillement c'est la robustesse et la véhémence des réalisations françaises qui entretiennent et renforcent la catégorie oppressive du colonialisme.

À l'histoire de la colonisation le peuple algérien oppose aujourd'hui l'histoire de la libération nationale.

Il reste à savoir si le Gouvernement français tiendra compte de ce qui aujourd'hui est encore possible. Nous avons retracé, en choisissant quelques secteurs privilégiés, l'acheminement victorieux du colonisé dans la voie de sa libération. Nous avons indiqué que sur le plan strict de la personne et de sa prodigieuse effervescence, une révolution s'était produite, fondamentale, irréversible, en perpétuel approfondissement.

La parole devrait maintenant revenir à la raison. Si le Gouvernement français veut retrouver les conditions d'avant 1954 ou même de 1958, il est bon qu'il sache que cela est désormais impossible. Si par contre, il veut tenir compte des modifications qui sont survenues depuis cinq ans dans la conscience de l'homme algérien, s'il veut prêter l'oreille aux voix opiniâtres et fraternelles qui de tous les coins du monde relancent [174] la Révolution et se reconnaissent dans la lutte d'un peuple qui n'économise ni son sang ni ses souffrances pour le triomphe de la liberté, alors nous disons que tout est encore possible.

L'écrasement de la Révolution Algérienne, son isolement, son asphyxie, sa mort par épuisement... autant de rêves insensés.

La Révolution en profondeur, la vraie, parce que précisément elle change l'homme et renouvelle la société, est très avancée. Cet oxygène qui invente et dispose une nouvelle humanité, c'est cela aussi la Révolution Algérienne.

Fin du texte